

**A L'ÉTRANGER :** Algérie, 4,50 DA; Maroc, 5 dr.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 180 dr.; Irlande, 80 c.; Italie, 1.800 L.; Japon, 0,400 ¥; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 g.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suisse, 12,50 cs.; Suède, 1,60 f.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هذه هي الأصول



IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

# 1939 • 1940

## L'ANNÉE TERRIBLE

Sans avoir besoin d'encouragements de la part de l'occupant, le régime de Vichy, spontanément répressif, se lance rapidement dans l'épuration. Les juifs, les francs-maçons, les communistes, les « métèques », tous les éléments « antinationaux » accusés d'être à l'origine de la défaite, sont pourchassés. Ils seront plus tard remis aux Allemands.

**« P »** ARTOUT, et spécialement dans les services publics, si réelles que soient d'honorables exceptions dont chacun pourrait fournir un exemple, l'influence des juifs s'est fait sentir, insinuante et finalement décomposante. C'était le commentaire officieux du statut des juifs publié en bonne place dans la presse vichyssoise.

Ce statut symbolise à lui seul le nationalisme défensif, d'exclusion, d'un régime qui se voulait ancré dans son pré hexagonal et qui adopta immédiatement le vieux slogan « La France aux Français ». On exclut de « la vraie France » tous ceux en qui on voyait les « ennemis intérieurs », et qui firent d'excellents boucs émissaires pour expliquer la défaite, eux qui auraient appartenu aux forces occultes tramant d'innombrables complots, dont celui qui aurait provoqué la guerre.

Le régime de Vichy fut dès le début répressif, et cela spontanément, sans qu'il y ait eu de pressions de l'occupant. Car les nouveaux maîtres du pouvoir, souvent des vains du suffrage universel (Bernanos parlait féroce d'une « révolution des ratés »), étaient bien décidés à régler des comptes partisans.

On commença par épurer, de façon arbitraire, l'administration, mais Vichy fit, dans un premier temps, un usage relativement modéré de ce système dit « des dépeçages ». Ce qui est plus caractéristique, c'est l'acharnement mis à poursuivre des ennemis politiques, qui se trouvaient être de surcroît les bêtes noires du Reich. L'acte constitutionnel n° 5 du 30 juillet 1940 créait une « Cour suprême de justice » chargée de juger « les ministres, les anciens ministres ou leurs subordonnés immédiats civils ou militaires, accusés d'avoir commis des crimes ou délits dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions ou d'avoir trahi les devoirs de leur charge ». On ne traîna pas : convoquée à Riom le 2 août, installée le 8, la nouvelle Cour rassemblait la fine fleur de la magistrature, un corps qui, en majorité, ne brilla guère — c'est le moins qu'on en puisse dire — par son courage politique. Elle devait s'occuper des « actes qui ont concouru au passage de l'état de paix à l'état de guerre avant le 4 septembre 1939 ». Cela revenait à rendre la France responsable du déclenchement de la guerre. Pour éviter de mettre en difficulté les « grands chefs », y compris qui vous savez, les magistrats firent partir les investigations de juin 1936. Avec diligence, en novembre, la Cour faisait écrouer Léon Blum (pour « avoir trahi les devoirs de sa charge »), Daladier et Gamelin. Entre-temps, le gouvernement avait déjà fait mettre en résidence surveillée Reynaud, Mandel, Auriol, Marx Dormoy, Jules Moch...

**PLUS** silencieusement, mais méthodiquement, était poursuivie la lutte anticomuniste, qui n'étonnera guère. Le régime agrava l'arsenal juridique forgé sous Daladier, et nombre d'hommes et de femmes soupçonnés d'appartenir encore au PCF interdits furent placés, sur arrêté discrétionnaire du préfet, dans des « centres de séjour surveillé ». A Paris, dans le seul mois d'octobre, un coup de filet (rendu plus aisé par la tactique semi-légale préconisée dans l'été par le parti) faisait « tomber » — avec la bénédiction des autorités d'occupation — 210 responsables syndicalistes et anciens élus.

Rétrospectivement, l'ardeur mise à pourchasser les francs-maçons surprend. Dans l'imaginaire de leurs adversaires, les loges fomentaient un complot permanent, aux ramifications internationales. On leur attribuait une solidarité, un pouvoir et une extension démesurés, parlant de 100 000 à 150 000 frères initiés (on évalua 170 000 fiches de « suspects »), ce qui est fort exagéré, puisque, selon des sources fiables, les deux principales obédiences regroupaient en 1939 45 000 frères : 29 000 pour le Grand



Un café parisien avec une affiche anti-juifs.

## XXX - La chasse aux éléments « antinationaux »

par Jean-Pierre Azéma

Orient de France, 16 000 pour sa rive, la Grande Loge de France (ajoutons le Droit humain, avec 3 000 membres, et 1 500 maçons de la Grande Loge nationale française). Les francs-maçons avaient beaucoup d'ennemis : bien des catholiques voyaient encore en eux les instigateurs de la Révolution française ; une partie de la classe politique, un Etat dans l'Etat, surtout la droite conservatrice, qui faisait du Grand Orient le vivier de la gauche non communiste. Le pouvoir économique et social qu'on leur attribuait avait suscité le mythe étonnant de la Synarchie d'Empire, organisation maçonne souterraine qu'on disait accouplée à de grandes banques.

**L**a loi du 13 août interdisait les « associations secrètes » et obligeait « les fonctionnaires et agents de l'Etat à souscrire une déclaration à leur sujet ». Et si, dans le texte, la franc-maçonnerie, curieusement, n'était jamais nommée, six jours plus tard un décret constatait « la milité du Grand Orient de France » et de la Grande Loge de France ». L'exposé des motifs arguait que les sociétés secrètes, ou étaient entrées nombre de fonctionnaires, menaçaient le redressement national. Un service des « sociétés secrètes » fut confié à Bernard Fay, spécialiste de la Révolution, professeur au Collège de France.

C'est une des mesures où l'influence de Maurras a été la plus sensible. Dans la *Seule France*, publiée en 1941, il dénonce la franc-maçonnerie comme le complot « [...] le plus dangereux de tous, puisque c'est dans la Loge que se syndiquent tout ce que la synagogue et le monde métèque comptent de moins français ». Et Raphaël Alibert, un maurrassien inconditionnel, fut l'un des rédacteurs de la loi. Mais ne négligeons pas le poids de Philippe Pétain, notoirement anti-maçon, auquel on prête ce propos significatif : « Un juif n'est jamais responsable de ses origines, un franc-maçon l'est toujours de son choix ».

Il est difficile de savoir comment l'ensemble des francs-maçons réagèrent. Notons seulement que, le 7 janvier 1941, six francs-maçons fondent un « Grand Conseil provisoire de la maçonnerie française », pour aider à la libération du territoire, restaurer les institutions républicaines, reconstruire sans distinction d'obédience la franc-maçonnerie française. Cette survivance fut une des raisons invoquées par Vichy pour durcir ses textes en août 1941, assimilant les anciens dignitaires aux juifs et les déclarant interdits dans la fonction publique.

Cette loi, comme la quasi-totalité de celles du premier Vichy, a été prise spontanément. Mais les services d'Otto

Abetz s'intéressaient de près aux francs-maçons (les nazis avaient liquidé les loges allemandes). Et l'ambassade d'Allemagne donna tout son appui à Jacques de Lesdun (un journaliste collaborationniste) pour organiser l'exposition « La franc-maçonnerie dévoilée », précisant que « les otages pris parmi les francs-maçons de haut grade serviront à d'éventuelles représailles pour le cas où le baron de Lesdun [...] serait abattu ». L'exposition, dont l'entrée était gratuite, s'ouvrit au Petit Palais en octobre, avant de circuler dans les villes de la zone du nord. Elle rencontra un grand succès de curiosité : on y exhibait meubles, costumes, instruments rituels confisqués dans les loges, plus un aquarelle figurant parfois dans le « cabinet de réflexion » où se recueillait le futur apprenti. On y vendit bien un « Petit Bottin des membres de la Confrérie ».

**L**e thème de « la collusion judéo-maçonnique » faisait tout autant des juifs une armée souterraine, innombrable. En fait, on dénombrait, en 1939, environ 300 000 juifs, dont 200 000 établis à Paris. L'antisémitisme en France n'était pas nouveau : au vieux antisémitisme catholique (celui du « peuple déicide ») s'était ajouté vers 1890 un antisémitisme populaire aux accents anticapitalistes, en même temps qu'une campagne permanente de la droite extrême qui présentait le juif comme intrinsèquement déraciné, germe dissolvant de la communauté française. Après la relative accalmie des années 20, la crise relançait la xénophobie dans nombre de milieux, depuis que 150 000 juifs venus d'Europe centrale avaient choisi la France comme terre d'asile. En 1939, la communauté juive était particulièrement vulnérable, parce que l'opinion était globalement indifférente à la résurgence de l'antisémitisme, et parce qu'elle était, elle-même, extrêmement divisée (les immigrants récents, souvent pauvres, reprochant aux juifs installés d'être déjudaïsés et de faire bien peu pour eux).

L'occupant laissa agir Vichy à sa guise, tout en superposant pour la zone nord une législation similaire à celle des pays occupés de l'ouest de l'Europe : expulser le maximum de juifs, ficher les autres, tout en s'emparant de leurs biens (la « solution finale » n'étant pas, à proprement parler, programmée). L'ordonnance allemande du 27 septembre 1940 interdisait aux juifs réfugiés de revenir en zone nord, obligeant ceux qui étaient restés à se faire inscrire dans une

sous-préfecture et imposait aux détenteurs ou aux propriétaires de désigner leurs commerces comme « entreprise juive ». Une deuxième ordonnance, du 18 octobre, plaçait toutes les entreprises classées juives, que leurs propriétaires aient ou non fui en zone sud, entre les mains de commissaires-administrateurs : c'était l'aryanisation.

C'est sur un tout autre terrain que se placèrent les hommes de Vichy. Une bonne partie d'entre eux étaient benalme et foncièrement antisémites. Reconnaissant incidemment que les Français « israélites » (installés depuis des générations en France) étaient parfaitement intégrés et assimilés (et de fait beaucoup de ces « israélites » étaient très attachés à l'assimilation française), ils ne pouvaient admettre qu'ils puissent œuvrer comme les descendants des « Gallo-Romains ». A fortiori, ils voulaient se débarrasser des juifs étrangers, les pires des « métèques », comme « fauteurs de guerre ». Ils entendaient mettre en œuvre un antisémitisme d'Etat, dont ils diront — plus tard — qu'il n'aurait rien à voir avec l'antisémitisme de peau. Cet antisémitisme d'exclusion (et non d'extermination), fondé sur l'Histoire (et non sur la biologie), servait de pierre de touche au ressourcement national.

Une mesure significative fut prise le 7 octobre 1940, abrogeant le décret Crémieux, qui, en 1870, avait octroyé la nationalité française aux « juifs indigènes de l'Algérie » : on retirait donc leur statut de citoyens français à des gens qui l'étaient depuis soixante-dix ans et à leurs descendants.

La « loi portant statut des juifs », prise le 3 octobre 1940, était la pièce maîtresse du dispositif. Elle commence par une définition de la judaïté : « Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif ». Le critère choisi est racial (et comment le définir juridiquement ?) alors que pour l'occupant lui-même « sont reconnus comme juifs ceux qui appartiennent ou appartenaient à la religion juive ». Et, en ajoutant le cas de figure du conjoint, d'ailleurs parfaitement illogique, Vichy étendait la qualification.

Etaient interdits aux juifs tous les mandats électifs, les fonctions de ministres et de chef de l'Etat (et ceux qui étaient en poste devaient démissionner dans les deux mois) ; l'accès aux grands corps, au poste de gouverneur des colonies, aux directions des ministères, à la magistrature, l'armée, l'enseignement ; les professions qui avaient à faire avec l'opinion publique : la presse, l'édition (à

l'exception des « publications à caractère strictement scientifique »), la radio, le cinéma, le théâtre. Que leur restait-il ? Les anciens combattants de la Grande Guerre ou ceux qui avaient été cités dans la campagne de 40 pouvaient postuler aux postes subalternes de la fonction publique ; aux autres, il restait les « professions libres » (entendus commerciaux) et les professions libérales (sauf si s'imposait l'élimination de juifs en surnombre). Devenus des citoyens de deuxième, voire de troisième zone, les juifs verraient leur sort aggravé par la loi du 2 juin 1941.

Quant aux juifs étrangers, plus encore que les autres étrangers ils étaient en danger. Le 22 juillet, une commission était chargée de réviser les acquisitions de la nationalité française depuis la loi (libérale) du 10 août 1927. Elle devait revenir sur 15 000 naturalisations, dont à peu près 6 000 de juifs. Les menaces qui planaient sur ces derniers se précisaient le 4 octobre avec la « loi sur les ressortissants étrangers de race juive » qui donnait un pouvoir discrétionnaire au préfet pour leur « assigner une résidence forcée » et, pis encore, les « interdire dans des camps spéciaux ». Des dizaines de milliers de familles allaient être internées dans les camps de Gurs, d'Argelès, du Vernet, de Rivesaltes, de Riencourt, des Milles... où les conditions de vie étaient tellement déplorables qu'on y mourut de maladies de carence et d'absence de soins, et où la police de Vichy viendrait les reprendre pour les livrer aux nazis lors des rafles de l'été 1942.

**À** la libération, les pétainistes plaident que les mesures prises l'étaient pour prévenir la répression nazie. C'est parfaitement faux. Plus stimulante est la thèse qui entend montrer que la Troisième République avait préparé le terrain. Assurément en 1934-1935, puis en 1938-1939, des mesures réglementaires ou législatives ont été prises contre les étrangers (ainsi, les médecins ou les avocats naturalisés ne pouvaient exercer immédiatement). Mais la plupart d'entre elles, à visée policière, étaient avant tout dirigées contre la « cinquième colonne ». Le projet de Vichy, lui, global, fut tout autre : par rapport à l'avant-guerre, c'est une différence de nature — et non pas de degré. Certains insistent aussi sur le poids de l'opinion, mais les rapports des préfets la montrent, dans l'automne 1940, plutôt indifférente.

Inversement, des auteurs de plus en plus nombreux (qu'on dénombrera, dans le jargon des historiens, des « intentionnalistes ») cherchent à établir un lien de causalité directe entre les mesures prises en 1940 et l'extermination des juifs de France dans les camps de la mort. On se défilait de tout anachronisme. A Vichy, certains faisaient discrètement (les meilleurs collaborationnistes parisiens ouvertement) état d'un antisémitisme de peau. Reste que la politique officielle, qui est bien dans la logique de la Révolution nationale, est l'antisémitisme d'Etat. Le drame pour les juifs est qu'en cherchant à régler ses comptes partisans Vichy allait mâcher le travail de l'occupant, sans chercher vraiment à lui tenir tête, après que fut enclenché l'engrenage de la solution finale. L'obsession des menées judéo-maçonniques, puis judéo-bolcheviques, doublée d'une indifférence teintée d'hostilité à l'égard de « métèques », feront de ces parias, en 1942, les objets d'un marchandage abominable.

Tous ces exclus de Vichy, les juifs, bien sûr, mais aussi les prisonniers politiques, les communistes (ils seront progressivement livrés à l'occupant, et ceux qui étaient internés serviront d'otages), les francs-maçons (environ 6 000 furent inquiétés), ont été les victimes, directement ou indirectement, d'hommes qui ont consciemment inversé l'ordre des priorités : ceux qui se prétendaient nationalistes ont lutté contre un prétendu ennemi intérieur plutôt que contre l'occupant. Il leur faudra à leur tour — logiquement — rendre des comptes de cette perversion pourvoyeuse de pelotons d'exécution et de chambres à gaz.

### REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Dominique Rossinot, *Vichy et les francs-maçons*, préface de Marc Ferro, Paris, Lattès, 1981, 332 p.  
► Michaël M. Marrus et Robert O. Paxton, *Vichy et les juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981, 431 p.

Prochain article :  
**Montoire.**

L'Unité

Comment Paris cher

Arrestations dans les  
et de l'opposi



LIBAN: un émissaire de haut rang à Beyrouth

## L'Union soviétique accroît ses efforts diplomatiques

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

Le retour vers la France de trois bâtiments de guerre français déployés au large des côtes libanaises apparaît pour beaucoup au Liban comme un « recul » de la France au moment où l'URSS accroît ses efforts diplomatiques, envoyant pour la première fois depuis 1987 un émissaire de haut rang à Beyrouth.

Destinée avant tout, dit-on, à élargir l'option militaire au profit du dialogue politique, la mission de M. Guennadi Tarassov, l'un des vice-ministres des affaires étrangères soviétiques, aura-t-elle plus de succès que les précédentes tentatives faites par d'autres ?

Le responsable soviétique a, en tout cas, affirmé à Beyrouth qu'il était tombé d'accord avec le chef de la diplomatie libanaise, M. Farouk El Chahr, sur « les moyens de stabiliser le cessez-le-feu, d'encourager la réconciliation nationale et de réactiver les efforts du tripartite arabe », ce qui laisse entendre qu'il serait porteur de propositions pratiques en ce sens.

La Syrie et ses alliés posent toujours comme condition à la levée du blocus naval du pays chrétien une surveillance des ports, pour, affirmant-ils, empêcher l'arrivée d'armes au camp chrétien. On se réjouit donc, à cet égard, du côté des alliés de Damas, que le communiqué syro-soviétique mentionne explicitement la nécessité d'un embargo sur les livraisons d'armes aux par-

ties libanaises. On affirme dans ces milieux que l'URSS va envoyer un nouvel émissaire à Bagdad pour insister sur ce point.

Malgré l'annonce officielle par l'Irak, en juillet, de l'arrêt de ses livraisons d'armes au camp chrétien libanais, celles-ci n'ont pas réellement cessé, et des envois faits avant cette déclaration continuent à arriver. Un bateau bourré d'armes en provenance de l'Irak, notamment, serait toujours en mer, et on n'exclut pas, à Beyrouth, que celui-ci soit déchargé par petites quantités plus faciles à dissimuler.

M. Tarassov cherchera aussi à obtenir du général Aoun, et cela avec l'aide des Occidentaux, et en particulier de la France, qu'il abandonne son « slogan de guerre de libération », rejeté, en l'état, par tout le camp à majorité musulmane. L'émissaire soviétique, qui doit s'en retourner vendredi 25 août, avec le chef du gouvernement militaire chrétien et avec le patriarche de l'Eglise maronite, Mgr Sfeir, aura l'occasion de mesurer le fossé qui sépare les protagonistes libanais, le général Aoun refusant pour sa part tout contact sur les ports avec la levée du blocus. A l'issue de ses deux entretiens, jeudi, avec le chef du gouvernement à majorité musulmane, M. Selim Hoss, et le président sortant du Parlement, M. Hussein Husseini, M. Tarassov s'était contenté de déclarer qu'il était « grand temps de donner ses chances à la paix au Liban ».

Se démarquant, mais sans la condamner, de l'initiative française à caractère militaire, M. Tarassov ajoutait : « Nous ne discutons pas de plans militaires avec la France, et, apparemment, le gouvernement français ne discute pas de ses plans militaires avec nous », et précisait que Moscou avait pris note « des déclarations du gouvernement français selon lesquelles la mission de sa flotte est humanitaire ». Cela laisse à penser qu'en l'état actuel des choses, l'Union soviétique n'a rien à redire à cette présence, dont, comme l'affirme un responsable libanais, elle peut se servir pour faire pression dans les deux sens.

## La mission de la CEE

Si Moscou ne dit rien, les alliés de la Syrie ont toutefois pour suivi jeudi leurs critiques à l'encontre de la France, et, avec des nuances, trois responsables chiites l'ont encore condamnée. Revenant à la charge, le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berr, a réaffirmé à Tyr : « Nous aussi, nous sommes libanais de nous comporter comme nous le voulons à l'égard de la flotte française. Nous tirerons à coup sûr sur les navires s'ils s'approchent des côtes ».

A l'issue de quatre heures d'entretiens avec l'ambassadeur de France au Liban, M. René Ala, le vice-président du conseil supérieur chiite, Cheikh Chamseddine, lui aussi, affirmé : « Les mouvements de colère et les réactions menaçantes doivent être prises au sérieux », ajoutant : « Nous avons demandé que les navires de guerre français

n'entrent pas dans nos eaux territoriales ».

Enfin, le président Hussein a affirmé, après s'être entretenu avec M. Tarassov : « La France a encore la possibilité de revenir sur sa politique erronée et de participer véritablement à une solution de la crise au Liban en retirant sa flotte » de Méditerranée orientale, et M. Husseini d'ajouter dans une claire allusion à la position française : « Il n'y a pas de solution au Liban sur la base d'un antagonisme avec la

Syrie. L'aspect positif de la position soviétique réside dans sa compréhension de la réalité de la crise libanaise et du rôle que la Syrie peut jouer pour la résoudre. Contrairement à certains, l'URSS veut aider le Liban en profitant de la capacité de la Syrie à le faire ».

Chez les alliés de Damas, qui considèrent avant tout comme anti-syrienne l'attitude française, on souligne que c'est par Damas, contrairement aux émissaires français, que M. Tarassov a commencé sa visite,

seule garantie, estime-t-on, d'un éventuel succès. En attendant un début de solution — mais les chances de réussite demeurent minces tant les positions des uns et des autres restent éloignées et la méfiance extrême — la mission d'évaluation des besoins urgents des Libanais envoyée par la CEE va commencer ce vendredi ses travaux par des entretiens avec les chefs des deux gouvernements rivaux, le général Aoun et M. Selim Hoss.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Le pape a reçu un envoyé de Moscou

Tandis que des informations font état de préparatifs en vue d'une prochaine visite de Jean-Paul II à Beyrouth (le Monde du 25 août), le pape a reçu, jeudi 24 août, un émissaire soviétique, M. Youri Karlov, dans sa résidence d'été de Castelgandolfo. Au cours de cet entretien, selon le Vatican : « Le libéré religieux et la paix dans le monde, spécialement au Proche-Orient ». Cette visite intervient alors que l'Union soviétique déploie une intense activité diplomatique autour de la crise libanaise, avec, notamment, l'envoi à Damas et à Beyrouth d'un vice-ministre des affaires étrangères, M. Guennadi Tarassov.

Par ailleurs, à Alexandrie, où il venait de s'entretenir avec le président Hosni Moubarak, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, a indiqué, jeudi, que les deux pays avaient, sur le Liban,

des positions « proches, voire identiques ». Bagdad a, non seulement reconnu le chef du gouvernement militaire chrétien, le général Michel Aoun, mais lui apporte un soutien politique et militaire actif. Ce soutien est d'ailleurs avancé par la Syrie pour justifier le blocus qu'elle impose aux chrétiens libanais.

Les alliés libanais de Damas menacent de tirer sur les navires français s'ils s'approchent des côtes libanaises (la dernière en date de ces menaces émane du chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berr, qui s'est récemment rapproché encore de Téhéran). Cependant le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, reconnaît dans ses fonctions par le président Rafsanjani, a appelé le secrétaire général de l'ONU à prendre « des mesures urgentes pour empêcher toute intervention mili-

taire » française au Liban. Dans un message à M. Javier Perez de Cuellar, M. Velayati qualifie l'envoi de bâtiments français de « démonstration de force provocatrice » qui « servira à attiser davantage la guerre au Liban ».

En France, le Parti socialiste « salue et soutient l'action du président de la République et du gouvernement » au Liban et « réaffirme la nécessité d'imposer sans délai à toutes les parties un cessez-le-feu durable ». Pour le PS, « la France prend seule, lorsqu'il le faut, ses responsabilités de grande puissance méditerranéenne omni du monde arabe ». D'autre part, M. François Léotard, en visite à Beyrouth, où il s'est entretenu avec les dirigeants du réduit chrétien, s'est félicité de l'envoi de la marine nationale au large des côtes libanaises. — (AFP, Rester.)

## Comment Paris cherche à dissuader Damas

(Suite de la première page.)

Mais il s'agissait de jeter le doute dans l'esprit du président Assad sur les conséquences que pourrait avoir une attaque en règle contre Beyrouth-Est et son arrière-cour. L'imprévisibilité ne fait-elle pas partie intégrante de la dissuasion ?

L'opération de dissuasion a-t-elle réussi ? Si, cependant, ne peut affirmer avec certitude que c'est bien l'approche des bâtiments français qui a fait réfléchir le président Assad, on n'en constate pas moins, depuis plusieurs jours, au-delà des cris d'orfraie poussés à Damas et par ses alliés libanais, une diminution de la pression exercée contre le réduit chrétien. Et le général Aoun, dont le président Assad s'est juré la perte depuis qu'il a osé faire alliance avec l'Irak, le pire ennemi de la Syrie, est toujours à son poste.

D'autres facteurs ont pu faire réfléchir le président syrien : après avoir fait « tâter » la défense de Beyrouth-Est par les milices libanaises qui lui sont inféodées, il a sans doute compris qu'il ne pourrait pas l'emporter sans jeter directement ses hommes dans la bataille, voire ses aviateurs. Le risque était dès lors grand d'acquiescer contre mesure Israël et de s'exposer à une intervention de l'Etat hébreu.

En cas d'offensive généralisée, la Syrie risquerait également de se

heurter à une autre difficulté : la volonté de M. Mitterrand d'évacuer les ressortissants français et franco-libanais qui seraient menacés par un tel assaut. Il est bien évident qu'une telle opération de « sauvegarde » ne pourrait pas se faire en toute quiétude, qu'elle demanderait une importante protection militaire et entraînerait sans doute des affrontements armés. L'importance de la flotte française était justement destinée à souligner la volonté française de ne pas se laisser intimider, comme en avril dernier.

Le pire ne s'étant pas produit à Beyrouth, M. Mitterrand a entrepris de « gommer » l'aspect armada de la flotte déployée dans la région, en en réduisant le nombre et en la faisant évoluer, à une exception près, à plusieurs centaines de kilomètres des côtes libanaises. Ce mouvement de repli, affirme-t-on dans l'entourage du président, n'est nullement dû aux « crailleries » de Damas et de ses alliés, mais à la relative détente observée à Beyrouth sur le terrain. On paraît aussi regretter quelque peu à l'Elysée certaines déclarations trop explicites de M. Rocard sur la détermination française de répondre à toute attaque ainsi qu'un excès de zèle de la marine nationale, pas très enthousiasmée au début des opérations, puis décidée à ne pas lésiner pour protéger le porte-avions Foch.

Nul ne sait encore comment se terminera ce nouvel épisode de la guerre au Liban. Il n'en demeure pas moins que l'envoi de la flotte française a sans doute eu pour conséquence de faire réfléchir Damas à un moment où les réactions de la communauté internationale étaient incertaines. Un syndrome de peur face au terrorisme moyen-oriental et à l'imbroglio libanais a été ainsi miné, et ce phénomène a été accentué par les déclarations du pape condamnant à l'avance tout « génocide ».

Ces quelques jours de gagnés ont permis aux Etats-Unis, toujours traumatisés par la mésaventure de la force d'intervention en 1983, de parler avec un peu plus d'assurance, et les Soviétiques se sont enfin décidés à assumer quelques-unes de leurs responsabilités. La parole pourrait donc revenir enfin aux diplomates, aux représentants de la CEE d'abord, qui arrivent à Beyrouth pour évaluer les besoins humanitaires du pays, à ceux des puissances directement intéressées par le Liban ensuite, qu'elles soient arabes ou non. On peut comprendre qu'une telle internationalisation de la crise ne soit pas pour plaire à Damas, qui avait plutôt besoin du huis clos pour régler l'affaire libanaise à sa manière.

JACQUES AMALRIC.

## EGYPTE

## Arrestations dans les milieux syndicalistes et de l'opposition de gauche

La police égyptienne a arrêté jeudi 24 août cinquante-deux communistes présumés qui projetaient de renverser le gouvernement, rapporte l'agence du Moyen-Orient. Il s'agit de membres du Parti ouvrier communiste égyptien, qui a pour objectif de modifier les systèmes politique et social du pays par des moyens illégaux, précise l'agence d'information officielle de l'Egypte, qui indique que, selon les services de sécurité, les membres de cette organisation ont « cherché à profiter des récentes incidents du complexe sidérurgique de Tebbina (dans la région de Helwan au sud du Caire) pour diffuser leurs idées ». Le 2 août, la police était intervenue en force dans ces usines afin d'en déloger les ouvriers en grève pour protester contre la mise à pied de leurs deux délégués du conseil d'administration, qui avaient refusé de voter la diminution des primes à la production.

Cette opération policière avait fait un mort et quatorze blessés, et quelque cinq cents ouvriers, dont quatre-vingts sont toujours détenus, avaient été arrêtés.

Le Parti du rassemblement unifié (PRU), de gauche, avait annoncé plus tôt dans la journée que de nombreuses arrestations avaient été opérées à l'aube par la police et avait publié une liste provisoire de vingt-huit personnes arrêtées, pour la plupart membres du PRU ou syndicalistes. La Ligue égyptienne des

droits de l'homme avait annoncé pour sa part que deux des membres de son secrétariat avaient été arrêtés. Le PRU affirme que ces arrestations constituent la réponse des autorités à la « campagne de solidarité » lancée en faveur des ouvriers du complexe sidérurgique de Tebbina. — (AFP, Rester.)

## ISRAËL

## Enquête sur la mort d'un jeune Palestinien

La contre-autopsie du corps d'Amjad Jibril, un jeune Palestinien de nationalité américaine dont le cadavre a été retrouvé le 19 août à El-Birch (Cisjordanie occupée) (le Monde du 22 août), n'a révélé aucune preuve de torture, a déclaré, jeudi 24 août, un médecin écossais, M. Derek Pounder.

M. Pounder, qui a pratiqué, mercredi, à la demande de la famille, cette autopsie pendant huit heures à l'Institut médico-légal d'Abou-Kabir

(près de Tel-Aviv), a ajouté, au cours d'une conférence de presse à Jérusalem, qu'Amjad Jibril « a été tué d'une balle dans le dos ». « Je ne veux pas faire plus de commentaires afin de ne pas entraver l'enquête des autorités israéliennes », a-t-il dit.

A Washington, le département d'Etat a indiqué qu'il attendait toujours les résultats de cette enquête. — (AFP.)

## Afrique

## ANGOLA

## Le chef de l'UNITA appelle ses troupes à reprendre le combat

Le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, a annoncé, jeudi 24 août, que le cessez-le-feu de courte durée dans la guerre civile ravageant ce pays d'Afrique australe depuis quatorze ans avait été rompu et il a appelé ses forces à reprendre le combat.

Dans un communiqué en onze points élaboré par les rebelles dans leur place forte de Jamba, dans le sud-est de l'Angola, et diffusé à Lisbonne, M. Savimbi indique que « le peuple angolais dans son ensemble et avec un profond chagrin accepte que la guerre ait repris ». Accusant les forces gouvernementales marxistes d'avoir lancé une offensive militaire le 17 août, il appelle « les soldats et commandants [à] progresser dans le combat pour la libération », ajoute le communiqué.

Le cessez-le-feu était entré en vigueur le 24 juin, deux jours après la conclusion d'une trêve entre M. Savimbi et le président Dos Santos lors d'un sommet de dix-huit chefs d'Etat africains à Gbadolite (Zaire). En dépit de la rupture effective de la trêve une semaine après, alors que les deux parties s'accusaient d'attaques militaires, des représentants des rebelles et du gouvernement avaient continué des discussions intermittentes de paix au Zaïre jusqu'à la semaine dernière.

Le communiqué de M. Savimbi « rejette dans les termes les plus violents » la déclaration publiée, mardi, par huit dirigeants africains réunis à Harare (Zimbabwe) pour discuter des perspectives de paix en Angola. Ces dirigeants avaient soutenu l'affirmation de M. Dos Santos, selon laquelle M. Savimbi aurait accepté un « retrait temporaire et volontaire » pendant les négociations de paix et que les membres de l'UNITA reconnaîtraient les structures politiques angolaises existantes et s'y intégreraient.

## Rencontre

## De Klerk-Mobutu

La situation en Angola et l'impasse dans laquelle se trouvent les pourparlers de paix devaient être au centre des discussions entre le maréchal Mobutu, le chef de l'Etat zaïrois, et M. Frederik De Klerk, son homologue sud-africain, vendredi, à Goma, située dans l'est du Zaïre, sur les rives du lac Kivu. On ignore lequel des deux hommes a pris l'initiative de ce tête-à-tête surprise.

## ALGERIE : à la demande de l'opposition

## Les élections municipales seraient reportées

Alger. — Le président Chadli Bendjedid a laissé entendre, jeudi 24 août, qu'il préparait un report des élections municipales et régionales, qui devraient être les prochaines élections libres depuis l'indépendance (le Monde du 25 août).

Après avoir rappelé que « de nouvelles élections communales et de wilaya devraient (...) avoir lieu au mois de décembre prochain », la présidence de la République souligne, dans un communiqué, que « la mise en place des nouveaux dispositifs législatifs nécessite des délais non compatibles avec les anciennes échéances électorales ».

« Dans le souci de prendre en considération toute initiative favorable au renforcement du climat de

libre compétition démocratique, le président de la République a décidé de prendre toutes dispositions régulières utiles à la fixation de nouvelles échéances pour les prochaines communales et de wilayas », ajoute le texte sans autre précision.

Cinq partis rivaux du Front de libération nationale (FLN) se sont officiellement fait enregistrer auprès du ministère de l'intérieur. Ils ont pratiquement tous demandé le report des élections municipales et régionales. Leurs dirigeants ont fait valoir qu'ils avaient besoin de davantage de temps pour s'organiser et que des élections trop rapides ne pourraient être qu'à l'avantage du FLN. — (Reuters.)

ملكو من الملوك



## Europe

## POLOGNE : après l'élection du premier ministre

L'investiture par la Diète polonaise de M. Tadeusz Mazowiecki, premier chef de gouvernement non communiste depuis la guerre en Pologne, suscite de très nombreuses réactions dans le monde. Derrière les messages de félicitations officielles, tout le monde observe avec attention l'évolution de la situation à Varsovie, aussi bien dans les capitales occidentales, qui offrent leurs bons services, qu'à l'Est, où, d'un pays à l'autre, les arrière-pensées sont très différentes. Dans une dépêche au tonisme remarqué, l'agence de presse est-allemande ADN fait état d'un bref télégramme de félicitations adressé par le premier ministre, M. Willi Stoph. L'agence avait rapporté l'élection de M. Mazowiecki en insistant sur sa volonté de respecter les alliances militaires de la Pologne.

A Moscou, l'agence Tass a rendu compte du message du conseil des ministres soviétique, qui « exprime la conviction que les relations traditionnelles d'amitié et de coopération dans tous les domaines entre l'URSS et la République populaire de Pologne continueront à se développer sur la base de l'égalité, de la souveraineté et du respect, du bénéfice mutuel et de la responsabilité

mutuelle, dans l'intérêt de nos peuples, de la paix, et de la stabilité en Europe et dans le monde ». Les Izvestia, l'organe du gouvernement soviétique, ont publié la première interview en URSS de M. Mazowiecki, qui elle-même annonce la nomination en première page sous le titre « Nouvelle direction, nouvelle philosophie ». « Nous sommes bien conscients de la situation politique de la Pologne. Nous demeurons loyaux à nos engagements, qui découlent de notre appartenance au pacte de Varsovie », y réaffirme le nouveau premier ministre polonais.

Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Iouri Gremitskikh, a déclaré au cours de son point de presse : « La partie soviétique prend acte des décisions de la Diète polonaise et, naturellement, traitera Tadeusz Mazowiecki en tant que partenaire dans les affaires qui concernent nos pays ».

Pré de dire s'il pensait qu'une Pologne dirigée par un non-communiste pourrait rester dans des organisations comme le COMECON, M. Gremitskikh a répondu : « Attendons de voir. Laissons le gouvernement polonais décider de lui-même sur ses problèmes politiques (...). A la fin

du mois, le gouvernement sera formé à Varsovie et présentera son programme. Laissons-le faire, en considérant ses intérêts nationaux et ses engagements internationaux ».

Dans un communiqué publié à Kennebunkport (Maine), où il est en vacances, le président américain, M. George Bush, a rendu hommage à la « sagesse politique » du président communiste polonais Wojciech Jaruzelski pour avoir accepté un gouvernement « reflétant la volonté véritable du peuple polonais », et au « rôle constructif » du mouvement Solidarité et de son chef Lech Wałęsa. L'investiture de M. Mazowiecki constitue un « nouveau signe spectaculaire du changement historique » qui se déroule en Pologne, dit le communiqué. « Ces développements sont prometteurs non seulement d'une transition démocratique pacifique en Pologne mais aussi d'un processus plus large de réconciliation de l'Europe, vers une Europe une et libre ». « Je veux assurer M. Mazowiecki, ajoute le président, de notre ferme soutien (...). Je veux que le peuple polonais et son nouveau gouvernement sachent qu'ils auront notre soutien continu face aux sérieux défis économiques et politiques qu'ils devront relever ».

Parmi les nombreux messages, figurent notamment ceux de Londres et de Bonn. M. Thatcher exprime au nouveau premier ministre polonais ses souhaits de réussite dans les trois défis qu'il aura, selon elle, à relever : former un gouvernement reflétant véritablement la volonté du peuple polonais ; placer la Pologne sur la voie de la démocratie et mettre en œuvre les décisions difficiles nécessaires au rétablissement de la santé de l'économie polonaise.

Le chancelier Kohl estime que l'investiture de M. Mazowiecki « crée un grand espoir pour le développement de [son] pays et pour des changements pacifiques en Europe ». Le gouvernement fédéral, ajoute-t-il, fera tout son possible pour vous aider. « Faisant allusion au cinquantième anniversaire du pacte germano-soviétique, qui devait sceller la partition de la Pologne à la veille de la seconde guerre mondiale, le chancelier a déclaré : « Je suis profondément convaincu que, cette année en particulier, alors que nous nous souvenons d'un passé douloureux, mais que nous voyons aussi s'ouvrir des horizons prometteurs, nos deux États devraient agir de concert pour faciliter une réconciliation durable entre nos deux peuples ». — (AFP, Reuters, Tass.)

## M. Mazowiecki déclare que le succès de son gouvernement « dépend de son acceptation par la société »

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

M. Tadeusz Mazowiecki aura-t-il son « état de grâce » ? La décision des mineurs de Silésie, annoncée jeudi soir, de suspendre pour un mois la grève entamée il y a une semaine, a sans doute mis du baume au cœur de ce premier ministre entré dans l'histoire avant même d'avoir pris ses fonctions. Quelques heures après son investiture, jeudi 24 août, votée par le Parlement à une très forte majorité — quatre voix contre seulement et quarante et une abstentions — M. Mazowiecki déclarait ainsi le plus grand danger qui menaçait son gouvernement : « Ce serait que la population ne comprenne pas la difficulté de notre tâche, que nous ne jouissions pas d'un crédit de confiance, qu'au lieu de la compréhension, l'impatience, la haine et la discorde favorisent les risques d'explosion incontrôlés. La Pologne a besoin d'un nouveau climat, le peuple a trop souffert. J'ai l'espoir que les Polonais soient tous unis sur la nécessité d'un changement démocratique ».

Varsovie, à tout le moins, n'était pas indifférente, même si on n'a pas dansé dans les rues. Les radios ou téléviseurs qui retransmettaient en direct la réunion de la Diète à partir de midi, puis la conférence de presse du nouveau premier ministre au siège du gouvernement à 16 heures, sont restés allumés dans les bureaux, les entreprises, les boutiques. Impossible, en interrogeant les gens au hasard des files d'attente en fin de journée, dans les grands magasins du centre, de trouver un électeur vraiment hostile à ce chef de gouvernement qui a arboré tout le jour un badge discret de Solidarité à la boutonnière. La plupart sont heureux et accompagnent leur satisfaction d'un sourire radieux, tandis d'un clin d'œil entendu. Un sexagénaire sorti de sa poche un petit tube qui lui a tenu compagnie, dit-il, pendant qu'il écoutait la radio : des calmants, « à cause de l'émotion ». Deux soldats hésitent un peu puis se lancent : « Oui, on est un peu inquiet parce que c'est quelqu'un de Solidarité » ; à la caserne, « on est nombreux comme ça ». On espère bien que ce premier ministre pourra changer la situation. « Si on ne l'en empêche pas », ajoute un comptable. Et puis, il y a quand même ces deux mères de famille qui se mouquent éperdument de tout cela et, d'ailleurs, comment auraient-elles pu écouter la radio puisqu'elles ont passé la journée dans la rue à tenter d'acheter quelque chose ? — Il ne changera rien, c'est trop difficile... »

### Encore une journée d'émotion

« Il faut convaincre la société que quelque chose de nouveau est en train de se produire et qu'elle peut y investir », affirme un des réformateurs du Parti communiste (POUP), M. Aleksander Kwasniewski, chaud partisan de la coalition avec Solidarité. « La société polonaise est très sensible aux arguments psychologiques ; le danger est que l'on place beaucoup d'espoirs dans un seul homme et qu'on bout de trois mois on perde patience parce qu'il n'a rien fait. » (Libre l'encadré ci-contre.)

Malgré le capital de sympathie dont il jouit visiblement au sein de la population en tant que catholique et membre de Solidarité, M. Mazowiecki devra aussi compter avec l'apathie et le doute, en particulier, semble-t-il, si les communistes conservent un nombre important de postes ministériels. Selon deux élus de Solidarité à circonscriptions ouvrières, Barbara Labuda, de Wrocław, et Grazyna Staniszevska, de Bielsko-Biala, le principe de la « large coalition » est encore dur à avaler.

Au Parlement, en tout cas, l'ampleur du vote approuvant sa

désignation à la tête du gouvernement (378 députés pour 423 présents ont voté pour) assure Tadeusz Mazowiecki d'un bon crédit de départ. Quelle ironie lorsqu'on se

M. Mazowiecki, sous les yeux des élus de Solidarité, anciens compagnons d'internement, sous les yeux remplis de larmes de la dame du vestiaire qui, la main sur le cœur,



« Essai de marcher sur l'eau comme Jésus, Tadeusz ! » (Frankfurter Allgemeine Zeitung du 25 août)

souvent que le général Jaruzelski était élu acrobaticquement, dans ce même hémicycle, président de la république, il y a un mois, avec une seule voix de majorité !

Ce soutien n'est pas toutefois inconditionnel : en laissant la liberté de vote à ses députés, le président du groupe communiste, M. Marian Orzechowski, a relevé « les incertitudes du programme économique et de la composition du gouvernement » de M. Mazowiecki. Le président du groupe ZSL (Parti paysan), mailon crucial de la majorité parlementaire, M. Aleksander Bentkowski, a quant à lui, clairement posé les conditions : « Nous avons le capital de voix nécessaire à la coalition ; nous y ferons appel si nous ne nous sentons pas sous-estimés, si notre volonté est prise en compte ».

Mais, jeudi, on n'en était pas encore aux calculs sordides, et la Diète tout entière baignait dans l'émotion doublée du sentiment que l'histoire se faisait là, sous les yeux du colonel Puzewicz bardé de décorations, l'un des quatre députés du POUP à lever la main, dans un silence de plomb, pour voter contre

regarde « son » premier ministre quitter la Diète, entouré d'une meute de cameramen.

Emotion aussi de M. Mazowiecki lorsque, une fois son élection proclamée, il s'est levé pour saluer les députés qui l'applaudissaient debout, et qu'il est resté un long moment incliné, tête baissée, comme recueilli dans une intense prière, avant d'aller saluer le gouvernement sortant, puis de tomber dans les bras des siens : Gremek, Karon, Michnik, venus l'embrasser.

Apparavant, le premier ministre avait prononcé d'un ton ferme un discours qui, trop vague pour un programme de gouvernement, n'en énonçait pas moins les grands principes de sa philosophie. Economie : « Il faut rendre à la Pologne le mécanisme qui ont fait leurs preuves depuis longtemps, le rôle du marché qui prévaut dans les pays développés. On ne peut plus se permettre de léguer des expériences. Maîtriser l'inflation est notre plus grande tâche sociale. Nous commencerons immédiatement à démanteler les structures qui bloquent le marché alimentaire. Etat de droit : « Les citoyens doivent

avoir des droits garantis par des normes. On ne peut pas créer une armée et une milice nouvelles, mais il faut trouver des garanties pour que tous, au sein de ces institutions, servent la société. » Politique extérieure : « L'Europe est une, elle comprend l'Ouest mais aussi l'Est ; pour la première fois, nous avons une chance de voir nos relations avec l'URSS fondées sur l'amitié entre deux nations et non pas réservées aux ports. Nous respectons les engagements du pacte de Varsovie. » Mass media : « Le pluralisme doit succéder au monopole. » Et, pour finir, cet appel : « Le succès de ce gouvernement dépend de son acceptation par la société. Le gouvernement ne peut pas tout faire tout seul : la Pologne sera différente si nous le voulons tous ».

### Comp de téléphone au Saint-Père

Happé par les ministres du précédent gouvernement à la fin de la séance, M. Mazowiecki rendit ensuite sa première visite de chef de gouvernement au président Jaruzelski avant d'aller au siège du gouvernement rencontrer ses nouveaux collaborateurs auxquels il a demandé toute leur loyauté. Il a aussi visité, avec ses fils, le bureau du premier ministre, du plus pur style années 50, qu'il a trouvé sombre, avec de petites fenêtres, et un espace énorme qui m'effraie un peu.

Il a ensuite lu le premier télégramme de félicitations qui émanait... du premier ministre de RDA. Puis, c'était de nouveau la presse et ses questions dont il aurait visiblement préféré être dispensé : oui, il espère former le gouvernement d'ici à la fin du mois ; oui, il est contre l'avortement, mais aussi contre la répression ; non, l'abolition de la censure ne relève pas de sa compétence ; et, oui, il est très fatigué. Mais il sait que son objectif final est l'alternance au pouvoir : « comme dans les pays démocratiques », il cherchera à mettre en place « des mécanismes de démocratie politique » et il n'a dirigé par « un quatrième gouvernement réformateur, mais quelque chose de tout à fait nouveau ».

Et M. Mazowiecki s'en fut de ce saut téléphonique, dans l'ordre, « au Saint-Père ». — (AFP, Reuters, Tass.)

SYLVIE KAUFFMANN.

## Un réformateur du POUP : le changement « le plus paisiblement possible »

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

« Si cette expérience échoue, cela voudra dire que le système socialiste n'est pas réformable » : une heure avant l'investiture par la Diète du premier chef de gouvernement non communiste en Pologne depuis quarante ans, Aleksander Kwasniewski, jeune star de l'opposition du Parti communiste, évalue les chances de réussite de la cohabitation à la polonaise. « Je crois, dit-il, que cela peut marcher, malgré les dangers ».

Ministre de la jeunesse et des sports et président de la commission socio-politique du gouvernement sortant, le rumeur le dit, à trente-cinq ans, pour un vice-premier ministre possible dans le gouvernement Mazowiecki, qui devrait comporter trois postes de vice-premiers ministres, un pour chaque partenaire de Solidarité dans la coalition. Vi, ouvert, direct, il a sur son bureau la presse soviétique du jour et un tract électoral de Solidarité dans un presse-papier.

Le problème qui se pose à la Pologne, nous dit-il, c'est le passage d'une forme de gouvernement à une autre le plus paisiblement possible. La POUP et Solidarité sont d'accord sur la nécessité de ce changement. Mais, avant la table ronde, Solidarité estime qu'il faut changer un système, alors qu'une partie du POUP pense qu'il était à réformer. Aujourd'hui, Solidarité participe au système... ce qui ne veut pas dire que toute cette expérience sera un succès ».

### « Surmonter la phase de décomposition »

Pour M. Kwasniewski, la direction du POUP et le général Jaruzelski « n'ont pas compris la force de la volonté de l'électeur » en juin, et, en proposant au général Kwasniewski de former un gouvernement, ont donné l'impression aux Polonais « que rien n'avait changé ; il fallait tout de suite demander à Solidarité de former un gouvernement de coalition ». Mais Solidarité devait

également, selon lui, impérativement inclure le POUP dans ce gouvernement. « D'une part, parce que l'infrastructure du pays, formée par le parti dans les services de sécurité, l'administration, les médias, ne peut être changée d'un jour à l'autre. Il faut la réformer. D'autre part, à cause des relations avec les pays socialistes et, surtout, avec nos proches voisins, la Tchécoslovaquie et la RDA. La présence du POUP au gouvernement facilite les contacts avec ces pays (...). L'Union soviétique, elle, a déjà beaucoup à faire chez elle ; tant que nous ne posons pas de menaces militaires au pacte de Varsovie, Moscou est prêt à accepter l'apport d'un gouvernement respectable pourvu qu'il ne soit pas aventuriste, ni conflictuel ».

Quant à l'ampleur de la participation du POUP au gouvernement, M. Kwasniewski est d'avis qu'il ne faut pas exiger trop de portefeuilles « car il faut créer au sein de la société une impression de différence » avec les gouvernements précédents. La nature des ministères conservés importe plus que leur nombre : « Bien sûr, dit-il, si on a la défense, l'intérieur, les affaires étrangères et la télévision, ça nous suffit. La défense et les affaires étrangères, fait-il valoir, sont des domaines où le parti est très représenté et sur lesquels le président Jaruzelski a d'importantes prérogatives ». Quant à la télévision, outil privilégié de propagande, elle va faire l'objet d'un grand combat », et la solution peut bien de lui trouver « un chef accepté par toutes les forces politiques ».

Comment le PC polonais va-t-il surmonter cette phase de décomposition politique en Pologne ? « Je crois, répond le jeune responsable, que le congrès du POUP, qui sera convoqué à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine, sera le dernier. Les forces qui se sentent proches de la gauche socialiste vont chercher une autre formule, celle d'un parti moderne qui se place sur le terrain parlementaire. »

S. K.

### TCHÉCOSLOVAQUIE

#### Deux Hongrois inculpés après les manifestations du 21 août

Deux Hongrois arrêtés lundi à Prague, lors des manifestations pour le 21<sup>e</sup> anniversaire de l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, ont été inculpés de trouble à l'ordre public, a annoncé jeudi 24 août le porte-parole du gouvernement tchécoslovaque, György Kerenyi, militant de l'organisation indépendante de la jeunesse hongroise Fidesz, avait pris la parole sur la place Venceslas pour demander aux Tchécoslovaques de pardonner aux Hongrois leur participation à cette intervention. Le second, Tamas Deutch, dément pour sa part avoir distribué des tracts, comme on l'en accuse. Les cinquante-quatre autres étrangers arrêtés le même jour ont été relâchés, ainsi que tous les Tchécoslovaques interpellés avant ou pendant les manifestations.

L'organisation Fidesz a annoncé son intention d'organiser une grève de la faim devant l'ambassade de Tchécoslovaquie à Budapest jusqu'à la libération des deux Hongrois. Le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn, a déclaré, d'une conférence de presse, qu'il ne ferait rien pour compromettre le règlement du problème. — (Reuters.)

### TURQUIE

#### Le régime pénitentiaire serait humanisé

Le ministre turc de la justice, M. Oltan Sungurlu, a annoncé, jeudi 24 août, à Ankara la fin des travaux des deux commissions chargées de réviser les règlements et circulaires intérieurs des prisons, interdisant désormais « les peines et traitements inhumains ».

Treize articles du règlement sur la discipline intérieure promulgué en 1967 ont été modifiés afin de « s'adapter aux conditions actuelles » et de « prendre en considération les conventions internationales ». Ils concernent « l'interdiction de toutes peines et traitements inhumains », mais aussi le droit de visite des parents des détenus, qui pourront notamment s'exprimer en kurde s'ils le souhaitent, ainsi que le droit, pour les détenus, de transmettre leurs plaintes par voie écrite au ministre de la justice.

Tous les livres qui n'ont pas été interdits par les tribunaux pourront être introduits en prison, mais les directions des pénitenciers conserveront un droit de regard. Un responsable de l'Association de défense des droits de l'homme a déclaré qu'il fallait « d'abord attendre la publication de la version finale du texte et voir l'application de ces nouvelles mesures » avant de se prononcer. — (AFP.)

### GRÈCE

#### La justice américaine autorise l'extradition de Georges Koskotas

La justice américaine a autorisé, jeudi 24 août, l'extradition du banquier grec Georges Koskotas, détenu aux États-Unis et accusé par les autorités grecques d'avoir détourné plus de 200 millions de dollars de la banque de Crète.

Le krach de cette banque est à l'origine du vaste scandale politico-financier révélé au cours de l'été 1988 et dans lequel sont impliqués directement plusieurs ministres de l'ancien gouvernement socialiste grec de M. Andreas Papandréou. A l'autorisation de la justice américaine, M. Koskotas avait réussi à prendre la fuite, sans doute grâce à des complicités politiques. Il fut arrêté en novembre aux États-Unis, où il était recherché pour d'autres délits antérieurs.

Le magistrat fédéral américain, M. Joyce Alexander, estime dans un arrêt de trente et une pages que les accusations retenues contre le banquier grec et les preuves fournies par les autorités grecques, concernant notamment l'utilisation d'un faux visa de tourisme, justifient son extradition vers la Grèce. Georges Koskotas, âgé de trente-cinq ans, est détenu à Salem, dans le Massachusetts. Il restera en prison pendant la procédure d'appel. — (AFP.)

### EN BREF

● URSS : Incidents à Kiev. — Des policiers armés de matraques ont chargé, mercredi soir 23 août, à Kiev des personnes qui participaient à une manifestation à l'occasion du cinquantième anniversaire du pacte germano-soviétique, faisant des dizaines de blessés, ont rapporté des socialistes locaux. Selon les mêmes sources, la police a particulièrement attaqué les manifestants qui étaient munis de drapeaux jaunes et bleu ukrainiens. — (Reuters.)

● Grèves en Moldavie. — Les employés d'une cinquantaine d'entreprises de Moldavie se sont mis en grève, jeudi 24 août, après un premier débrayage constaté, lundi, dans la ville à importante population de souche russe de Tiraspol, rapporte l'agence Tass.

C'est le dernier signe en date du mécontentement grandissant parmi la minorité russe de cette République soviétique créée en 1940 à l'extrême sud-ouest de l'URSS. Tass précise que le mouvement a été déclenché pour protester contre une nouvelle loi déposée au Parlement moldave et accordant une prépondérance accrue à la langue moldave. — (Reuters.)

● M. Marchais à Moscou en septembre. — M. Georges Marchais rencontrera à Moscou le 22 septembre M. Mikhail Gorbatchev. Le Parti communiste français a annoncé, jeudi 24 août, que, à l'invitation de M. Gorbatchev et du Parti commu-

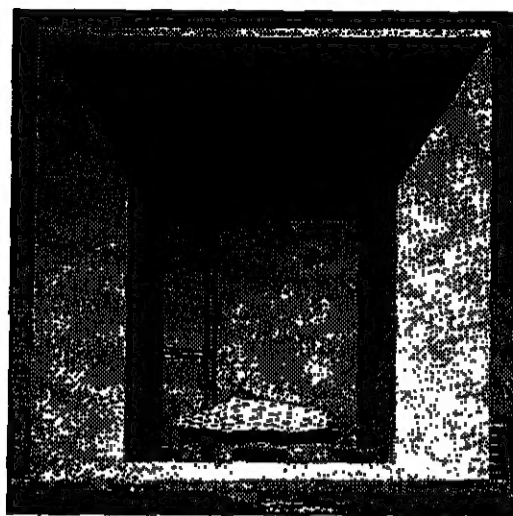
niste de l'Union soviétique, une délégation du PCF, conduite par son secrétaire général, effectuera une visite en URSS à la fin du mois de septembre.

● Report d'un colloque de l'UNESCO à Pékin. — L'UNESCO a décidé de reporter au 27 novembre prochain un colloque international sur l'éducation au vingt et unième siècle qui devait avoir lieu du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre à Pékin. Selon le porte-parole de l'organisation internationale, ce report n'a aucun lien avec la situation en Chine et les protestations formulées par l'Organisation Solidarité-Chine basée à Paris. Cette organisation s'était élevée contre le choix de Pékin comme lieu de la rencontre. — (AFP.)

● CORÉE DU SUD : M. Kim Dae-jung inculpé d'« espionnage ». — Le chef du principal parti d'opposition sud-coréen, M. Kim Dae-jung, a été officiellement inculpé vendredi 25 août d'« espionnage », a annoncé un communiqué gouvernemental ; il a toutefois été laissé en liberté. Il est accusé d'avoir enfreint la législation anticommuniste en ne dénonçant pas un des membres de son parti, M. Suh Kyung-won, qui a reconnu s'être rendu en Corée du Nord et y avoir reçu des fonds, dont M. Kim est soupçonné d'avoir touché 10 000 dollars (le Monde du 17 août). M. Kim, qui a déjà été touché cette somme, risque de cinq à sept ans de prison. (Reuters, AP.)



# "arche de la fraternité"



- Fraternité - : le mot résonne désormais depuis le toit de la Grande Arche de la Défense.

Arche de la Fraternité est le nom de la Fondation consacrée aux droits de l'homme, et présidée par Claude Cheysson, qui occupe le toit de la Grande Arche.

La Caisse des dépôts et consignations, promoteur de la Grande Arche, a été aussi le premier mécène de l'Arche de la Fraternité. Comme en 1970, lors de la création de la Fondation de France, la Caisse des dépôts et consignations s'attache à promouvoir les grandes causes humanitaires.

Elle salue la naissance officielle aujourd'hui de l'Arche de la Fraternité.



GRUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS  
ET CONSIGNATIONS

REVUE

هكذا من الأصل



## Amériques

COLOMBIE : la lutte contre le trafic de drogue

## La Mafia « déclare la guerre totale » au gouvernement de Bogota

BOGOTA. — Les barons colombiens de la drogue, dont l'extradition est réclamée par les États-Unis, ont déclaré, jeudi 24 août, « la guerre totale au gouvernement » dans des messages laissés au siège de la chaîne privée RCN et à celui de la radio Caracol, où des charges explosives ont été démolies. Le message, signé par les « Extradables », affirme notamment : « Nous déclarons la guerre totale et absolue au gouvernement, à l'oligarchie industrielle et politique, aux journalistes qui nous ont outragés [...], aux juges qui se sont vendus au gouvernement et aux magistrats. » Le groupe s'adresse au « peuple de Colombie » en affirmant : « Nous ne respectons pas les familles de ceux qui n'ont pas respecté les nôtres [...], nous incendierons et

détruirons les industries et les propriétés de l'oligarchie. » Dans leur message, les chefs de la drogue estiment, en outre, avoir été victimes d'arrestations arbitraires, ainsi que de tentatives d'extradition pour « blanchiment de dollars, ce qui ne correspond aucunement à une violation de la loi colombienne ».

Cette déclaration a été déposée au moment où quatre bombes explosaient dans la ville de Medellin, à 500 kilomètres au nord-est de Bogota, au siège des deux principaux partis du pays et dans les résidences secondaires de deux dirigeants politiques de la province, provoquant la mort d'un homme. Le gouvernement colombien a, pour sa part, annoncé que les biens des trafiquants qui ont été ou seront saisis

seraient redistribués, entre autres, à la police, au ministère de la justice et à une œuvre de bienfaisance pour les familles démunies. Les propriétaires des avoirs confisqués disposent de cinq jours pour prouver devant un tribunal qu'ils ont acquis leur richesse par des moyens légaux.

Par ailleurs, les liens des trafiquants colombiens avec des mercenaires de plusieurs pays étrangers soulèvent de nombreuses questions dans les pays concernés. L'opposition travailliste britannique a ainsi demandé jeudi au gouvernement d'ouvrir une enquête sur la présence d'anciens membres des corps d'élite de l'armée de Grande-Bretagne. Il en est de même en Israël, où les révélations de la chaîne américaine NBC ont soulevé une belle tempête.

## Des révélations de NBC provoquent une tempête à Jérusalem

JERUSALEM de notre correspondant

Guerriers, cocaïne et dollars : le mélange ne pouvait laisser indifférent. En suggérant cette semaine que des mercenaires israéliens avaient entraîné les « seigneurs de la drogue » colombiens, la chaîne de télévision américaine NBC a soulevé une belle tempête à Jérusalem.

Des parlementaires ont demandé une enquête approfondie, la presse réclame des explications. L'affaire n'en est qu'au stade des questions — avec un tout petit début de réponse, mais le gouvernement la prend d'autant plus au sérieux qu'elle intervient quelques jours à peine après une vague d'assassinats sans précédent en Colombie généralement attribuée à ces mêmes seigneurs de la drogue.

Dès avril dernier, le quotidien londonien *The Times* avait indiqué que certaines des bandes armées du « cartel » de trafiquants de cocaïne de Medellin étaient encadrées par un groupe de mercenaires étrangers : dix Britanniques, un Suédois et cinq Israéliens. Mercredi 23 août, la télévision israélienne présentait une cassette diffusée la veille par NBC. Il s'agit d'un film apparemment tourné en secret dans une base du « cartel ». Il montre un homme en tenue de combat, parlant hébreu et occupé à diriger l'entraînement d'une bande armée.

Alors que les États-Unis, principal débouché de la poudre du « cartel », faisaient part de leur préoccupation, le ministère des affaires étrangères s'est empressé de rappeler « le total

engagement d'Israël dans la lutte contre le trafic de drogue ». Un porte-parole a assuré que les révélations de NBC, si elles étaient vérifiées, ne sauraient, en tout état de cause, impliquer que des ressortissants israéliens agissent à titre strictement individuel. La police a demandé des précisions aux autorités colombiennes et sollicité l'aide d'Interpol pour identifier les individus présentés dans le film.

Mais, dès mercredi soir, la télévision israélienne affirmait avoir reconnu l'un d'eux et le désignait nommément : il s'agirait d'un colonel de réserve israélien, fondateur, à son départ de l'armée, d'une société spécialisée dans la « sécurité ». Hod Hahani, et travaillant depuis plusieurs années en Colombie. La radio est allée plus loin, affirmant qu'un des « carreaux » du groupe de mercenaires serait un autre israélien, ancien du Mossad (les services secrets), devenu un proche du dirigeant paramilitaire Manuel Antonio Noriega. Le groupe aurait participé, au début des années 80, à l'entraînement des guérilleros de la Contra nicaraguayenne en lutte contre le régime sandinista de Managua.

## Vieilles amitiés

Il y a longtemps que l'Amérique latine, et tout particulièrement l'Amérique centrale, est un terrain familier des vendeurs d'armes israéliens et des prestataires de services spéciaux qu'engendre ce commerce. Israël a bénéficié dans la région de très vieilles amitiés, datant d'avant même la création de l'Etat (1).

Une vingtaine de sociétés d'armement israéliennes y sont représentées (2). En principe, aucune transaction n'est autorisée sans l'aval du ministère israélien de la défense. Mais qu'en est-il des activités armées — intervention, conseil, formation ? C'est de cette zone de flou qu'on a profité nombre de sociétés privées israéliennes pour honorer l'Amérique centrale de gardes du corps, spécialistes de la lutte anti-terroriste, conseillers en sécurité et autres experts, tous anciens de l'armée, démobilisés encore jeunes et embauchés aussi bien par des gouvernements — et pas les plus démocratiques — que par des politiciens ou des hommes d'affaires. La réputation des officiers, des cadres et des techniciens de Tsaïhal garantissant la qualité professionnelle.

Le quotidien *Hadassah* écrivait jeudi : « Mais que vont donc faire nos valeureux soldats en Colombie, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, à Panama, au Salvador, au Costa Rica et bien ailleurs encore [...], dans ces endroits les plus reculés et déchirés par la guerre ? Anciens officiers, combattants d'élite, pilotes, anciens des services de sécurité et du Mossad, ils vont y faire de l'argent [...], et le gouvernement fera bien de mettre un terme à leurs activités ».

ALAIN FRACHON.

- (1) Voir l'enquête publiée par *Le Monde* du 13 décembre 1986 : « Israël au sud du Rio Grande ».
- (2) Selon une estimation de la revue israélienne *New Outlook*, qui a publié une longue enquête sur les ventes d'armes israéliennes en Amérique latine dans son numéro de février 1989.

CHILI : la transition vers la démocratie

## Les « exigences » du général Pinochet

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

Après un mois de convalescence consécutif à l'opération d'une hernie inguinale, le général Pinochet a fait une rentrée spectaculaire le 23 août, à l'occasion du sixième anniversaire de sa désignation à la tête de l'armée de terre. Devant le corps des généraux et les quatre membres de la junte des commandants en chef, le chef de l'Etat a indiqué ce que les forces armées attendent — pour ne pas dire exigent — du prochain gouvernement démocratique et quelles pourraient être les bases d'un dialogue entre militaires et partis politiques, auquel les quatre armées ont donné leur assentiment.

La « doctrine Pinochet » s'énonce en cinq points fondamentaux : consacrer l'immobilité des commandants en chef ; empêcher les représailles contre les forces armées (ce qui signifie notamment que la loi d'amnistie décrétée en 1978 ne doit pas être abrogée par le prochain Parlement) ; éviter la propagation de la lutte des classes et des actions terroristes ; imposer le respect par les pouvoirs publics des opinions émises par le Conseil national de sécurité (où siègent les commandants en chef) et la définition de la politique de défense nationale par les forces armées, sans nulle ingérence des autorités civiles.

Ce pavé dans la mare est perçu par les forces démocratiques comme une véritable provocation, d'autant plus que le président de la République met en demeure « ceux qui nous succéderont au pouvoir » de préciser leurs intentions avant les élections générales de décembre. Menace réelle ou bluff, la nouvelle doctrine met en tout cas la barre très haut avant l'amorce d'une éven-



tuelle négociation entre les forces armées et l'opposition.

Ayant fait un pas en arrière en acceptant de réformer la Constitution, le régime entend bien mettre à profit les derniers mois qui lui restent pour établir de solides lignes de défense et contraindre ainsi le prochain gouvernement démocratique à cohabiter avec le « quatrième pouvoir », celui des forces armées. Mais d'autres verrouillages, véritables reits de la prérogative militaire, sont en train de se mettre en place. Ainsi, la Cour suprême est-elle actuellement « épurée » de certains magistrats — auxquels est accordée une prime financière très importante s'ils acceptent de prendre leur retraite anticipée — afin d'accélérer la promotion de juges réputés pour leur docilité et leur manque

d'empressement à sanctionner les violations des droits de l'homme.

Tout aussi polémique est la nouvelle loi organique réglementant le fonctionnement de la Banque centrale. Une complète autonomie est octroyée à l'institut d'émission, dont les cinq directeurs, nommés par le président de la République, sont inamovibles jusqu'à l'expiration de leur mandat. Or c'est le général Pinochet qui nommera très bientôt le premier directeur ; si M. Patricio Aylwin, candidat de l'opposition à l'élection présidentielle, est élu, il devra admettre sa politique économique au bon vouloir des autorités monétaires. C'est bel et bien une démocratie sous haute surveillance que le régime militaire est disposé à concéder à ses adversaires.

GILLES BAUDIN.

## Asie

JAPON : la démission du secrétaire général du gouvernement

## Ras-le-bol de l'opinion publique choux gras de la presse à scandale

M. Tokuo Yamashita, secrétaire général du gouvernement japonais, a démissionné, vendredi 25 août, en raison de son implication dans un scandale de mœurs (*le Monde* du 25 août). Cette affaire ternit l'image du nouveau premier ministre, M. Toshiki Kaifu, dont M. Yamashita était le bras droit, à peine deux semaines après son arri-

rée au pouvoir. L'ancien ministre des transports, membre du même clan du Parti libéral démocrate (PLD) que M. Kaifu, avait admis avoir eu une liaison avec une hôte de bar. M. Yamashita a été remplacé — pour la première fois dans l'histoire — par une femme, M<sup>me</sup> Mayumi Moriama, qui détient le portefeuille de l'environnement.

TOKYO de notre correspondant

Le nouveau scandale qui touche le Japon — et les conséquences politiques disproportionnées qu'il peut avoir — est révélateur de la faiblesse de la situation politique depuis que le parti conservateur a perdu la majorité au Sénat. La politique anglo-saxonne en matière politique est-elle en passe de faire recette au Japon, où jusqu'à présent les liaisons de l'élite politique ou économique avec des femmes du demi-monde étaient connues et admises ? Si on se rappelle les scandales de mœurs qu'ont connus des ministres qui n'ont pas de maitresses, il vaudrait mieux passer tout de suite le pouvoir à l'opposition, qui se trouve devant la même difficulté, a commenté un député conservateur.

Deux phénomènes se conjuguent pour expliquer ce sursaut inopiné de moralisme. Tout d'abord les graves difficultés du camp conservateur, impliquées dans une série de scandales et que toute nouvelle affaire, fût-ce une piquette d'épingle, peut faire chanceler davantage. Mais il y a surtout un phénomène de mode, auquel la nouvelle importance de l'électorat féminin n'est peut-être pas étrangère, accusé par la concurrence effrénée que se font les magazines. Jamais en tout cas la presse hebdomadaire, plus ou moins à scandale (dénonçant par les Japonais « *nozoki shami* », le goût du voyeurisme), n'a eu une telle vogue... et un tel impact politique.

Au lendemain de son élection, c'était M. Kaifu qui en était victime : un quotidien de Nagoya publiait que le nouveau chef du gouvernement avait eu un enfant d'une liaison extra-conjugale. M. Kaifu devait démentir cette information, qui se révéla infondée, et le quotidien présenta ses excuses. La révélation de la liaison de

M. Uno, son prédécesseur, avait déjà coté son poste à ce dernier. Cette fois personne n'est épargné par la vogue des histoires salaces. Même M<sup>me</sup> Doi, qui s'est déclarée « outragée par le comportement de M. Yamashita », est touchée : l'hebdomadaire *Shukan Post* publie cette semaine un article sur sa liaison avec un journaliste. Quant au *Shukan Bunshun*, il enquête sur les scandales financiers du PSJ (en particulier sur les fonds fournis par des patrons de *pachinko* — le billard électrique nippon — liés aux milieux nord-coréens).

La Japonaise est un pays saturé de médias : 2 750 hebdomadaires et mensuels, soit un tirage annuel de quatre milliards d'exemplaires. Les plus vendus sont la dizaine d'hebdomadaires véhiculant des histoires salaces, bizarres, ou violentes. Ils sont surtout achetés en province, moins abruties de rumeurs que les grandes métropoles. L'hebdomadaire *Focus* fut, au début des années 80, le pionnier de ce genre de journalisme où le sensationnalisme des photos se conjugue à des articles au ton grivois.

## Vers un « jouissance » à la nipponne ?

Les grands quotidiens gardent une distance dédaigneuse à l'égard de ce genre d'informations. L'histoire de la maitresse de M. Uno n'est devenue une affaire importante que lorsque le *Washington Post* publia un article. Nouvelle illustration de l'extrême sensibilité des Japonais à leur image à l'étranger. Les autres hebdomadaires ont immédiatement compris qu'il y avait là un bon « créneau » et ils s'y sont engouffrés, trouvant ainsi d'autres maitresses à M. Uno.

Les publications à scandale, qui font peu de cas de la vie privée, ont parfois des ennemis : il y a trois ans, par exemple, une vedette de la télévision, Beat Takeshi, bosa avec des amis un rédac-

teur de *Friday* qui avait publié des photos de sa campagne. Mais, d'une manière générale, la loi japonaise est peu stricte en matière d'atteinte à la vie privée. « En principe on peut écrire n'importe quoi du moment que ça se tient », nous a dit un journaliste travaillant pour ces revues. Leurs colporteurs, souvent des pigistes, fouinent un peu partout (notamment auprès des hôtesses de bar que fréquentent des personnalités politiques) pour collecter des rumeurs vendues ensuite aux rédactions.

Parfois, la révélation de scandales n'est pas exempte de manœuvres politiques. L'une des sources d'information de la presse à scandale est aussi la opposition, et notamment au Parti communiste.

Si l'y a un phénomène de mode à l'origine de la multiplication des révélations sur les liaisons extra-conjugales de politiciens, accentué par la surabondance des hebdomadaires, ce genre d'articles répond aussi à une obscure attente du public. Les scandales qui ont ébranlés le Parti conservateur (à commencer par l'affaire Recruit-Cosmos), conjugués à l'arrivisme dont a fait preuve le pouvoir, ont provoqué chez les Japonais un ras-le-bol à l'égard du monde politique qui se traduit par une attention plus grande aux éventualités d'un changement pour le changement et un appétit d'informations « continues » les torpilles des politiciens. Ceux-ci ont incontestablement perdu prestige et crédit au cours des derniers mois.

Un « jouissance » à la nipponne n'est peut-être pas sans risque. Sans doute contribue-t-il à ouvrir un jeu politique monopolisé par le camp conservateur. Mais on peut se demander si juger les hommes politiques à l'aune de leurs affaires sentimentales ouvre une perspective de la conscience politique.

PHILIPPE PONS.

La phase finale de la conférence de Paris sur le Cambodge

## Les chances d'aboutir à un accord sont minces

Il y a fort à parier que la conférence internationale de Paris sur le Cambodge se termine, la semaine prochaine, sans accord. Certains ministres pourraient même renoncer à participer à la session finale prévue, à partir de lundi 28 août. Depuis quelques jours, en effet, de nombreux délégués se résignent à un échec, pour l'essentiel, à l'impasse totale de la négociation d'un règlement politique interne.

Une réunion, jeudi 24 août, à l'initiative de M. Roland Dumas, des chefs des délégations des membres permanents du Conseil de sécurité de

PONU ne semble pas avoir permis de trouver une issue. Un ultime projet de compromis de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui regroupe les pays non communistes de la région, soumis vendredi aux Cambodgiens, n'a guère de chances de déboucher la situation. A moins d'un retournement de dernière heure, il faudrait donc, pour que le fil de la négociation soit maintenu et que le travail accompli à Paris serve, convenir de reprendre le dossier dans quelques semaines et, en tout cas, avant la fin de l'année.

La « bonne volonté » qui semblait s'être manifestée lors de l'ouverture de la conférence, le 31 juillet, a fait long feu. Les discussions, en commission, sur la répartition des pouvoirs à l'intérieur du régime, ont été une phase transitoire n'ont pas progressé d'un pouce, en dépit de compromis proposés notamment par les Français, coprésidents de la Conférence avec les Indonésiens.

Appuyés par la Chine, les trois factions de la résistance (Sihanouk, Son Sant et les Khmers rouges) sont demeurées relativement sonnées pour réclamer un pouvoir intérimaire quadripartite. La quatrième faction cambodgienne, celle de Phnom-Penh, a continué d'exiger que les Khmers rouges ne participent pas à la gestion du pays entre la proclamation d'un cessez-le-feu et l'organisation d'élections générales. Phnom-Penh, soutenu par Hanoi, a continué de se raccrocher à une solution bipartite, c'est-à-dire un partage des pouvoirs entre son premier ministre, M. Hun Sen, et le prince Sihanouk.

## De profondes divisions

Alors qu'une mission d'information de l'ONU se rendait sur le terrain — seul succès tangible de la conférence —, les positions se sont durcies. Du côté de la résistance, on en est revenu à un « quadripartisme égal » : autrement dit, il n'était plus question de faire des Khmers rouges les parents pauvres d'un règlement politique. Du côté de Phnom-Penh, on a exigé leur exclusion pure et simple de tout schéma gouvernemental pendant la période de transition.

Le rattachement, de part et d'autre, n'a rien à voir avec des questions de tactique, même quand tout le monde a manœuvré pour ne pas avoir à endosser la responsabilité d'un échec. Il faut croire que la situation n'était pas encore assez mûre pour qu'une telle conférence permette d'aboutir à un règlement d'un conflit qui s'est amorcé en 1970, avec la destitution du

prince Sihanouk, et a été relancé, en 1978-1979, par l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge.

Tout d'abord, les divisions de ce qui reste de l'élite cambodgienne, après vingt ans de conflit et, surtout, les massacres perpétrés par les Khmers rouges, demeurent profondes. En dépit de son aversion pour les Khmers rouges, qui ont tué plus d'une douzaine de membres de sa famille, le prince Sihanouk continue de juger que le meilleur moyen de les contrôler est de les inclure dans un règlement. Le calcul de M. Hun Sen, lui-même un ancien chef de régime khmer rouge, est exactement l'inverse : les hommes de Pol Pot sont trop dangereux pour être associés au pouvoir. Chacun a donc préféré camper sur ses positions.

Puisqu'un terrain d'entente n'existait pas entre Khmers, il aurait fallu qu'un consensus se dégage parmi les autres délégations pour les forcer à s'entendre. Cela n'a pas été le cas. Même affaibli sur le plan international, la Chine n'a pas jugé le moment venu d'y venir en aide, et d'accepter un accord réalisé sur le dos de ses protégés Khmers rouges. Tout en ne gâchant pas l'occasion d'une rentrée sur la scène internationale après les massacres de juin à Pékin, elle n'a guère modifié ses positions sur le fond. Après tout, pourquoi les Chinois se rallieraient-ils à une solution qui aurait fait la part belle à Sihanouk — leur allié, certes, mais à l'indépendance de caractère peu contestable — et à Hun Sen, l'allié local des Vietnamiens ?

Engagé dans un processus de retrait unilatéral de ses troupes, annoncé le 5 avril et qui doit prendre fin le 27 septembre, le Vietnam a, de son côté, le temps de voir venir. Rien ne dit — le précédent afghan plaide en faveur — que le régime actuel de Phnom-Penh que le régime actuel de Phnom-Penh s'effondrera une fois les troupes vietnamiennes retirées du Cambodge. En conséquence, dans ce camp-là,

l'heure n'était pas non plus aux concessions.

Quant à la Thaïlande, par laquelle transitent les aides à la résistance, elle est dans une position caractéristique : elle peut couper cette aide et même occuper les camps de la résistance situés sur son territoire. Mais encore faudrait-il qu'elle y trouve son compte. Depuis un an, les Thaïlandais ont préféré exercer des pressions dans tous les sens. Sans trop se démarquer des Chinois, sans trop se démarquer des Vietnamiens, ils tiennent en laisse les Khmers rouges tout en multipliant les contacts avec Hanoi et même Phnom-Penh. Ils peuvent se permettre d'attendre encore quelques mois, sinon davantage, pour qu'un accord se fasse sur le Cambodge.

D'autres participants à cette conférence n'avaient pas de raisons impératives d'aboutir au règlement d'un conflit que la région « gère », comme l'a fait une autre, depuis des années. En outre, beaucoup jugent qu'il vaut mieux reprendre rendez-vous que d'aboutir à un accord boiteux qui ne permettrait pas d'éviter la guerre civile mais se contenterait de ramener à des dimensions locales un conflit jusqu'ici régional.

Aujourd'hui, pour éviter de se séparer en claquant la porte, il s'agit donc de trouver le moyen de le faire en prenant un nouveau rendez-vous, ce qui devrait être possible, la prochaine échéance de calendrier cambodgien étant le 27 septembre, quand les Vietnamiens auront, amoncent-ils, achevé le rapatriement de leurs troupes. Il faudra donc sans doute s'accommoder de ce nouveau délai dans une négociation dont les grandes puissances ne font pas, apparemment, une priorité. Certes, les Vietnamiens auraient préféré qu'un contrôle international de leur retrait militaire donne à ce dernier une crédibilité supplémentaire et limite l'inévitable polémique que ce sujet. Mais, à moins d'un miracle, un accord sur le Cambodge n'interviendra pas d'ici-là.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



# Asie

... de la presse à scandale

... de la presse à scandale

... de la presse à scandale

... de la presse à scandale

... de la presse à scandale

... de la presse à scandale

... de la presse à scandale

## En Polynésie française

### M. Rocard exhorte le gouvernement territorial à refuser la voie de la « facilité »

PAPEETE de notre envoyé spécial

M. Michel Rocard, qui n'a jamais été très à l'aise dans la « couleur locale », semble un peu gêné par les manifestations ornementales de bienvenue. Jeudi matin 24 août, le premier ministre, qui commençait sa visite en Polynésie française, est encore fait coïncider par les caméras et les appareils photo, pendant une visite du marché couvert de Papeete, enfilant jusqu'au nez dans un amoncellement de collants de fleurs et de coquillages et la tête coiffée d'autorité, d'un charmant bibi de papille.

Un peu plus tard, c'est le ciel qui lui a joué un tour. Tandis qu'il exalta le rôle de la formation, dans la commune d'Arue, à l'occasion d'une fête de la jeunesse réunie en plein air, un vent violent s'est levé, vite accompagné de trombes d'eau. M. Rocard a eu à peine le temps de terminer son discours, avant que la pluie ne sème la débâcle dans l'assistance, empêchant la chorale de chanter et les enfants en uniforme de faire leur démonstration.

Ces menus incidents n'ont pas pesé sur le cours de la visite. Plus que la débâcle de M. Emile Versandier, député (non-inscrit) et maire de Mahina, à qui M. Rocard devait rendre visite dans sa commune. Personnage haut en couleurs, M. Versandier aurait exigé un entretien d'une heure et demie avec le premier ministre, qui lui a été évidemment refusé. M. Versandier aurait alors annulé la visite prévue.

M. Rocard a profité du temps ainsi dérogé à la dernière minute pour faire une visite surprise au commandement supérieur des forces armées de la zone maritime du Pacifique. Il s'y est entretenu avec le vice-amiral Jean-Paul Bergot, commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française.

Après, M. Rocard avait commencé son programme de rencontres par une visite au gouvernement territorial présidé par M. Jean Juvenin, maire de Papeete. Devant le gouvernement territorial, M. Rocard a plaidé, comme il le fera tout au long de la tournée, pour « un développement plus autonome et moins artificiel » de la Polynésie française. Estimant que les indicateurs économiques du territoire justifient « un optimisme raisonnable pour l'avenir », le premier ministre a jugé que la création de neuf cents emplois dans le secteur privé, entre novembre 1988 et mai 1989, est « un des résultats les plus encourageants ».

Une courtoise passe d'armes, à fleurs monochères, a opposé le premier ministre et le président du gouvernement territorial, M. Alexandre Léontieff. Celui-ci a accueilli M. Rocard par un exposé sur la situation du territoire, assorti, comme il est d'usage, de diverses doléances et revendications et se terminant par un hommage au premier ministre.

#### « Qui paie le contrôle »

Ce n'était pas suffisant pour endosser l'attitude de Rocard qui a observé que, en France, un vieux dicton veut que « qui paie le contrôle », alors que M. Léontieff a demandé que l'Etat « paye plus et contrôle moins ». Aimablement mais fermement, le premier ministre a rappelé à son interlocuteur que « l'Etat ne saurait être considéré seulement de ce point de vue ni de cet aspect », ce qui imposera « quelques ajustements de détail ». D'autant que, pour le premier ministre, le gouvernement du territoire se doit d'avoir « une gestion de plus en plus économique, de plus en plus rigoureuse ».

M. Rocard a évoqué la table ronde qui doit réunir à l'automne le territoire, le CEA et le CEP et qui doit permettre à la France d'« assumer, sa politique d'essais nucléaires, notamment à propos des conséquences sur l'environnement, vis-à-vis des Etats du Pacifique ». « Cela permettra peut-être aussi aux Polynésiens de se mettre d'accord entre eux, entre ceux qui ne veulent pas de la présence du CEP et ceux qui redoutent la réduction de son activité », a ajouté le premier ministre.

Il a également rappelé le détail des aides financières que l'Etat apporte au territoire, notamment par le biais du premier contrat de plan, en expliquant que toutes ces aides ont « une seule et même finalité : aider la Polynésie à mettre en valeur ses ressources naturelles, celles de la pêche, de l'agriculture, du tourisme, de la forêt et des phosphates ».

De même, un peu plus tard, en visitant à Tapa des logements sociaux, M. Rocard a annoncé qu'il avait débloqué, avant son départ de Paris, les 90 millions de francs (plus de 7 millions de francs Pacifique) qui permettront de réaliser un programme annuel de deux cents logements sociaux « afin de rendre la Polynésie plus progressivement l'habitat insalubre et les bidonvilles ».

Cette action en faveur du logement social est, en fait, un résultat presque direct des émeutes de 1987. S'il a été de dramatiser, en évoquant la situation de la Polynésie,

M. Rocard, néanmoins, a d'emblée évoqué ces émeutes lors de son principal discours de la journée, sur la place Tarahoi. Pour lui, ces « très graves émeutes révélaient le caractère de plus en plus insupportable des inégalités qui divisent la société polynésienne » et dont la question du logement à Papeete est une des facettes.

Sur le plan institutionnel, le premier ministre a rappelé que, s'il a donné son accord à un « toilettage » du statut d'autonomie interne de 1984, il refuse de s'engager sur « la voie malsaine d'un nouveau débat statutaire ou d'une nouvelle refonte des institutions ». M. Rocard juge que les priorités, pour la Polynésie, sont ailleurs que dans « des polémiques politiques qui divisent, dans des affrontements judiciaires qui (...) épuisent des énergies ». D'autant que, pour le premier ministre, le gouvernement Léontieff a donné à la Polynésie la « stabilité politique ».

#### Hommage à M. Léontieff

M. Rocard a encore rendu hommage à l'union, en matière économique, de M. Léontieff, qui a ramené la « confiance », tout en soulignant la « fragilité » persistante d'une économie trop dépendante des transferts financiers de l'Etat ou du territoire.

Pour M. Rocard, cette « fragilité » vient d'abord de la « facilité ». « La facilité, a-t-il dit, qui consiste à laisser grandir désamorcement Papeete et les autres communes et à laisser les archipels se vider de leurs habitants : la facilité pour ceux qui espèrent réaliser en peu d'années des profits élevés sans se soucier de contribuer au développement du territoire ».

« La facilité, a-t-il continué, nourrit l'assistance et la dépendance. Et la facilité, comme l'assistance, n'est que le temps. Un jour ou l'autre, sous le poids des inégalités et des violences accumulées, c'est l'explosion. Vous avez connu la première il y a deux ans. Faites que ce soit la dernière (...), cette page de la facilité et de l'assistance a été définitivement tournée et par le gouvernement territorial et par l'Etat ».

Le premier ministre a terminé sa première tournée en Polynésie en remettant à M. Juvenin les insignes de grand officier de la Légion d'honneur et en faisant chevalier du même ordre l'explorateur Paul-Emile Victor, qui était venu de Bora-Bora, où il s'est retiré.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## La préparation du congrès du Parti socialiste

### Les amis de M. Chevènement restent prudents

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a annoncé, jeudi 24 août, à La Baule, qu'il rendra public, le 7 septembre, le texte d'une contribution proposant « une stratégie politique et sociale » en vue du congrès du Parti socialiste de mars prochain. M. Poperen et ses amis organisent, du 16 septembre au 18 novembre, une série de rencontres régionales auxquelles sont invités, a-t-il dit, tous les courants du PS.

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a assuré pour sa part, jeudi, sur Radio Monte-Carlo, que le courant mitterrandiste, qui dirige le

PS, « n'écartera pas » au prochain congrès. Signataire du texte présenté en juillet dernier par MM. Lionel Jospin et Michel Delebarre, M. Nallet a indiqué qu'il sera « l'un de ceux qui lutteront le plus possible et jusqu'au bout pour la réunion et la synthèse de ce courant ».

A Mulhouse, les amis de M. Jean-Pierre Chevènement et ceux de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon se sont séparés sans prendre d'engagement quant à l'action qu'ils pourraient mener ensemble à l'avenir.

MULHOUSE de notre envoyé spécial

Le ton des propos échangés, jeudi 24 août, à la fin de la rencontre d'une partie du courant Socialisme et République, qu'anime M. Chevènement, et de Nouvelle Ecole socialiste, qui réunit les amis de MM. Dray et Mélenchon, a été un peu à l'aigre. « Ceux qui croient aux situations confortables, je leur donne rendez-vous au congrès ! », a lancé M. Dray, visiblement déçu d'avoir entendu le maire de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel, hôte et organisateur avec lui de la rencontre, annoncer que les partisans de M. Chevènement « signifieront la contribution de Socialisme et République, à laquelle ils travaillent » et pour la mise au point de laquelle ils doivent se réunir du 1<sup>er</sup> au 3 septembre à Orange.

M. Bockel n'a pas exclu, cependant, que les uns et les autres puissent signer ensemble une contribution, non pas générale mais « thématique », qui témoignerait du rapprochement esquissé lors de la rencontre de Mulhouse et de leur volonté d'agir de façon concertée. M. Jean-Paul Planchou, délégué général du courant Socialisme et République, avait déjà évoqué, la veille, l'hypothèse d'un tel texte, qui, selon lui, pourrait porter sur les institutions. Pour d'autres membres de Socialisme et République, l'objet de ce texte pourrait être plus large et inclure le problème de la société d'économie mixte et celui de la politique économique.

De telles ouvertures paraissent insuffisantes à MM. Dray et Mélenchon, qui imaginent obtenir, grâce aux « jeunes » de Socialisme et République, un accord avec ce courant afin de créer un pôle d'attraction pour tous ceux qui ne veulent pas se laisser entraîner par un système qui fait fonctionner la classe politique française. Membre du secrétariat national, M. Gérard Colomb, qui rendait compte de cette réunion, a déclaré

conforter le premier ministre pour le présent et pour l'avenir. Il aurait, en outre, l'inconvénient d'obliger Nouvelle Ecole socialiste, qui se situe, il y a peu encore, dans la mouvance de M. Laurent Fabius, à rentrer purement et simplement au bercail, sans avoir accru ni même consolidé ses positions au sein du parti.

#### Faire monter les échelles

Du côté de Socialisme et République, où le dialogue ouvert avec MM. Dray et Mélenchon ne fait pas l'unanimité, on estime qu'il ne faut pas aller « plus vite que la musique ». Les amis de M. Chevènement, y compris les plus conscients de la nécessité de renouveler l'assise de ce courant, ne sont pas prêts pour autant à briser la structure sur laquelle ils s'appuient depuis près de vingt ans. En tout cas, ils sont décidés vis-à-vis de Nouvelle Ecole socialiste à faire monter les échelles.

La seconde journée de la rencontre de Mulhouse a mis en évidence les thèmes de débat sur lesquels les points de vue des deux partenaires peuvent être difficiles à rapprocher. Alors que M. Dray adopte clairement la perspective de la société

d'économie mixte — à condition, a-t-il dit, que ce ne soit pas une « tarte à la crème » mais une « dynamique où coexistent la logique de l'intérêt collectif et celle de l'intérêt privé » —, M. Philippe Barre, chargé de mission auprès de M. Chevènement, et M. Nicolas Brice, membre du bureau exécutif du PS, ont défendu une conception plus traditionnelle du rôle du secteur public et rappelé qu'entre le « socialisme à la française », invoqué en 1981, et l'économie mixte, il y a une différence. L'appréhension du phénomène écologiste a, elle aussi, donné lieu à une confrontation. MM. Dray et Mélenchon y voyant une aspiration au changement de société, tandis que les amis de M. Chevènement sont plus réservés sur la signification politique du vote vert.

M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat à l'action culturelle extérieure, est venu témoigner et de la sympathie qu'il éprouve pour les initiatives de M. Dray et du cadre fixé à l'action gouvernementale par le président de la République depuis l'an dernier. Ce rappel des réalités gouvernementales a laissé sceptique une assistance décidée à ne pas s'en laisser compter par les sirènes du consensus.

PATRICK JARREAU.

## Après l'inculpation du député des Bouches-du-Rhône

### Le PS solidaire de M. Michel Pezet

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 23 août à Paris, a exprimé sa « solidarité à Michel Pezet », député socialiste des Bouches-du-Rhône, inculpé, vendredi dernier, dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE (le Monde daté 20-21 août). Les membres du bureau exécutif estiment qu'il n'est pas normal qu'un seul individu puisse être accusé pour un système qui fait fonctionner la classe politique française. Membre du secrétariat national, M. Gérard Colomb, qui rendait compte de cette réunion, a déclaré

que le Parti socialiste souhaite que soit examinée « la plus vite possible la loi sur le financement des partis politiques et l'on verra sortir de l'hyppocrisie actuelle ».

Dans un entretien publié par le Nouvel Observateur (daté 24-30 août), M. Pezet déclare qu'il ne votera pas le projet de loi d'amnistie lors de la prochaine rentrée parlementaire, car il entend « répondre point par point à tout ce qui peut [lui] être reproché » et que « l'amnistie pourrait être pour [lui] un piège, en empêchant tout débat, en [lui] interdisant de se défendre, alors que [son] nom a été jeté en pâture à l'opinion depuis des mois ». Le député des Bouches-du-Rhône estime « bien possible » que cette affaire soit plus politique que financière, et il s'interroge sur l'hypothèse d'un complot dirigé contre lui : « Je ressens, depuis 1986, une addition de faits à mon encontre qui révèle une certaine cohérence. Surtout à ce point embarrassant ? », interroge M. Pezet, qui précise : « Certains croient déshériter et ils mettent le feu à la forêt... ».

● M. Wiltzer et la succession de M. Gaudin. — Dans un entretien publié par le Quotidien de Paris, vendredi 24 août, M. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Essonne, évoque la succession de M. Jean-Claude Gaudin à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale, fonction à laquelle sont candidats, notamment, MM. François Léotard, Philippe Mestre et Charles Millon. L'ancien chef de cabinet de M. Raymond Barre estime qu'est en jeu, dans cette succession, « le maintien de l'unité du groupe » et, « indirectement », celui de l'UDF, dont le pluralisme serait « gravement remis en question » et l'appartenance d'un parti donnerait le sentiment (de vouloir) mettre le groupe à son service ». M. Léotard, ajoute M. Wiltzer, « devra conquérir la confiance des députés du groupe en apportant des éclaircissements sur la stratégie générale qu'il propose pour le groupe et pour l'UDF elle-même ».

## POINT DE VUE

### Pour un statut de l'opposition municipale

par François-Henri de Vrieu conseiller municipal de Marly-le-Roi

A réforme de 1982 a donné aux élus du droit de siéger dans les conseils municipaux des villes de plus de trois mille cinq cents habitants aux côtés de leurs vainqueurs. C'est un progrès considérable pour la démocratie. Considérable mais insuffisant : que vaut, en effet, le droit de siéger sans le droit d'être informé, le droit de s'exprimer dans les publications municipales, le droit de participer aux études ou de débattre des orientations du budget plusieurs mois avant de le voter ?

Il peut sembler incongru, alors que tant et tant de droits élémentaires restent encore à accorder aux hommes sous tant et tant de cieux, de choisir la date anniversaire de la Déclaration de 1789 pour réclamer une amélioration de notre démocratie locale. Mais les temps changent, et avec eux les besoins et les exigences.

#### Efficacité et démocratie

L'un des grands défis auxquels les institutions politiques de nos sociétés post-industrielles vont devoir faire face dans les prochaines années est en effet celui de la gestion de la diversité. La règle majoritaire ne pourra plus être demain le seul fondement de la légitimité dans nos démocraties en voie d'éclatement culturel. Probablement faudra-t-il mettre en place des dispositifs et des techniques permettant de révéler les différences et de les intégrer au lieu de les écarter, écrit après scrutiny, sous les majorités.

Il faut regarder la réalité en face : les exigences de l'efficacité menacent la démocratie. Trop souvent, à la tête de l'Etat, dans les entreprises, dans nos villes, le fossé se creuse entre les organes délibérants et les organes exécutifs, les seconds s'affranchissent chaque année un

peu plus du contrôle des premiers, qui tournent de ce fait dans le vide. Tout ce qui est de nature à décourager les élus minoritaires et à les inciter à attendre, l'arme au pied, le prochain échéance électorale contribue à écarter cette « olive » dangereuse.

Dans certaines villes, les minoritaires sont traités convenablement. Dans d'autres, hélas ! ils sont contraints de travailler dans des conditions précaires, indignes de l'esprit de la réforme de 1982. On les écarte de la préparation des décisions et ils sont interdits d'expression dans les journaux municipaux. Faute d'un statut officiel de l'opposition, leur sort dépend de la personnalité des maires, de la conception que ces derniers ont de la démocratie ou de la crainte que leur inspirent leurs vainqueurs d'hier. Le code municipal est, en effet, en retard sur la réalité politique de 1983 et sur la pratique des municipalités les plus lucides. Il reste muet sur les droits des minoritaires qui sont, de ce fait, condamnés à subir. Nulle obligation, par exemple, n'est faite aux communes de se doter d'un règlement intérieur fixant les droits et les devoirs des majoritaires.

A la lumière de l'expérience, les maires ont compris depuis longtemps que leurs problèmes de gestion étaient largement similaires, quelle que soit la couleur de leur écharpe, et qu'ils gagneraient à se grouper pour les étudier et pour leur trouver, ensemble, des solutions. Aujourd'hui il leur est loisible de se rencontrer, toutes tendances confondues, au sein de cinq associations nationales : maires de France, de grandes villes, de villes moyennes ou petites ou encore maires de banlieues des grandes cités.

Il n'existe en revanche aucune association nationale d'élus minoritaires, alors que ceux-ci représentent une part importante du corps électoral dans plus de deux mille cinq cents villes de France, qu'ils se rattachent

à toutes les sensibilités de l'échiquier politique et qu'ils sont détenteurs de ce fait d'une réelle légitimité. Mais dans la mesure où ils sont isolés et privés des services de l'administration municipale, ils sont condamnés à rester mal informés, mal préparés pour se faire entendre et mal préparés à l'exercice de leurs responsabilités civiques. Ceux qui ont voté pour eux, et qui sont, en France, au nombre de plusieurs millions, sont ainsi écartés du contrôle des actes de gestion municipale. La décentralisation rapproche le pouvoir des citoyens. Mais pas de tous les citoyens...

#### Rompre l'isolement

Il ne faut pas se laisser sur les chances de voir le législateur octroyer spontanément un statut à l'opposition municipale. Un droit de cette nature, qui heurte bien des intérêts, devra être arraché de haute lutte, ce qui impliquera que les minoritaires représentent une force réelle. Et comment le pourraient-ils si ce n'est en s'associant nationalement et toutes tendances confondues ?

Elu local moi-même, je viens de prendre la liberté d'écrire à quelques-uns des quatorze mille cinq cents conseillers municipaux minoritaires pour leur suggérer de créer ensemble une association nationale sur le modèle de celles des maires. Ainsi pourrions-nous à la fois rompre notre isolement, prendre conscience de l'ampleur de nos droits actuels, nous armer pour en conquérir de nouveaux et jouer, chacun dans notre ville, et en fonction de nos convictions, un rôle accru au service de l'intérêt général.

Tout le monde ou presque s'accorde à considérer que l'entrée des minoritaires dans les conseils municipaux des villes de plus de trois mille cinq cents habitants a permis d'enrichir le débat municipal sans pour autant empêcher les vainqueurs d'appliquer leur politique. Elle a, cas six dernières années, contraint les maires à effrayer bon nombre de leurs projets. Elle est de nature à favoriser l'alternance en permettant aux opposants de s'initier à la gestion municipale. D'où la question : pourquoi ne pas aller plus loin encore, jusqu'au bout de la logique de reconnaissance du « fait minoritaire » ?

RSCG Campus

Première université de communication européenne

Formation en 3 ans après le Baccalauréat. Quatre options de troisième année : POLITIQUE (Communication d'intérêt public), MANAGEMENT (Communication interne des entreprises), MEDIA (Presse écrite et audio-visuelle), COMMUNICATION (Publicité, Marketing direct, Promotion et Relations Publiques).

Concours d'entrée le jeudi 7 septembre 1989 Inscriptions au 45.54.72.73, ou par Minitel : 3615 code RSCG CAMPUS.

RSCG Campus - 147, Quai de Stalingrad - 92130 Issy-les-Moulineaux. Enseignement supérieur privé. Groupe Roux, Séguéla, Cayzac et Goudard.

ملكو من اصل



# Société

## ESPACE

La sonde spatiale Voyager-2 était au rendez-vous

### Gros plan sur Neptune

Parcours sans faute pour Voyager-2 : vendredi 25 août, à 5 h 56 (heure française), la sonde américaine est passée à moins de 5 000 kilomètres de Neptune, la planète la plus éloignée du système solaire. Soit un retard d'à peine une minute sur l'horaire prévu, au terme d'un périple de douze ans qui se déroule maintenant à 4,5 milliards de kilomètres de la Terre.

Au Jet Propulsion Laboratory (JPL) de Pasadena (Californie), où près de trois mille personnes se sont réunies pour cette rencontre historique, les astronomes ont dû cependant attendre quatre heures et six minutes de plus (10 h 02, heure française) pour découvrir en gros plan les images de la planète. C'est

en effet le temps que mettent les signaux envoyés par Voyager pour franchir la distance séparant Neptune de la Terre.

« Extraordinaire », « exceptionnel », « fabuleux » : les scientifiques eux-mêmes sont à cours d'adjectifs pour qualifier l'éclatant succès de cette odyssée. Depuis que la sonde, qui fonce dans l'espace à plus de 60 000 km/h, s'est approchée à une distance permettant d'obtenir des images précises de Neptune, les découvertes s'ont cassées d'affûter : autour de la planète, un anneau complet et quatre nouveaux satellites ; à sa surface, une grande tache sombre, un champ magnétique singulier et une intense activité météorologique (le Monde du 25 août).

A Pasadena, la science se vit en direct. Et les images envoyées par Voyager au cours de la journée précédente ont encore apporté aux scientifiques leur lot de surprises. Deux nouvelles « lunes », appelées 1989 N5 et 1989 N6, ont ainsi fait leur apparition dans la banlieue de Neptune, portant à huit (avec Triton et Néréide, déjà connus) le nombre de satellites repérés à ce jour autour de la planète. De petite taille, les deux nouvelles lunes ont un diamètre respectif de 90 et 50 kilomètres — ce qui donne une idée du pouvoir de résolution du petit engin interplanétaire.

En passant à travers le plan équatorial de Neptune et en l'observant à contre-jour, Voyager-2 a également fourni de nouvelles indications sur les anneaux entourant la planète. Après la découverte d'un premier anneau complet situé à environ 27 000 kilomètres de sa surface (le Monde du 24 août), une deuxième ceinture de débris a ainsi été repérée avec certitude dans la journée du 24 août. Certains membres du JPL affirment enfin avoir détecté des cratères à la surface de Neptune, mais l'hypothèse reste à vérifier.

Ca. V.

### Un astéroïde a « frôlé » la Terre

Alors que la sonde Voyager-2 s'apprêtait à approcher Neptune, un astéroïde d'environ 1,5 km de diamètre s'est aventuré, dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 août, dans la banlieue de notre planète. Découvert au début du mois par les astronomes du Jet Propulsion Laboratory de Pasadena (Californie), cet objet céleste, nommé 1989 PB, s'est approché vers 5 heures (heure française) à... quatre millions de kilomètres de la Terre.

« L'astéroïde est passé à une distance idéale pour les scientifiques qui voulaient l'étudier, mais les Terriens ne sont pas en danger », précise M. Brian Marsden, au bureau central de l'Union astronomique, à Cambridge (Massachusetts). Au printemps dernier, déjà, un satellite était passé à un peu plus de 700 000 km de la Terre (le Monde du 21 avril), battant alors un record dans les annales de l'astronomie. — (AFP, AF.)

## FAITS DIVERS

A Corbeil

### Histoire d'os

C'est une vieille histoire de famille qui a resurgi d'un placard à Corbeil (Seine-et-Marne), sous la forme... d'ossements. Michel Goudin, cinquante et un ans, employé à la préfecture, a expliqué aux enquêteurs du SRP de Versailles que c'est pour ne pas ternir l'image de son père de père qu'il avait enterré, il y a dix-neuf ans, le cadavre d'une femme dans son grenier. Michel Goudin a été inculpé, jeudi 24 août, de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, et laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

L'affaire a des allures de roman noir. Mardi 22 août, Christophe, quinze ans, le fils de Michel Goudin, découvre par hasard un sac en plastique contenant des os humains dans le caveau du pavillon familial. Il prévient la police. Quelques heures plus tard, son père est placé en garde à vue. Michel Goudin s'explique : les restes humains sont ceux d'une femme, Suzanne Froulon. Selon lui, cette clocharde, alors âgée de trente-cinq ans, est morte chez lui accidentellement, d'un excès de bois-

son. Pourquoi n'avoir rien dit à l'époque ? Michel Goudin affirme qu'il voulait protéger l'image de son père, Georges, maître socialiste de Corbeil de 1961 à 1969. Michel décidait alors d'escamoter le cadavre. D'abord dans son grenier où il construisait un mur et dissimulait le corps. Plus tard, voulant réaménager son pavillon, il transporta les ossements dans la cave. C'est là qu'ils seront découverts, quelque dix-neuf ans plus tard, par son propre fils.

## REPÈRES

### Nature

Un propriétaire condamné pour avoir cueilli une plante rare dans son jardin

Même lorsqu'elle pousse sur ses terres, un particulier n'a pas le droit de cueillir une plante protégée. Ce principe posé voilà des années par le législateur, notamment dans la loi de protection de la nature, mais fort peu respecté, vient d'être confirmé de manière éclatante par le pouvoir judiciaire.

Il y a deux ans, un instituteur était surpris par les gardes du parc national des Ecrins en train de cueillir chez lui et en bordure de sa propriété, dans la commune de l'Argentière-la-Bessée (Hautes-Alpes), des centaines de chardons bleus. Il les destinait à la boutique de son épouse, fleuriste à Briançon. Or le chardon bleu, appelé aussi la reine des Alpes, fait partie des espèces rares et protégées. Son ramassage est interdit. En outre, le site de l'Argentière, qui couvre le point 2 hectares, est une station connue par les botanistes du monde entier.

Condamné par le tribunal correctionnel de Gap, l'instituteur a fait appel en arguant de son titre de pro-

priétaire. Sa condamnation ayant été confirmée par la cour d'appel de Grenoble, il s'est pourvu en cassation. On vient d'apprendre que la Cour de cassation a rejeté son pourvoi le 13 juin dernier. Le propriétaire abusif est condamné à 10 000 francs d'amende et à verser au parc des Ecrins 3 000 francs de dommages-intérêts.

### Education

Une université payante en Egypte

La ministre égyptienne de l'enseignement vient de donner son accord de principe à la création d'une université payante à la rentrée 1990. L'année universitaire devrait coûter 10 000 livres (25 000 francs) ou deux cents fois le salaire minimum à chacun des quatre cents étudiants qui seront acceptés. Cette décision risque de provoquer une levée de bouilliers de la part de la gauche égyptienne, qui combat depuis des années ce projet. Les onze établissements supérieurs d'Egypte sont tous gratuits depuis le début des années 50, sauf l'université américaine du Caire. La nouvelle université privée sera construite à 70 kilomètres du Caire, à Madinet-Nasr, l'une des nouvelles villes satellites de la capitale. On devrait y enseigner l'économie, le commerce, l'électronique et l'informatique. — (Corresp.)

## Un important succès de biologie moléculaire

### Le gène de la mucoviscidose a été identifié

Un groupe de chercheurs canadiens et américains dirigé par les docteurs Lap-Chee Tsai (Hôpital des enfants malades, Toronto) et Francis Collins (université de Michigan) vient d'isoler le gène responsable de la mucoviscidose, l'une des plus graves et des plus fréquentes des maladies héréditaires.

Identifié il y a plus d'un demi-siècle, la mucoviscidose (ou fibrose kystique du pancréas) est une maladie héréditaire grave, particulièrement fréquente dans les populations blanches d'origine européenne. On estime ainsi qu'elle touche environ un enfant sur quatre cent environ en France. Cette affection est due à une série d'anomalies du métabolisme de certaines glandes (pancréas, glandes de la muqueuse bronchique) qui sécrètent un mucus anormal, trop visqueux, phénomène responsable d'une série de troubles graves, d'ordre respiratoire notamment.

Les progrès réalisés ces dernières années n'ont permis que de prolonger l'espérance de vie des jeunes malades, aucune thérapie ne permettant de corriger l'anomalie génétique responsable des symptômes observés. On estime en France qu'une personne sur vingt-cinq environ est porteuse du gène responsable de la maladie. Il faut que les deux parents portent le gène pour que leur enfant soit — avec un risque de 25 % — atteint.

Depuis quelques années, plusieurs équipes spécialisées tentaient de localiser le gène responsable, un travail particulièrement difficile compte tenu des caractéristiques de la transmission génétique de cette maladie, qui imposaient le décodage de l'ensemble du génome. Grâce aux « enzymes de restriction », outils moléculaires permettant de découper l'ADN en fragments différents selon les individus, les chercheurs

avaient depuis quelque temps que le gène était localisé dans une région particulière (formée d'un million de bases) du bras long du chromosome 7. D'autres travaux, récemment publiés, laissent penser que cette anomalie avait pour effet de modifier les échanges ioniques dans les cellules de certains tissus de l'organisme.

« Nous en savons plus lorsque le gène aura été effectivement isolé et séquencé », écrit-il, il y a peu, le professeur Jean Frezal (Hôpital des Enfants malades, Paris), président du conseil scientifique de l'Association française de lutte contre la

mucoviscidose. On attend avec impatience le moment où pourront être confrontées les déductions de la biologie moléculaire sur la structure de la protéine codée par le gène, d'une part, et, d'autre part, les données nouvelles qui ont été patiemment rassemblées au cours des dernières années par les physiologistes. (1)

Avec la découverte qui vient d'être annoncée à Toronto, fruit d'un très long travail de titonnement moléculaire, ce moment semble aujourd'hui arrivé. Il apparaît déjà que le gène identifié dirige la synthèse d'une protéine anormale impliquée dans les mouvements cellulaires des ions chlorure. Selon les chercheurs can-

adiens, un test permettant le dépistage systématique des parents à risques pourrait être disponible dans un délai d'un an (2). D'autres travaux sont déjà lancés, visant à mettre au point un traitement génétique ou médicamenteux (par spray) de la mucoviscidose.

JEAN-YVES NAU.

(1) La Mucoviscidose, de G. Lenoir, préface du professeur Jean Frezal.

(2) Un dépistage néonatal permettant un diagnostic précoce de la maladie est depuis peu pris en charge par la Sécurité sociale (le Monde du 23 novembre 1988).

### Fermeture d'un camping en Charente-Maritime après un cas mortel de légionellose

Le camping des « Deux plages » de Châtellillon (Charente-Maritime) a fermé ses portes mercredi 23 août sur décision du maire de la ville, M. Jean-Louis Léonard. Les quatre cents vacanciers installés sur ce terrain ont été placés dans d'autres campings de la ville ou des communes voisines. Cette mesure fait suite à la mort d'un touriste néerlandais de cinquante-six ans, le 6 août, aux Pays-Bas, de la maladie du légionnaire (1). Il avait séjourné au camping de Châtellillon en juillet et, souffrant, était reparti à la fin du mois pour se faire hospitaliser aux Pays-Bas. Son beau-frère, qui l'accompagnait, serait actuellement soigné pour la même maladie.

Averti le 22 août par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

(DDASS) de Charente-Maritime a mené une enquête sanitaire au camping de Châtellillon. « Nous avons découvert deux puits non réglementaires reliés aux canalisations d'eau, à l'intérieur du camp. J'ai donc décidé de fermer immédiatement le camping », explique M. Léonard. Pour le maire, la fermeture du terrain des « Deux plages » est aussi une sanction pour non respect des règlements sanitaires qu'une mesure de prévention de l'épidémie.

Selon le docteur De Chalup, directeur de la DDASS de Charente-Maritime, on ne peut parler que d'une « présumption d'épidémie ». « Il ne s'agit pour l'instant que d'un cas isolé », souligne-t-il, en rappelant toutefois le cas d'un touriste anglais, mort de la même ma-

ladie en août 1988, après un séjour dans le même camping. Les soupçons portent actuellement sur les douches du camping, qui se transmettent par des projections en aérosols, auraient pu se trouver dans la vapeur d'eau autour des pommes de douche. Quelque 100 litres d'eau ont été prélevés au camping pour analyse et envoyés à Lyon dans un laboratoire spécialisé. Les résultats seront connus dans une dizaine de jours.

(1) La légionellose est une infection de l'organisme, identifiée en 1977, elle est due à une bactérie qui se développe dans l'eau tiède. Cette infection peut provoquer une pneumonie foudroyante, mais n'est pas contagieuse et se soigne facilement par antibiotiques si elle est diagnostiquée à temps.

## La mort du psychiatre Ronald Laing

### Une star de la schizophrénie

Le psychiatre écossais Ronald David Laing est décédé, mercredi 23 août à Saint-Tropez, des suites d'une crise cardiaque (nos dernières éditions du 25 août). Il avait été, avec David Cooper, mort il y a trois ans à Paris, l'un des fondateurs de l'antipsychiatrie.

Après la mort de David Cooper, celle de Ronald Laing. Tous deux avaient brandi l'étendard de la révolte dans le « swinging London » des années 60. L'un, avec ses physiciens de géant barbu ; l'autre, avec sa dégringolade de séducteur hollywoodien, symbolisant, au même titre que les Beatles ou les Rolling Stones, un élan, une formidable et chaleureuse intensité, dont on attendait qu'elle révolutionnerait la psychiatrie.

Malheureusement comme Don Quichotte et Sancho Pança, Laing et Cooper se brisèrent contre

les murs de l'asile, qu'ils voulaient abattre. Ils y gagnèrent une légende.

Oui, Ronald Laing était bien une star de la schizophrénie égarée dans un monde où la révolte s'est éteinte. Un monde dans lequel la subversion ne suscite plus que des regards désolés et la maladie mentale des propos débilitants, quand elle ne heurte pas à une indifférence glaciale.

Cette indifférence, Laing la voyait dans l'alcool. Son désespoir était si extrême qu'on n'était guère surpris de l'entendre avouer : « Je ne puis m'imaginer méditant des électrochocs. Je suis parfois et désespéré, si tenté par le suicide, que je pourrais demander l'importance ». D'un romantisme exacerbé, il tenait l'homme normal pour un malade qui ignore, alors que l'homme sain, lui, est un fou qui a dépassé la folie, afin de pouvoir continuer à vivre dans la société des hommes prétendument normaux. Qu'est-ce que la psychi-

atrie d'ailleurs, sinon l'apprentissage de la discrétion ?

Ronald Laing a beaucoup parlé de son enfance à Glasgow, où il est né en 1927. Adolescent, il entendit étudier la psychologie, la philosophie et la théologie ; un projet qui lui valut les sifflements de ses proches. Il devint Nietzsche et Kierkegaard. Il sera fasciné par un prêtre franciscain, qui lui a raconté comment il se laissait enfermer dans des hôpitaux psychiatriques pour tenter de comprendre la santé et la folie. « Je ne fais que rêver avec les malades », confia-t-il à Laing : je vais d'une pièce à l'autre et je rêve éveillé ; j'en suis rafraîchi, réjoui et encouragé.

Laing entra à la faculté de médecine pour s'instruire sur « la vie ». S'opposant aux grands patrons, qui estimaient alors qu'il fallait tenir les schizophrènes à distance, Laing tenta d'établir un contact humain avec les patients et eut même un malade mental en vacances, chez lui. Ce patient devint, des années plus tard, le directeur d'un collège de danse et d'art dramatique réputé.

Une autre expérience, dans un hôpital psychiatrique, achève de persuader Laing du bien-fondé de sa position. Il choisit onze schizophrènes dans une section féminine, les plaça dans une salle agréable, pourvue d'ateliers de tricot et de couture, de magazines, etc. Tous se déroulèrent si bien que les malades furent autorisés à faire des petits pains. On en offrit aux psychiatres présents. « Seuls deux ou trois, rapporte Laing, eurent le courage, ou l'audace, de manger un petit pain cuit par une schizophrène chronique. Cet incident renforça mon doute : qui était le plus fou : le personnel ou les patientes ? »

### « Vivre en enfer »

En 1965, après avoir signé avec David Cooper *Raison et violence*, manifeste que Sartre préface, Laing fonde à Londres Kingsley Hall, un « lieu de vie » qui sera à l'extrême pointe du mouvement antipsychiatrique. Kingsley Hall devait être un véritable sanctuaire, où les malades se sentiraient à l'abri de la persécution psychiatrique.

L'école orthogénique de Chicago, créée par Bruno Bettelheim, ou celle de Bonheuil, en France, qui l'on doit à Mand Mamon, participent alors au même esprit. On ne demande plus aux patients psychotiques de s'adapter à un monde perçu comme hostile. On part plutôt de l'idée que la psychotose, pourvu qu'elle rencontre une occasion favorable, un milieu « compréhensif », peut, avec de la chance, guérir spontanément. C'est même en cela que Winnicott, qui fut l'analyste de Laing, différencie la psychotose de la névrose.

Dans la névrose, disait-il, on n'assiste pas à une guérison spontanée ; la psychotose, elle, est directement liée à la santé. Le témoignage de Mary Barnes, *Un voyage à travers la folie* (Seuil, 1973) donnera à Kingsley Hall aujourd'hui fermé, son caractère mythique, un peu comme l'« homme au loup » l'avait fait pour la psychanalyse.

Sur la signification de l'existence, Laing admettait sa perplexité. « Je suis, disait-il, comme une chauve-souris, aveugle et désorientée, qui s'enfonce dans les sables mouvants. Et je ne peux même pas me reconforter avec la certitude que d'autres sont en meilleure posture ». Pourtant, même après le reflux et les échecs de l'antipsychiatrie, quelques convictions déterminantes, guidaient encore sa vie, à commencer par le refus de considérer l'être humain comme une bête noire « physico-chimique ».

A la suite de Paracelse, Laing insistait sur le rôle de l'amour, révélateur de faits qui, sans lui, resteraient cachés. Pour expliquer son refus passionné d'une certaine psychiatrie, il citait volontiers cet aphorisme : « Si celui qui protège provoque la peur, qui veut protéger de la peur ? »

Lors de notre dernière rencontre, comme j'évoquais cet aphorisme de bonheur qui signe le destin de certains êtres, Laing me dit : « Si vous parlez de vivre en enfer, vous ne parlez pas spécifiquement de psychotiques ou de névrosés, mais de nous tous. Je crois que la raison pour laquelle nous aspirons à vivre en enfer, c'est que nous ne supportons pas d'être aimés et pardonnés. »

A la fin de son existence, Laing croyait à la réincarnation et se souvenait de notre rationalité à toute épreuve, qui voile les mystères dont nous sommes entourés. Peut-être fut-il moins un psychiatre qu'un mystique, entraîné, malgré lui, dans les sables d'aliénés pour découvrir qu'en fin de compte, il n'y a pas de solution à l'énigme de la vie.

ROLAND JACCARD.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
LITTÉRAIRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

AU  
CAP  
SÜR

20  
QUE L



biologie moléculaire

## chêne a été identifié

Les chercheurs de l'Institut de biologie moléculaire de l'université de Bordeaux ont identifié le gène responsable de la résistance à la maladie du chêne. Ce gène, appelé *Chp1*, est situé sur le chromosome 1. Les chercheurs ont également identifié le gène responsable de la sensibilité à la maladie, appelé *Chp2*. Ces résultats ont été publiés dans la revue *Science*.

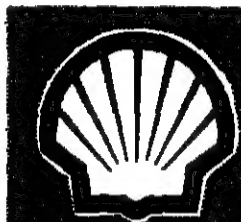
## camping en Charente-Maritime cas mortel de légionellose

Un camping en Charente-Maritime a été le théâtre d'un cas mortel de légionellose. Le décès, survenu chez un homme de 65 ans, a été attribué à une infection à *Legionella pneumophila*. Les autorités sanitaires ont lancé une enquête pour déterminer l'origine de l'infection. Les résultats de l'enquête ont montré que l'homme avait contracté la maladie lors d'un séjour au camping.

## le psychiatre Ronald Laing

Ronald Laing, psychiatre écossais, a écrit un livre intitulé *« Les hommes et la vie »*. Dans ce livre, il explore les liens entre la psychiatrie et la philosophie. Il argue que la psychiatrie traditionnelle est basée sur des concepts erronés et qu'il est temps de repenser la manière dont nous abordons la santé mentale. Le livre a été accueilli avec intérêt par le public et la critique.

# RENTREZ AU SUPER SANS PLOMB, ÇA PESERA MOINS LOURD SUR VOS FRAIS DE ROUTE.



20 centimes de moins\* que le super plombé, c'est ce que vous proposez pour la rentrée, les stations-service Shell vendant Shell Superplus, renforçant ainsi leur effort en faveur de la protection de l'environnement. Shell Superplus, le super sans plomb mis au point par Shell, peut être utilisé par la majorité des véhicules actuels équipés ou non de pot catalytique.

Répondant aux exigences techniques des constructeurs automobiles, Shell Superplus procure un confort de conduite accru. Ses indices d'octane de 98 RON et 88 MON donnent davantage de performances à votre moteur. Pour plus de renseignements, demandez conseil à votre station-service Shell Superplus ou tapez 3615 Superplus.

## 20 CENTIMES DE MOINS QUE LE SUPER TRADITIONNEL.

j'ime

\*par litre de Shell Superplus jusqu'au 30 septembre 1989

شركة مياه الشرب



Selon M. Chevènement

## La dualité entre la police et la gendarmerie doit être « gérée dans un esprit de justice »

M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP (Fédération autonome des syndicats de police), a déclaré, jeudi 24 août, sur RTL, que si les 600 francs supplémentaires, au minimum, ne sont pas accordés aux policiers, il faudra s'attendre à voir « des gendarmes et des policiers côte à côte » pour manifester « plus fort, ensemble ». Selon lui, « les deux corps d'Etat, malades aujourd'hui, qui s'occupent de sécurité » doivent être « revus et corrigés pour s'adapter à l'Europe de 1992 ».

Quand un gendarme rencontre un autre gendarme, ils se racontent des histoires de gendarmes. C'est la même chose, semble-t-il, lorsqu'ils ont leur ministre en face d'eux. « Nous avons parlé gendarmerie, uniquement gendarmerie », ont affirmé en chœur les participants à la table ronde du

casse-tête sur lequel plus d'une commission de réflexion a échoué. La dernière en date, réunie en 1987 autour de M. Jean Cabannes, premier avocat général près la Cour de cassation, s'était bien gardée de trancher, se réfugiant derrière une série de vœux.

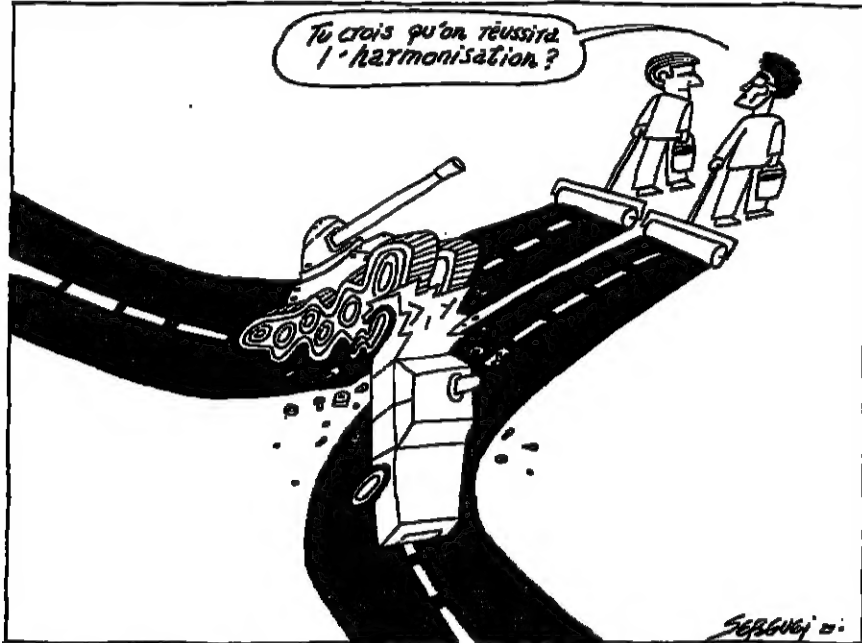
A l'annonce par M. Joxe, au printemps dernier, d'une loi de programmation sur la sécurité intérieure, les gendarmes s'étaient raidis. L'ombre d'une unification budgétaire, sinon administrative, a hanté les brigades. Le fait que le ministère de l'intérieur ait été étroitement associé, ces derniers jours, à l'élaboration des mesures destinées aux gendarmes a pu faire renouer l'hypothèse d'une prochaine enveloppe unique pour la sécurité. « Cette procédure ne correspondrait pas à une gestion vigilante de ce qu'est la dualité police-gendarmerie », nous a déclaré M. Jean-Pierre Chevènement, jeudi 24 août. Cette dualité est un bon principe, une garantie démocratique, même si entre autres inconvé-

mais il faut que la dualité entre la police et la gendarmerie soit gérée dans un esprit de justice.

Si les mesures prises pour améliorer la condition de gendarme ne concernent que marginalement les rémunérations, c'est précisément pour ne pas déclencher « un effet de perçage » chez les policiers et dans le reste de la fonction publique. Pour le ministre de la défense, la malaise dépasse largement la gendarmerie. « Il y a une crise des institutions républicaines à cause du fossé qui s'est creusé entre ceux qui se consacrent pour le service public et les acquis sociaux obtenus par les autres catégories sociales », estime-t-il.

### « Améliorations de pacotille »

Pour sa part, il ne craint pas que la contagion gagne le reste de l'armée. « J'ai pris soin de traiter le



23 août. Les relations tendues avec la police n'auraient pas été évoquées. Pourtant, les gendarmes se montrent volontiers jaloux du traitement qui est accordé, selon eux, aux policiers en matière d'effectifs, de conditions de travail et de primes diverses.

Toujours très chatoilleux sur le respect des frontières de compétences entre police et gendarmerie — en matière de police judiciaire notamment — ils s'étaient même fortement émus en voyant la réflexion gouvernementale s'orienter vers une globalisation des problèmes de sécurité. D'autant plus que l'artisan de cette politique n'est autre que M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur. La recherche d'une coordination des efforts entre les forces de police militaire et civile est un vieux

nients, elle entraîne un effet de surenchère.

L'approche du ministre de l'intérieur est sensiblement différente : « Comme la défense nationale, la sécurité intérieure a besoin de la cohésion des personnels civils et militaires », a-t-il réaffirmé, jeudi 24 août. La nomination de M. Charles Barbeau à la tête de la gendarmerie peut d'ailleurs être interprétée comme la volonté d'établir un trait d'union. Ancien proche collaborateur de M. Joxe à l'intérieur, après avoir été le patron de la gendarmerie pendant cinq ans sous divers gouvernements, ce grand commis de l'Etat est bien placé pour œuvrer à une harmonisation. « Il n'y a pas d'opposition entre M. Joxe et moi », se défend M. Chevènement,

problème dans le cadre de la fonction militaire, précise-t-il. Toutes les révalorisations concernent l'ensemble des catégories de militaires, y compris l'augmentation de l'indemnité pour charges militaires pour laquelle j'ai dû me battre comme un lion. » Bel effort sans doute, mais déjà jugé insuffisant par un groupe de gendarmes mobiles de Rhône-Alpes. Dans un communiqué diffusé jeudi 24 août, ils estiment que « ces améliorations de pacotille n'ont d'autre but que d'acheter le silence des gendarmes ». En dépit de la concertation engagée à visée découverte, M. Chevènement n'a pas pu être en accord avec la contestation masquée.

Si, dans un souci d'apaisement, il a décidé de ne pas engager de poursuites judiciaires contre le major de Narbonne actuellement aux arrêts, il a néanmoins rappelé à l'ordre ceux qui seraient tentés de poursuivre des actions illégales : « Je ne mollirai pas avec la discipline militaire et l'ordre républicain », a-t-il averti.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

M. Pierre Joxe à la préfecture de police de Paris

## « La force publique est une et indivisible »

« La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique. Cette force publique est une et indivisible comme la République (...). Quelles que soient ses formes d'organisation, la diversité de ses corps, de ses formations, elle participe des exigences, des ambitions de la République française tournée vers la liberté. » Prononcée jeudi 24 août dans la cour d'honneur de la préfecture de police de Paris, à l'occasion de la cérémonie traditionnelle commémorant les combats d'août 1944 pour la libération de Paris, cette phrase de M. Pierre Joxe n'est sans doute pas passée inaperçue du général gouverneur militaire de Paris ainsi que des autres officiers présents dans l'assistance.

De manière quelque peu allusive, le ministre de l'intérieur a profité de ce discours commémoratif pour évoquer la mauvaise humeur des gendarmes. Le propos ressemblait fort à un plaidoyer pro domo, faisant l'éloge de la méthode suivie depuis 1985, et malgré l'intermède de la cohabitation, pour moderniser la police nationale, qui ne faisait que mettre en évidence le retard pris pour réfléchir à l'avenir de la gendarmerie nationale.

Félicitant les forces de police pour leur comportement durant les fêtes du Bicentenaire et le sommet des Sept de juillet, M. Joxe devait ainsi poursuivre : « Je pense que cette réussite exemplaire témoigne de la profonde mutation dans laquelle sont engagées les forces de sécurité en France. Pour ce qui me

concerne, depuis que j'ai eu la charge réitérée d'occuper mes fonctions au ministère de l'intérieur, j'ai toujours eu à cœur de préparer l'avenir. J'ai toujours manifesté l'intérêt que je porte aux moyens et aux méthodes qui nous préparent aux lendemains, aux surlendemain et en particulier aux conditions de vie, de travail, de formation, d'équipement de ceux qui ont des missions de sécurité publique. »

En revanche, dira-t-il plus tard, « il s'est révélé que certains aspects ayant des répercussions sur la vie quotidienne des militaires de la gendarmerie ont pris du retard par rapport aux besoins du service comme aux aspirations des personnels. C'est la raison pour laquelle le ministre de la défense, (...) a pu annoncer plusieurs mesures importantes (...). Plusieurs de ces mesures évidemment ne pourront recevoir leur plein effet que dans le temps et parfois en plusieurs années. »

Auparavant, M. Joxe avait souligné la présence, pour cette commémoration, aux côtés de la police nationale, de deux unités militaires — les sapeurs-pompiers de Paris et la garde Républicaine. En rappelant qu'elles participent à la sécurité de la capitale « sous les ordres du préfet de police », Au total une élogie du temps — des qualités de « prévision, planification, détermination, continuité dans l'action » — destiné à rassurer le policier tenté par des surenchères après la satisfaction de certaines revendications de la gendarmerie.

## JUSTICE

En attendant l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris

## Le maintien de Paul Touvier en détention donne lieu à une bataille juridique et médicale

La chancellerie n'exclut plus que le procès de Paul Touvier puisse avoir lieu à Lyon, et non pas à Paris. Mais, en attendant, l'insurrection du dossier a été ralentie par les « vacances judiciaires » et des interrogations sur la santé de l'inculpé.

C'était à la fin du mois de juillet. Depuis deux heures, au Palais de justice de Paris, les arguments étaient échangés avec courtoisie mais non sans âpreté. C'est que, dans le secret du huis clos de la chambre d'accusation, M. Trémolet de Villers expose que la santé de son client est incompatible avec la détention. « Aujourd'hui, dit-il, M. Paul Touvier est un grand malade. Sa détention, en raison de son âge (soixante-quatre ans) et de sa maladie, alors qu'il est présumé innocent et qu'il a été le premier interrogatoire, réaffirme cette innocence, présente un caractère inhumain. » Autrement dit, M. Trémolet de Villers, qui a annoncé publiquement, depuis plusieurs semaines, que Paul Touvier, l'ancien chef des gendarmes de la Milice à Lyon en 1943-1944, est atteint d'un cancer de la prostate, demande sa libération immédiate.

L'information a été prise au sérieux. Elle pèse à vrai dire sur le rythme de l'instruction depuis l'arrestation de Paul Touvier le 24 mai : les interrogatoires se succèdent au rythme de deux par semaine. L'inculpé est conduit jusqu'au cabinet du juge d'instruction, M. Jean-Pierre Gotti, sur un fauteuil roulant. Et dès le 15 juin, le juge a désigné un expert, le professeur Gabriel Arvis, urologue à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, qui a rendu son premier rapport dix jours plus tard. Le professeur a examiné Paul Touvier à l'hôpital des prisons de Fresnes. Son avis tient en quelques lignes : « Il présente avec certitude un adénocarcinome de la prostate et une petite

tumeur bénigne de la vessie. Mais un doute persiste quant à la lésion répréhensible au niveau du lobe droit de la prostate. » Et le professeur recommande de pratiquer une nouvelle ponction biopsie afin de pouvoir affiner son diagnostic.

Le propos est prudent, comme il convient, mais nullement alarmiste. L'expert indique que l'état de Paul Touvier « est compatible avec la détention ordinaire » et qu'il ne lui paraît pas nécessaire « actuellement » qu'il soit transféré dans un établissement hospitalier, dans la mesure où la maison d'arrêt de Fresnes est équipée d'une structure hospitalière. Le 28 juillet pourtant, la chambre d'accusation désigne à nouveau le professeur Arvis et lui confie le soin de réexaminer Paul Touvier.

Dans les milieux judiciaires, on indique alors que l'ancien milicien doit être hospitalisé fin août pour être opéré, et l'on tient pour sûr « son » cancer de la prostate. En réalité, la situation semble moins grave. Aucune date n'a été fixée pour une éventuelle intervention chirurgicale, et celle-ci a été avancée comme une hypothèse parmi d'autres traitements envisagés. Les différentes parties attendent désormais le deuxième rapport du professeur Arvis, qui devrait être remis dans la première quinzaine du mois de septembre.

### Le tribunal de Nuremberg et la Milice

Indépendamment de ces inquiétudes médicales, justifiées ou non, l'avocat de Paul Touvier avançait aussi, au mois de juillet, une autre raison — plus surprenante. — pour obtenir la libération de son client : « En s'opposant aux effets de l'acte souverain de la grâce, la détention actuelle de Paul Touvier constitue un trouble à l'ordre public, dit-il. Ce trouble est ressenti fortement dans l'opinion, qui

considère justement que le droit de grâce est la clef de voûte de notre ordre judiciaire ».

Deux des avocats des parties civiles, M. Joe Neidmann et Alain Lévy, devaient réagir vigoureusement le 28 juillet à ces propos : « Il est indécrottable pour un criminel comme Touvier, qui a reconnu sa responsabilité dans les assassinats de Rillieux, de prétendre que sa détention trouble l'ordre public, alors que, depuis plus de quarante ans, aidé en cela par une part non négligeable du clergé, il s'est soustrait à la justice de son pays. » Dans un autre style, l'avocat général faisait valoir que la détention de Paul Touvier est nécessaire comme garantie de son entière disposition à la justice, puisque l'inculpé « était jusqu'à présent dissimulé dans une clandestinité très organisée en des lieux multiples ».

Si la chambre d'accusation, après l'audience du 28 juillet, n'a pas encore rendu son arrêt, c'est que, selon l'expression consacrée, les « moyens juridiques » soulevés par M. Trémolet de Villers pour obtenir la libération de son client ont été multiples.

Ainsi l'avocat a-t-il notamment fait valoir que le jugement du tribunal international de Nuremberg, en octobre 1946, n'a pas incliné la Milice dans sa liste des organisations déclarées criminelles. Du coup, M. Trémolet en conclut que Paul Touvier « doit être excepté des poursuites ». De même insiste-t-il sur la rétroactivité de l'incrimination de crimes contre l'humanité, cette dernière n'ayant été introduite dans le droit qu'en août 1945.

Les avocats des parties civiles ont naturellement commencé à répondre à ces arguments juridiques. La chambre d'accusation y réfléchit encore. Il va de soi que ces problèmes ne sont pas neufs, et bien des magistrats ont débattu ce maquis juridique à l'occasion de l'instruction du dossier Klaus Barbie.

LAURENT GRIELSAMER.

## ENVIRONNEMENT

Un bilan hydrologique de la France

## La sécheresse favorise la pollution des cours d'eau

Le groupe de travail « sécheresse » de la mission interministérielle de l'eau, chargé d'analyser l'état des ressources en eau et ses conséquences, s'est réuni le mardi 22 août et a dressé le tableau de la situation hydrologique de la France.

Du 1<sup>er</sup> juillet au 15 août, la pluviosité a été inférieure à la moitié de la normale au sud d'une ligne Pau-Lons-le-Saunier, en Bretagne, en Basse et Haute-Normandie, en Picardie et Nord-Pas-de-Calais. Ailleurs, dans la Haute-Corse, le Lot-et-Garonne, le Haut-Rhin, une partie de la région Centre et le nord-ouest de la Bourgogne ont bénéficié de pluies supérieures à la normale.

Les orages qui ont éclaté un peu partout au début de mois d'août ont été dévastateurs par endroits (Aquitaine, région de Narbonne en particulier). De toute façon, limités dans le temps et l'espace, ils n'ont pas fait tomber assez d'eau pour mettre fin aux conditions de sécheresse persistante, mais ils ont tout de même réhumidifié les sols et augmenté

légèrement les débits très bas de divers cours d'eau.

Le très faible débit de nombreux cours d'eau provoque de graves problèmes de qualité, notamment dans le bassin Adour-Garonne, en Limousin, en Franche-Comté et en Bretagne. L'eau fortement polluée est difficile à traiter pour en faire de l'eau potable, notamment à Agen et à Montauban. Parallèlement, le biseau d'eau salée remonte dans plusieurs régions du littoral et en Corse. Néanmoins, l'alimentation en eau potable ne suscite pas de forte inquiétude, sauf en Corse, dans les Corbières, dans les Cévennes et dans le Var.

La faiblesse des débits, la pollution et la température élevée sont très préjudiciables à la vie des poissons et à la remontée des poissons migrateurs. Dans plusieurs rivières d'Aquitaine et du Midi-Pyrénées, régions les plus touchées, des poissons évalués à plus d'une centaine de tonnes sont morts.

EDF a vendu d'importants volumes d'eau de fonds de garantie

des calamités agricoles dans les bassins Nante, Artois-Garonne, ainsi que dans le Tarn. Des ventes analogues sont à l'étude, en particulier dans l'Ande. D'autre part, EDF a dû ralentir la marche des centrales nucléaires refroidies par les eaux du Rhône pour ne pas trop réchauffer le fleuve. Enfin, les barrages gérés par EDF ne sont plus qu'à 66 % alors que, dans les années récentes, ils ne l'avaient jamais été à moins de 80 %. Cela est préoccupant pour la production hydraulique de l'hiver prochain.

Le groupe de travail « sécheresse » souligne que « le soulagement apporté par la fin de la période d'irrigation sera en partie contrarié par la reprise de l'activité industrielle qui contribuera à l'augmentation des flux polluants. La vigilance des services chargés de la police des eaux et le civisme des utilisateurs de l'eau s'imposent donc plus que jamais ».

La date de la prochaine réunion du groupe de travail a été fixée au 7 septembre.

Un monument parisien livré aux démolisseurs

## Adieu piscine Molitor

Au nombre des disparitions discrètes de l'été, on comptait déjà, à Paris, celle du très « cosy » salon de thé de la librairie anglaise Smith and Son. Le 31 juillet, le bassin couvert de la piscine Molitor, à la lisière du bois de Boulogne, a fermé lui aussi définitivement. La piscine en plein air reste en attente jusqu'à la fin de l'été.

Vétuste, pas rentable, ainsi jugé-on à la mairie du seizième arrondissement la dernière piscine arts-déco de Paris.

La Ville de Paris a vendu (pour près de 200 millions de francs) le terrain, qui lui appartenait, et, l'hiver prochain, le bâtiment devrait être livré aux démolisseurs. Il fera place à un complexe immobilier : logements, bureaux et un hôtel de 120 chambres qui, situé près du Parc des Princes et de Roland-Garros, devrait être d'un meilleur rapport qu'une vieille piscine.

Celle-ci est le seul « établissement nautique » de plein air sur les quatre construits par Louis Pollet de 1929 à 1930, et l'un des rares à avoir survécu parmi la quinzaine de piscines implantées à Paris entre les deux guerres. A l'époque, la France commençait à distinguer

la natation des ablutions, mais, en 1922, elle ne comptait que 20 piscines, dont 7 à Paris, contre 1 362 en Allemagne et 806 en Grande-Bretagne. Les meilleurs architectes, comme Louis Pollet, Louis Bonnier et Henri Sauvage, avaient mis leur art au service du sport.

La piscine Molitor comporte deux grandes bassins, un bain couvert long de 33 mètres et un autre à l'extérieur de 50 mètres, en forme de T. C'est ce second bassin qui fait tout le charme et l'histoire de Molitor, malgré quelques transformations et ajouts : un toboggan hélicoïdal, des salles de sauna, de musculation et un revêtement rouge sur les bords du bassin, quand autrefois il y avait du sable où se baignaient les baigneurs. Mais les deux galeries délicieusement surannées, les petites cabines bleues et les balcons et balustrades blanches qui courent autour de la piscine n'ont guère changé. Il reste même une vieille publicité Poirier, oubliée sur l'un des murs.

Les vitraux aux nallades en costume de bain rétro n'ont pas bougé, pas plus que le mobilier de la caisse, en bois vernis comme dans les paquebots de luxe. Les baigneurs étaient

encore nombreux à fréquenter l'établissement Molitor et traversaient souvent tout Paris pour s'y rendre, ne serait-ce que par nostalgie.

### « Une qualité de vie formidable »

C'est dans cette piscine très chic, entre le bois de Boulogne et Auteuil, que les élégantes se devaient d'essayer les premiers bikini. Des défilés de mode, des collections de chapeaux, y ont été présentées et des films tournés. Jusqu'en 1979, Molitor avait un avantage sur ses concurrentes : son bassin découvert se transformait l'hiver en patinoire, une piste sur laquelle s'est parfois entraîné l'ex-champion et ancien ministre des sports Alain Calmat.

A l'annonce de la destruction de la piscine, une association SOS-Piscine Molitor, constituée d'usagers et de riverains, a décidé de se battre. Elle a demandé à la Conservation des monuments historiques que l'établissement bénéficie du classement « lieux de mémoire », au même titre que le restaurant Le Fouquet's sur les Champs-Élysées

et, plus récemment, l'hôtel du Nord. Une pétition a déjà recueilli quatre mille signatures environ.

Les membres de SOS-Molitor regrettent qu'aucune rénovation des lieux n'ait véritablement été envisagée. « A notre époque, il faut tout réhabiliter », déplore l'un d'eux, Philippe Darius, propriétaire d'un magasin de sport abrité dans les flancs de la piscine. « Il y a cinquante ans, je venais me baigner là quand j'étais élève du lycée Janson-de-Sailly. » A la fin du mois de septembre, il devra avoir fermé sa boutique, expédiée sans indemnités, comme le propriétaire du bar-tabac voisin. « Il y a une qualité de vie formidable ici », explique Philippe Darius. « Quand le café est ouvert, les gens vont même y prendre un pot en maillot de bain. »

La petite piscine couverte prévue dans le futur complexe immobilier risque de ressembler à toutes les piscines de Paris et les mauvais esprits remarqueront une étonnante coïncidence : l'hôtel appartenait à la chaîne Concord, dont la famille de Pierre-Christien Taittinger, maire du seizième arrondissement, détient la plus grosse participation.

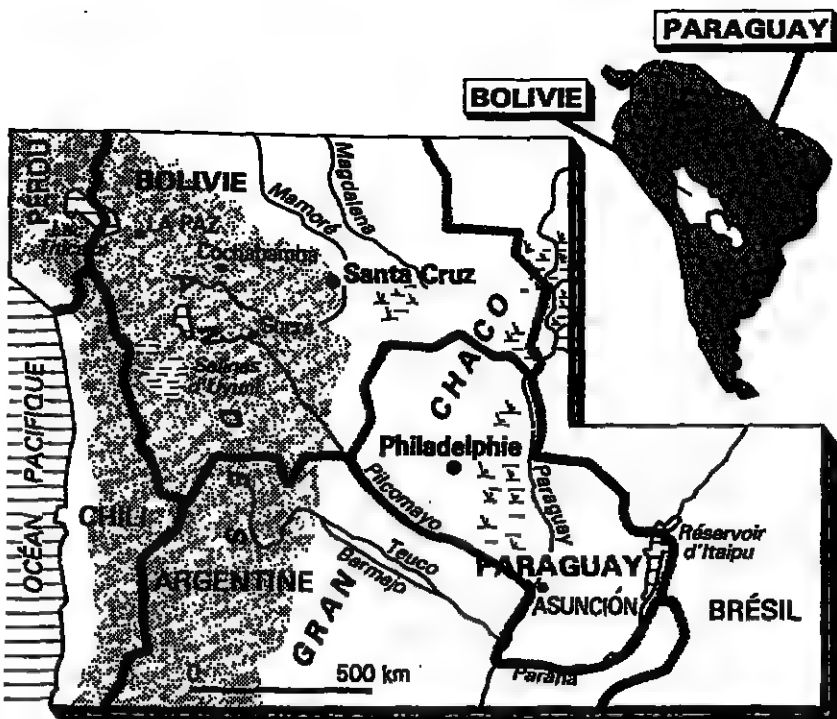
CÉCILE LE COZ.

Le Monde  
SANS VIS

La longue



# Le Monde SANS VISA



## La longue marche des mennonites de Bolivie

Par Marcel  
Niedergang

**S**ANTA-CRUZ-DE-LA-SIERRA. Des citonniers et des mandarins à portée de la main; l'eau fraîche et pure du puits; le cactus géant adossé à un bouquet d'eucalyptus odorants; la ferme rustique, en bois, sans étage, avec ses murs de ronds bien ajustés, et l'ombre du *tobacco*, l'arbre de la savane orientale, aux larges fleurs roses: ce pourrait être le paradis. En tout cas, la terre promise rêvée par les arrière-grands-parents de Katia, la-bas, dans une Russie mythique, filée, qu'elle n'a jamais connue. Même pas en photos.

Les souvenirs de famille de Katia se sont effilochés au fil de ce long voyage depuis l'Europe centrale du dix-neuvième siècle jusqu'à ce bout de jungle bolivienne. Un domaine cultivé d'une centaine d'hectares par Katia et Wilhelm, son mari, membres d'une communauté mennonite, et qui se termine à la frontière véritable de la forêt tropicale. La chaleur, la sécheresse, les serpents, rien à voir avec les brumes du passé. Et pourtant...

La simple robe en cotonnade à fleurs de Katia, son visage plein, rond, lisse et éternel, sans le moindre fard, les enfants blonds, pâles, si pâles, et silencieux assis sur le banc de bois: c'est une image qui évoque un autre monde, lointain, bucolique; une terre de labours, de haies hautes et de futaies mouillées. « Wilhelm est né en Bolivie, dit Katia. Moi, au Paraguay, mais je suis d'origine russe. » C'est dit sur le ton de la simple constatation. Un chariot, tiré par deux chevaux de front, passe en grincant sur le chemin de terre. Katia plisse ses yeux, très verts, très clairs, jette un regard distrait au chariot qui s'éloigne. Elle balance ses pieds nus dans des *chinelas*, les sandales de plage qu'utilisent tous les paysans de l'Orient bolivien. Elle est solidement charpentée, Katia, avec de longues jambes, des bras puissants, des mains larges, épaisses, dures de travailles des champs. Une force de la nature, avec une timidité dans le regard. Devoir de réserve mennonite oblige.

Dans d'autres colonies mennonites de la région, au sud de Santa-Cruz, les femmes et les jeunes filles s'enfuient à l'approche d'un étranger. Celles-là portent encore le chapeau de paille à

rubans enfoncé sur les oreilles, la longue robe noire qui tombe aux chevilles. « Ici, dit Katia avec une moue ambiguë, on se met en noir le dimanche seulement pour se retrouver à la messe. » Deux motards apparaissent au bout du chemin, dans la poussière; casque intégral, bottes de cuir, blouson à la mode. Ils appartiennent à la communauté et résident un peu plus haut, après l'école au toit de chaume, minuscule. La rigueur mennonite, rapportée jusqu'à la caricature, semble admettre des nuances. Elle l'admet volontiers. « On compte maintenant deux ou trois familles qui ont la télévision. » Chacun sur son lot de 50 ou 100 hectares, à la fois proches des autres « frères » de l'assemblée et bien isolés à l'abri des indiscrets, une cinquantaine de foyers tous animés de la même et farouche ardeur au travail. Voilà au moins qui n'a pas varié. Sur l'essentiel, les traditions sont respectées. La réputation de ces colons jaloux de leur indépendance est basée sur une grande honnêteté, un souci de perfectionnisme et de recherche de la qualité dans le travail agricole.

### Les principes de Menno Simons

Chrétiens pacifistes et anabaptistes, refusant en principe de porter les armes et de prêter serment, les mennonites persécutés ont payé de nombreuses migrations leur attachement à leurs croyances. Leur longue marche, à travers cinq siècles d'histoire, est jalonnée de répressions, d'exodes, de scissions aussi et de regroupements. Une errance mal connue, et un attachement obstiné aux principes de vie, religieuse et communautaire, définis au seizième siècle par un prêtre frison, Menno Simons, converti à l'anabaptisme pacifiste et maître à penser des adhérents de cette secte en Hollande et en Allemagne septentrionale (1).

Au dix-septième siècle, certaines communautés cherchèrent un asile en Russie, quittant les terres qu'ils cultivaient en Allemagne. Tolstoï, apôtre de la non-violence, a aimé et aidé les descendants de ces familles de paysans simples, amoureux de la « vieille Russie » et ardents à l'ouvrage. L'auteur de *Guerre et paix* a même, assure-t-on, aidé financièrement ces laborieux venus de l'Ouest en les faisant bénéficier de ses droits d'auteur (auxquels il avait renoncé en ce qui concernait les ouvrages publiés après 1882). Tolstoï

**Les plus connus sont les amish de Pennsylvanie. Mais il y a aussi des mennonites en Amérique du Sud, comme cette colonie établie près de Santa-Cruz, en Bolivie, après avoir dû quitter le Paraguay.**

devait se sentir proche de ces mennonites, lui qui, à la fin de sa vie, retourna « à la terre » à Iasnaïa-Poliana, et mena une existence ascétique.

Mais le grand exode mennonite a eu lieu principalement au dix-neuvième siècle en direction du Canada. Un tiers environ des quelques sept cent mille mennonites recensés aujourd'hui seraient installés en Amérique du Nord et du Sud. Canada, États-Unis, Mexique, Paraguay et depuis peu Bolivie: bien des « nuances », semble-t-il, distinguent les différentes « colonies » ou « assemblées » travaillant dans ces pays depuis plus de cent ans. Le refus de l'engagement social, de la modernité, du progrès technique, a pris des formes plus ou moins agressives. Les plus conservateurs, les amish, refusent même toute forme de contact, y compris ecclésiastique, avec les autres communautés.

Piété, rigueur à la limite parfois de l'extrémisme, mais aussi dynamisme et efficacité. Le cas des mennonites du Paraguay est de ce point de vue exemplaire.

### La Chaco et l'exode

C'est en 1927 que le gouvernement paraguayen accepta leur installation dans la région du Chaco, une immense plaine semi-désertique, plus vaste que la France, qui s'étale au pied des Andes, entre Amazonie et pampa, et qui se distingue d'abord par l'absence d'un véritable réseau hydrographique. Le Pilcomayo et le Bermejo, qui descendent de la cordillère, ont des cours paresseux qui s'essouffent jusqu'au rio Paraguay. Les autres rivières du Chaco se perdent dans des lagunes salées.

Balayé par de grands vents qui ne rencontrent pas d'obstacles, couvert de dunes, d'arbustes épineux, de savanes, de marécages plus à l'est: le Chaco est le « polygone de la sécheresse » du Paraguay. Un paysage hostile, acéré, un cadre idéal pour ces mennonites à la recherche de silence et d'isolement et qui recouvrent un domaine de 900 000 hectares

acheté à une famille argentine qui en possédait alors 5 millions, à charge de le cultiver et de le faire prospérer. Une immensité à l'échelle européenne; à celle du Chaco, un *Lebensraum* (espace de vie) acceptable.

Bénéficiant d'une autonomie totale, de l'exemption militaire et fiscale, les nouveaux colons ont créé, autour de Philadelphie, leur capitale du désert, un véritable Etat dans l'Etat, théocratique et collectiviste. Avec un succès dans leur entreprise dont on parle avec envie à Asunción. Dans le Chaco, ils cultivent le coton et l'arachide, possèdent des dizaines de milliers de têtes de bétail, entretiennent des jardins potagers.

En 1932, lorsque éclata l'absurde guerre du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay, leurs installations se situèrent beaucoup plus près de la frontière bolivienne. Ils ne furent cependant pas directement affectés par ce conflit cruel où les combattants épuisés par la soif, les fièvres et la chaleur se perdaient dans les tourments de sable. Particulièrement les Boliviens descendus de l'altiplano et désarmés par un milieu inconnu. La victoire fut paraguayenne.

La Bolivie, qui avait déjà perdu sa façade maritime sur le Pacifique (au dix-neuvième siècle, après un conflit avec le Chili), le territoire d'Acre conquis par le Brésil au début de ce siècle, fut encore amputée en 1935 d'une notable portion de son territoire oriental. Fomentée et couillée par les pérorateurs américains, qui soutenaient la Bolivie, et anglais, qui misaient sur le Paraguay, la guerre du Chaco fut un égal désastre humain pour deux petites nations, également ignorées du monde, également misérables. Etrange destin que celui de ces colons pacifistes, témoins, l'encre de leur bail à peine séchée, d'un stripage sans merci et gratuit. De quoi en tout cas renforcer les disciples lointains de Simons dans leur détermination.

Mais Philadelphie a grandi, certains colons ont repris leur bétail, leur havresac, leurs cha-

riots sortis d'une gravure oubliée de la conquête de l'Ouest; ils ont traversé le Chaco vers le nord-ouest, trouvé près de Santa-Cruz un nouveau domaine, presque vierge, entre savane et forêt.

« Moins chaud quand même », dit Katia qui se souvient. Elle a voyagé aussi, en dehors de la communauté, aux États-Unis et au Canada. « Pendant un an, avant mon mariage », précise-t-elle. Elle a encore un frère au Canada, au Manitoba, un pays d'horizons infinis, de lumière, d'immenses champs de blé. Est-ce pour cela qu'il y a un regret, un désir qui passe furtivement dans ses yeux clairs, et qu'elle confesse dans un soupir. « C'est vrai, j'aimerais bien vivre là-bas... »

### Katia, Hans et Dietrich

Hans, lui, n'a apparemment pas d'états d'âme. C'est un costaud, râblé, avec un visage sec et mince taillé à la serpe, des bras musculeux, des yeux bleus d'Allemand du Nord. Il est né à Philadelphie, au Paraguay « de la deuxième génération », mais on l'imagine sans peine dans une ferme cosse de la lande de Lunebourg, entre Hanovre et la cité médiévale de Celle. Il lave ses mains bounesses au puits de sa « parcelle », 100 hectares à une douzaine de kilomètres de celle de Katia. On se retrouve le dimanche pour écouter Dietrich, le « chef » de la communauté, le pasteur, lui aussi d'ascendance allemande. Hans

comprend l'espagnol mais préfère parler allemand — pas celui d'aujourd'hui, mais le haut-allemand, le *hochdeutsch* du dix-huitième siècle et de l'Allemagne septentrionale de ses ancêtres.

Même chose à l'école mennonite: les enfants étudient dans ce mélange bizarre de *plattdeutsch* (l'allemand du Nord) et de *hochdeutsch*. Une manière radicale de les attacher à leur milieu et de les isoler, pour longtemps, des Boliviens. Pas de radio, pas de télévision chez Hans. Sa femme, brune sans grâce, fait une apparition furtive, s'enferme dans une baraque en briques et en bois. A l'autre bout de la cour, un hangar en planches, un chien familier, un tracteur à la dérive, une jeep rafistolée.

La ferme de Hans ne brille pas par l'opulence. C'est plutôt un décor de la Route au tabac. Mais fièrement il tend la main vers la muraille verte sombre de la forêt, là bas, à plus de 1 kilomètre, et qui délimite sa propriété « donnée, dit-il, par mon père. » 7 hectares de maïs, 5 de soja qui lui rapportent « 2 000 dollars par an ». Le reste pour le bétail ou en jachère. Mécène, il bricole les tracteurs de la communauté et du voisinage. Pour l'aider aux champs, un seul employé, bolivien.

(Lire la suite page 12.)

(1) Voir les excellentes monographies sur les mennonites et le Chaco dans l'*Encyclopædia universalis*.

**TUNISIE CONTACT**  
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

**LA TUNISIE EST NOTRE PASSION  
PARTAGEONS-LA**

**1 SEMAINE DE CIRCUIT EN LAND ROVER  
DANS LE SUD TUNISIEN**  
A partir de 4 190 F tout compris Paris/Paris  
(Possibilité de prolongation de séjour à Jerba)  
Brochure complète Tunisie sur demande

**TUNISIE CONTACT**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS  
Tél. : 42-96-02-25.

مكتبة لاد



## GASTRONOMIE

### Rive droite

**POUR VOS INVITATIONS**  
**LE SOUFFLÉ**  
Sa bonne cuisine française  
est sans égale.  
36, rue du MONT-THABOR  
(près de la place Vendôme)  
Réservation 42.60.27.19  
Fondateur de la cuisine

### Rive gauche

**Le Mayafan**  
COUSCOUS GRILLADES  
TAGINES MECHOU  
OUVERT EN 40UT  
7, rue Cornille, 6 - (Th. Odéon)  
Salles de 25 à 60 couverts  
t. l. j. - 43-28-03-65

## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE Dir. de pte,**  
élevé en foudre de chêne, amoureusement  
pour vous AMATEURS, profitez de nos  
cartes spéciales : RÉDEMPTEUR brut  
mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur  
demande à R.M. DUBOIS P. & F. (3),  
« Les Almanachs » VENTUEIL,  
51200 EPERNAY. 26-38-48-37.

**CHAMPAGNE CL. DUBOIS**  
A la propriété LES ALMANACHES,  
VENTUEIL, 51200 EPERNAY.  
T. 26-38-48-37. Via vignes en foudre.  
Tarif sur demande. Cuvée 1982 du  
« Réducteur ». Médaille d'argent,  
concours sélection mondiale.  
MONTREAL 1986.

## RÉSIDENCES

**VENISE**  
**A LOUER**  
Appartements luxueusement aménagés.  
**SAN MARCO**  
SÉJOUR MINIMUM :  
UNE SEMAINE.  
Tél. : 193941/5228933  
Téléfax : 193941/5203721.

**CAMPAGNE MER MONTAGNE**  
**A LOUER**  
73590 - SAINT-NICOLAS  
à 12 km de MEGÈVE  
Appartement LUXE  
Neuf, soleil, grand balcon  
Vue except. chaîne mont Blanc  
Parking, très calme  
Location possible toute l'année,  
Location mois et semaine.  
Tél. (1) 46-40-17-07 le soir  
(1) 42-47-96-25 le jour.

**DIMANCHE 3 SEPTEMBRE 1989**

## DEUXIÈME FÊTE ÉQUESTRE LÉRÉ (18240)

- 10 heures : Messe de Saint-Hubert.
- 11 heures : Défilé en ville.
- 14 heures : Parcours d'obstacles -  
Maniabilité - Gymkana.  
**Course de chevaux lourds.**  
**Présentation de vieux métiers**  
**et artisanat d'arts.**
- 18 heures : Remise des prix.  
Buffet - Buvette.

ENTRÉE : 18 F.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

**Côte d'azur**  
**06400 CANNES**  
**HOTEL LIGURE \*\*\*\***  
3, rue Jean-Jaures  
Tél. : 93-19-03-11 - Tél. 970275  
A 150 mètres du Palais des congrès,  
climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur, Tél. direct, minibus

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Belle Western \*\*\*\*  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-47-42-56 - Tél. 479-418.  
Télécopie 93-16-17-99.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE. Tél. 93-48-39-60  
Plein centre-ville, calme,  
petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur,  
téléphone direct, minibus.

**Montagne**  
**05350 SAINT-VÉLAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Village XVII<sup>e</sup> s.  
Plus haute comm. Europe, 2040 m.  
Randon. pédestre.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
Tennis, billard. Chambres, studios gd  
confort de 55 F à 160 F par jour.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo  
en sept. Piscine, tennis, billard.

**Paris**  
**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

**PROVENCE**  
**MAUSSANE-LES-ALPILLES**  
**Au pied des Baux de Provence,**  
**VAL-BAUSSENC, hôtel \*\*\***  
Une grande maison provençale en pierre  
des Baux vous ouvre ses portes :  
21 chambres et conf., grill, piscine, proxi-  
mité promenade à cheval, golf et tennis.  
122, avenue de la Vallée-des-Baux,  
13320 MAUSSANE-LES-ALPILLES.  
Tél. : 90-54-38-90.

**Grande-Bretagne**  
**LONDRES**  
**EN VISITE A LONDRES ?**  
**ASTON COURT HOTEL**  
Hôtel grand confort situé au centre de  
Londres, à West Kensington, idéal pour  
séjours d'affaires ou touristiques.  
£42.50 (ch. 1 pers.).  
£57.50 (ch. double ou à 2 lits).  
petit déjeuner anglais compris.  
Tél. : 19-44-1-602-9954.  
Télécopie : 19-44-1-371-1338.  
Tél. : 919283 ASTON G.

**LONDRES**  
**EDEN PLAZA HOTEL, 61 Queensgate,**  
South Kensington, Londres SW 7.  
Tél. : 19-44-1-578-4111.  
Tél. : 916228 Fax : 370 6578.  
Hôtel moderne et accueillant près de Knights-  
bridge, Harrods, Hyde Park, musées.  
Prix : de £53 à £72 (petit déj. compris).

**Suisse**  
**CH-3980 Sierr**  
**AUBERGE DES COLLINES**  
Proximité du Lac de Génève  
Idéal pour familles et étudiants  
Tél. 1941-27-55.12.48

# LA TABLE

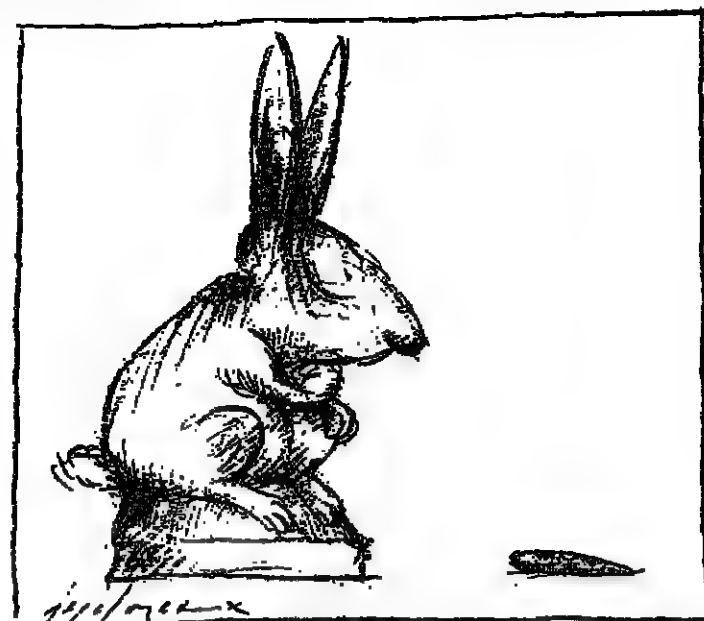
## Réflexions sur un métier de bouche

**D**E plus en plus de restaurateurs et d'hôteliers font leur pain. On peut s'en réjouir d'autant que les clients, en général, s'en montrent satisfaits. Du coup, les boulangers font aussi l'effort de proposer des pains divers. Mais avec quelle farine ? N'est-il pas exact que la farine aujourd'hui contient 1 % de farine de fèves parce que la fève donne ce que les boulangers appellent de la « ténacité » à la pâte, ainsi plus facile à travailler et croquant moins les machines ? Et puis, ce pain est-il préparé à partir de levain ou de levure de panification ? Et où trouver aujourd'hui de la farine broyée à la meule de pierre ?

A Tours, Charles Barrier (101, av. de la Tranchée, tél. : 47-54-20-39), le meilleur cuisinier de la région, met chaque jour à la disposition de ses heureux clients trois sortes de pains répondant à ces conditions : farine broyée à la meule, de pur froment ou enrichie de seigle, au levain. Un régal !

A Paris, on notera surtout les excellents pains (le boulanger-pâtissier est en cuisine) des Cédric (hôtel Nikko, 61, quai de Grenelle, tél. : 45-75-62-62). Ceux de Joël Robuchon (32, rue de Longchamp, tél. : 47-27-12-27) et quelques autres.

Plus rare encore peut-être que les bons pains, le bon café. Claude Lebey, qui, dans son petit *Guide des restaurants de Paris*, les distingue par une, deux ou trois tasses, ne me contredit pas. Le *Château d'Artigny* (à Montbe-



zon, tél. : 47-26-24-24) propose une carte des cafés qui pourrait être un modèle. Gérard Vité (les Trois Marches, 3, rue Colbert, à Versailles, tél. : 39-50-13-21) également. A Paris, entre autres, je citerai le Jules Verne (Tour Eiffel, tél. : 45-55-61-44), le Grand Café Capucines (4, bd des Capucines, tél. : 47-42-75-77), Joël Robuchon déjà cité pour ses pains.

Mais je ferais surtout une remarque (qui est aussi un reproche) : sur 80 % au moins des cartes, le prix du café n'est pas indiqué ! Ou alors sur la carte des vins, que l'on ne consulte point au moment de la commande.

Les vins, justement ! Ils sont de plus en plus chers, à l'achat. Et comme les restaurateurs multiplient par quatre (et quelquefois plus) le prix de la bouteille... La récolte 89 sera, dit-on, de bonne qualité mais à peine moins limitée que celle de l'an dernier. Bonne occasion pour les châteaux bordelais de faire grimper les prix ! C'est le désastre pour un jeune s'installant que cet achat pour constituer une cave ! Mais si les grands vins sont trop chers (et les petits plus encore quelquefois) il existe encore des crus mal connus, modestes mais intéressants à découvrir et dont l'achat est possible par le restaurateur-délicieux.

Ce qu'il faut d'abord, c'est convaincre le client qu'un grand vin ne doit être que bon. On a plusieurs convives sa bouteille ne doit être que la dernière ; un verre de vin en conclusion d'un bon repas. Et qu'autrement il doit chercher avec l'aide du restaurateur, du sommelier, une bouteille raisonnable. En ce moment, tenez, les côtes-de-buzet, ou plus exactement leurs vignes réunies, font un effort. Il en est d'autres à découvrir.

Reserver les grandes bouteilles et les grands crus pour les grandes occasions et boycotter les prix exagérés, voilà ce que, conjointement, restaurateurs et clients devraient faire.

Une dernière chose, enfin : les petits déjeuners en hôtellerie. Hors les palaces, les Relais et Châteaux, quelques hôtels tenus par des restaurateurs avisés (l'hôtel de France de Dagny, à Auch, par exemple) et des chaînes (on me parle beaucoup des petits déjeuners-buffets des Novotel), c'est le plus souvent tristesse et croissants fatigués, beurre en plaquette et confitures d'usine, mauvais café ou thé lavasse.

Ah ! les petits déjeuners de Baumanière, me souffle une gourmande amie très chère ! Bien sûr ! Mais même sans atteindre cette perfection et ces tarifs, messieurs les hôteliers devraient faire un effort !

LA REYNIÈRE.

## VOYAGE

# La longue marche des mennonites de Bolivie

(Suite de la page 11.)

Pas d'électricité, pas de téléphone. La nuit, on s'éclaire à la lampe à pétrole. Hans rigole, chaleureux, ravi de la visite, saute dans la jeep qui démarre - sur-prise - au quart de tour et file, trois enfants sur le siège arrière, vers Pailon, à une vingtaine de kilomètres, où il y a fête, course en sacs et mâts de cocagne...

### Le docteur Bible

Les sept enfants de Maria sont tous très blonds, tous très pâles, tous habillés de robes à fleurs. Sept casques d'or blanc alignés sur un banc, attentifs, réservés. Maria, née au Paraguay de parents venus du Canada, est la femme de Dietrich, le « chef ». Les enfants sont pieds nus mais l'on voit bien que c'est par principe, pas par nécessité. Quoique plus vaste, la ferme est du même style que chez Katia, sobre, sans aucune concession à l'inutile. Et c'est avec une satisfaction évidente que Maria, le regard vif et affable derrière les petites lunettes à monture d'acier, des lunettes de grand-mère, fait le tour du propriétaire avec le visiteur. Elle montre les charrettes à chevaux, les tracteurs alignés, le coin du cochon, la laiterie, où se prépare le fromage « mennonite », célèbre bien au-delà de Santa-Cruz, les oranges, « servez-vous », le puits avec moteur électrique, les moutons, les vaches... « 100 hectares, dit Maria, ce n'est pas tellement grand, mais c'est beaucoup de travail ». Il y a bien un poste de santé, modeste, de la communauté. Mais en cas de maladie grave, ou d'accident ? Il y a la Bible, et 90 kilomètres de piste, de sable et d'ormières épouvantables.

Cinq mille mennonites environ sont rassemblés dans ce coin de brousse à l'est de Santa-Cruz. Des colons exemplaires, mais pas si bien vus des Boliviens, qui leur reprochent leur « isolement volontaire ». Leur « sectarisme » aussi, qu'ils illustrent par une anecdote : un fils de colon qui

s'était amouraché d'une jeune Bolivienne de Santa-Cruz aurait été expulsé de la communauté. Il n'empêche. Avec les Japonais, installés, eux, à Okinawa, très au nord de Santa-Cruz, les mennonites produisent 80 % de tout le soja bolivien, premier produit d'exportation agricole du pays.

Ils sont, ensemble, le symbole de la « marche à l'est », de la conquête d'un Orient bolivien longtemps marginalisé, oublié, sans voies de communication avec Cochabamba et La Paz. On vous montre à Guabira la première usine à sucre inaugurée il y a trente ans, aujourd'hui musée. Les migrations internes ont bouleversé le paysage, comme dans le Brésil des années 60. Chaque jour, trois cents colons (les paysans de l'Altiplano) débarquent à la gare routière de Santa-Cruz, dont le taux de croissance démographique est de 10 %. La ville court vers le million d'habitants, se développe rapidement dans la plaine plate et chaude, en cercles concentriques, en anneaux progressivement urbanisés. Cent mille habitants de plus chaque année.

L'équilibre entre collas et cambas (ceux de l'Orient) se modifie en faveur des premiers et les *Crucenos* de souche songent déjà à défendre leur identité. « L'Inca Manco Capac, c'est une autre histoire », dit Carlos Dab-

doub, neurochirurgien, député de la ville, et président pendant deux ans du Comité pro-Santa-Cruz. Ce n'est pas notre histoire. Nous sommes aussi boliviens, mais différents. D'abord est ture d'origine palestinienne et il professe que « la richesse est dans la diversité ».

Discothèques, boîtes de striptease, restaurants et hôtels de luxe, cigarettes de pillo (à base de pasta de cocaïne) que l'on vous offre la nuit vers la place d'Armes, la réputation de sensualité des filles aux tentes de chevreux noirs de la capitale du département : Santa-Cruz, pour les mennonites pudibonds et puritains, doit avoir une odeur de péché. On les croise pourtant un salopette à bretelles, lourdes godasses et chapeau de paille. Ils avancent en groupe, lentement, comme s'ils craignaient une mauvaise rencontre. Ils achètent avec circonspection des outils, des pièces de tracteurs, des gâteaux. Jamais de vêtements ou de bijoux.

Puis ils repartent sur leurs camions toujours en groupe, riant et plaisantant, vers l'est, le rio Grande aux crues imprévisibles, par la piste qui mène à Pailon et Pailon. A Pailon, leur convoi est stoppé à l'entrée du pont de la voie ferrée (qui sert aussi pour les véhicules). On attend un lourd train de marchandises qui « descend » de Corumbá, au Brésil. Une soixantaine de wagons

plombés, une vingtaine d'autres qui transportent des camionnettes « made in São Paulo » et qui croisent, à l'arrêt, le « train des contrebandiers », qui vient de Santa-Cruz.

Le voyage jusqu'à Puerto-Suarez, à la frontière brésilienne, dure un jour et une nuit. Le train est toujours bondé. On aperçoit par les fenêtres un amoncellement humain, hommes et femmes, et même des passagers sur les toits. Tous vont se précipiter dans les supermarchés de Corumbá, passer la frontière avec leurs ballots énormes au nez et à la barbe de la police brésilienne et de la douane bolivienne - accord tacite - et rentrer à Santa-Cruz. La contrebande est une institution dans l'Orient bolivien, ainsi qu'à la frontière péruvienne, sur les rives du lac Titicaca.

De Pailon, les camions mennonites filent droit par la piste de la forêt. Les racines affleurent encore, le vent du sud, le *surazo*, amoncelle des congères de sable. Une sente bosselée mène à Pozo Verde, un campement d'Indiens ayoreos. Une tribu autrefois réputée pour son courage face aux Paraguayens, mais décimée par l'alcool et la tuberculose. Des tentes de branchages, la saleté, des femmes édentées, le dénuement total. Les Ayoreos, misérables et marginalisés, qui vivent de mendicité se hasardent dans les faubourgs de Santa-Cruz, vers l'avenue Cotoca, où des jeunes filles de la tribu s'offrent pour moins de 1 dollar.

Des Ayoreos aux mennonites, il y a bien plus qu'une trentaine de kilomètres de piste. Des religieux américains de la mission des nouvelles tribus ont traduit la Bible en dialecte indien. « On les évangélise, mais on ne leur apprend pas à travailler », dit une anthropologue de Santa-Cruz. Mennonites et Ayoreos n'ont en commun que d'être minoritaires. Ils se croisent dans la forêt sans se voir. Les antipodes dans un mouchoir de jungle...

MARCEL NIEDERGANG.

**+ SUISSE LA BONNE ADRESSE**  
Notre Hôtel SONNE se trouve au centre du charmant village valaisan de CH-3925 Grächen. Fam. E. Anthamatten. Tél. : 1941-28-56 11-07.  
Conditions spéciales pour séjour de famille.

**Hôtel MON SÉJOUR - CH-1864 Vers-l'Église - Les Diablerets.**  
Hôtel 20 lits. - Prix : pension complète 60 FS ; demi-pension 48 FS.  
Dortoir 60 lits. - Prix : pension complète 40 FS ; demi-pension 30 FS.

Votre partenaire immobilier pour l'achat ou la location d'un logement à VERHIER, 25 années d'expérience à votre service.  
Agence immobilière patoisée, Serge PROCHO, CH-1836 VERHIER.  
Tél. : 1941-26-31 69-69, Fax 1941-26-31 42-75.

échecs

bridge

dames

mots croisés



échecs

N° 1347

TOUT N'ÉTAIT PAS PERDU

(Tournoi international de Reykjavik, 1989)  
Blancs : L. POLUGAIEVSKY  
Noirs : S. KUDRIN (U.S.)  
Défense Grünfeld.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. a4 a5 6. b4 b5 7. c4 c5 8. d4 d5 9. e5 f6 10. f6 g7 11. g7 h8 12. h8 g7 13. g7 f6 14. f6 e5 15. e5 d4 16. d4 c5 17. c5 b4 18. b4 a5 19. a5 b6 20. b6 c7 21. c7 d8 22. d8 e9 23. e9 f10 24. f10 g11 25. g11 h12 26. h12 i13 27. i13 j14 28. j14 k15 29. k15 l16 30. l16 m17 31. m17 n18 32. n18 o19 33. o19 p20 34. p20 q21 35. q21 r22 36. r22 s23 37. s23 t24 38. t24 u25 39. u25 v26 40. v26 w27 41. w27 x28 42. x28 y29 43. y29 z30 44. z30 aa31 45. aa31 ab32 46. ab32 ac33 47. ac33 ad34 48. ad34 ae35 49. ae35 af36 50. af36 ag37 51. ag37 ah38 52. ah38 ai39 53. ai39 aj40 54. aj40 ak41 55. ak41 al42 56. al42 am43 57. am43 an44 58. an44 ao45 59. ao45 ap46 60. ap46 aq47 61. aq47 ar48 62. ar48 as49 63. as49 at50 64. at50 au51 65. au51 av52 66. av52 aw53 67. aw53 ax54 68. ax54 ay55 69. ay55 az56 70. az56 ba57 71. ba57 bb58 72. bb58 bc59 73. bc59 bd60 74. bd60 be61 75. be61 bf62 76. bf62 bg63 77. bg63 bh64 78. bh64 bi65 79. bi65 bj66 80. bj66 bk67 81. bk67 bl68 82. bl68 bm69 83. bm69 bn70 84. bn70 bo71 85. bo71 bp72 86. bp72 bq73 87. bq73 br74 88. br74 bs75 89. bs75 bt76 90. bt76 bu77 91. bu77 bv78 92. bv78 bw79 93. bw79 bx80 94. bx80 by81 95. by81 bz82 96. bz82 ca83 97. ca83 cb84 98. cb84 cc85 99. cc85 cd86 100. cd86 ce87 101. ce87 cf88 102. cf88 cg89 103. cg89 ch90 104. ch90 ci91 105. ci91 cj92 106. cj92 ck93 107. ck93 cl94 108. cl94 cm95 109. cm95 cn96 110. cn96 co97 111. co97 cp98 112. cp98 cq99 113. cq99 cr100 114. cr100 cs101 115. cs101 ct102 116. ct102 cu103 117. cu103 cv104 118. cv104 cw105 119. cw105 cx106 120. cx106 cy107 121. cy107 cz108 122. cz108 da109 123. da109 db110 124. db110 dc111 125. dc111 dd112 126. dd112 de113 127. de113 df114 128. df114 dg115 129. dg115 dh116 130. dh116 di117 131. di117 dj118 132. dj118 dk119 133. dk119 dl120 134. dl120 dm121 135. dm121 dn122 136. dn122 do123 137. do123 dp124 138. dp124 dq125 139. dq125 dr126 140. dr126 ds127 141. ds127 dt128 142. dt128 du129 143. du129 dv130 144. dv130 dw131 145. dw131 dx132 146. dx132 dy133 147. dy133 dz134 148. dz134 ea135 149. ea135 eb136 150. eb136 ec137 151. ec137 ed138 152. ed138 ee139 153. ee139 ef140 154. ef140 eg141 155. eg141 eh142 156. eh142 ei143 157. ei143 ej144 158. ej144 ek145 159. ek145 el146 160. el146 em147 161. em147 en148 162. en148 eo149 163. eo149 ep150 164. ep150 eq151 165. eq151 er152 166. er152 es153 167. es153 et154 168. et154 eu155 169. eu155 ev156 170. ev156 ew157 171. ew157 ex158 172. ex158 ey159 173. ey159 ez160 174. ez160 fa161 175. fa161 fb162 176. fb162 fc163 177. fc163 fd164 178. fd164 fe165 179. fe165 ff166 180. ff166 fg167 181. fg167 fh168 182. fh168 fi169 183. fi169 fj170 184. fj170 fk171 185. fk171 fl172 186. fl172 fm173 187. fm173 fn174 188. fn174 fo175 189. fo175 fp176 190. fp176 fq177 191. fq177 fr178 192. fr178 fs179 193. fs179 ft180 194. ft180 fu181 195. fu181 fv182 196. fv182 fw183 197. fw183 fx184 198. fx184 fy185 199. fy185 fz186 200. fz186 ga187 201. ga187 gb188 202. gb188 gc189 203. gc189 gd190 204. gd190 ge191 205. ge191 gf192 206. gf192 gh193 207. gh193 gi194 208. gi194 gj195 209. gj195 gk196 210. gk196 gl197 211. gl197 gm198 212. gm198 gn199 213. gn199 go200 214. go200 gp201 215. gp201 gq202 216. gq202 gr203 217. gr203 gs204 218. gs204 gt205 219. gt205 gu206 220. gu206 gv207 221. gv207 gw208 222. gw208 gx209 223. gx209 gy210 224. gy210 gz211 225. gz211 ha212 226. ha212 hb213 227. hb213 hc214 228. hc214 hd215 229. hd215 he216 230. he216 hf217 231. hf217 hg218 232. hg218 hh219 233. hh219 hi220 234. hi220 hj221 235. hj221 hk222 236. hk222 hl223 237. hl223 hm224 238. hm224 hn225 239. hn225 ho226 240. ho226 hp227 241. hp227 hq228 242. hq228 hr229 243. hr229 hs230 244. hs230 ht231 245. ht231 hu232 246. hu232 hv233 247. hv233 hw234 248. hw234 hx235 249. hx235 hy236 250. hy236 hz237 251. hz237 ia238 252. ia238 ib239 253. ib239 ic240 254. ic240 id241 255. id241 ie242 256. ie242 if243 257. if243 ig244 258. ig244 ih245 259. ih245 ii246 260. ii246 ij247 261. ij247 ik248 262. ik248 il249 263. il249 im250 264. im250 in251 265. in251 io252 266. io252 ip253 267. ip253 iq254 268. iq254 ir255 269. ir255 is256 270. is256 it257 271. it257 iu258 272. iu258 iv259 273. iv259 iw260 274. iw260 ix261 275. ix261 iy262 276. iy262 iz263 277. iz263 ja264 278. ja264 jb265 279. jb265 jc266 280. jc266 jd267 281. jd267 je268 282. je268 jf269 283. jf269 jg270 284. jg270 jh271 285. jh271 ji272 286. ji272 jj273 287. jj273 jk274 288. jk274 jl275 289. jl275 jm276 290. jm276 jn277 291. jn277 jo278 292. jo278 jp279 293. jp279 jq280 294. jq280 jr281 295. jr281 js282 296. js282 jt283 297. jt283 ju284 298. ju284 jv285 299. jv285 jw286 300. jw286 jx287 301. jx287 jy288 302. jy288 jz289 303. jz289 ka290 304. ka290 kb291 305. kb291 kc292 306. kc292 kd293 307. kd293 ke294 308. ke294 kf295 309. kf295 kg296 310. kg296 kh297 311. kh297 ki298 312. ki298 kj299 313. kj299 kk300 314. kk300 kl301 315. kl301 km302 316. km302 kn303 317. kn303 ko304 318. ko304 kp305 319. kp305 kq306 320. kq306 kr307 321. kr307 ks308 322. ks308 kt309 323. kt309 ku310 324. ku310 kv311 325. kv311 kw312 326. kw312 kx313 327. kx313 ky314 328. ky314 kz315 329. kz315 la316 330. la316 lb317 331. lb317 lc318 332. lc318 ld319 333. ld319 le320 334. le320 lf321 335. lf321 lg322 336. lg322 lh323 337. lh323 li324 338. li324 lj325 339. lj325 lk326 340. lk326 ll327 341. ll327 lm328 342. lm328 ln329 343. ln329 lo330 344. lo330 lp331 345. lp331 lq332 346. lq332 lr333 347. lr333 ls334 348. ls334 lt335 349. lt335 lu336 350. lu336 lv337 351. lv337 lw338 352. lw338 lx339 353. lx339 ly340 354. ly340 lz341 355. lz341 ma342 356. ma342 mb343 357. mb343 mc344 358. mc344 md345 359. md345 me346 360. me346 mf347 361. mf347 mg348 362. mg348 mh349 363. mh349 mi350 364. mi350 mj351 365. mj351 mk352 366. mk352 ml353 367. ml353 mn354 368. mn354 mo355 369. mo355 mp356 370. mp356 mq357 371. mq357 mr358 372. mr358 ms359 373. ms359 mt360 374. mt360 mu361 375. mu361 mv362 376. mv362 mw363 377. mw363 mx364 378. mx364 my365 379. my365 mz366 380. mz366 na367 381. na367 nb368 382. nb368 nc369 383. nc369 nd370 384. nd370 ne371 385. ne371 nf372 386. nf372 ng373 387. ng373 nh374 388. nh374 ni375 389. ni375 nj376 390. nj376 nk377 391. nk377 nl378 392. nl378 nm379 393. nm379 no380 394. no380 np381 395. np381 nq382 396. nq382 nr383 397. nr383 ns384 398. ns384 nt385 399. nt385 nu386 400. nu386 nv387 401. nv387 nw388 402. nw388 nx389 403. nx389 ny390 404. ny390 nz391 405. nz391 oa392 406. oa392 ob393 407. ob393 oc394 408. oc394 od395 409. od395 oe396 410. oe396 of397 411. of397 og398 412. og398 oh399 413. oh399 oi400 414. oi400 oj401 415. oj401 ok402 416. ok402 ol403 417. ol403 om404 418. om404 on405 419. on405 oo406 420. oo406 op407 421. op407 oq408 422. oq408 or409 423. or409 os410 424. os410 ot411 425. ot411 ou412 426. ou412 ov413 427. ov413 ow414 428. ow414 ox415 429. ox415 oy416 430. oy416 oz417 431. oz417 pa418 432. pa418 pb419 433. pb419 pc420 434. pc420 pd421 435. pd421 pe422 436. pe422 pf423 437. pf423 pg424 438. pg424 ph425 439. ph425 pi426 440. pi426 pj427 441. pj427 pk428 442. pk428 pl429 443. pl429 pm430 444. pm430 pn431 445. pn431 po432 446. po432 pp433 447. pp433 pq434 448. pq434 pr435 449. pr435 ps436 450. ps436 pt437 451. pt437 pu438 452. pu438 pv439 453. pv439 pw440 454. pw440 px441 455. px441 py442 456. py442 pz443 457. pz443 qa444 458. qa444 qb445 459. qb445 qc446 460. qc446 qd447 461. qd447 qe448 462. qe448 qf449 463. qf449 qg450 464. qg450 qh451 465. qh451 qi452 466. qi452 qj453 467. qj453 qk454 468. qk454 ql455 469. ql455 qm456 470. qm456 qn457 471. qn457 qo458 472. qo458 qp459 473. qp459 qq460 474. qq460 qr461 475. qr461 qs462 476. qs462 qt463 477. qt463 qu464 478. qu464 qv465 479. qv465 qw466 480. qw466 qx467 481. qx467 qy468 482. qy468 qz469 483. qz469 ra470 484. ra470 rb471 485. rb471 rc472 486. rc472 rd473 487. rd473 re474 488. re474 rf475 489. rf475 rg476 490. rg476 rh477 491. rh477 ri478 492. ri478 rj479 493. rj479 rk480 494. rk480 rl481 495. rl481 rm482 496. rm482 rn483 497. rn483 ro484 498. ro484 rp485 499. rp485 rq486 500. rq486 rr487 501. rr487 rs488 502. rs488 rt489 503. rt489 ru490 504. ru490 rv491 505. rv491 rw492 506. rw492 rx493 507. rx493 ry494 508. ry494 rz495 509. rz495 sa496 510. sa496 sb497 511. sb497 sc498 512. sc498 sd499 513. sd499 se500 514. se500 sf501 515. sf501 sg502 516. sg502 sh503 517. sh503 si504 518. si504 sj505 519. sj505 sk506 520. sk506 sl507 521. sl507 sm508 522. sm508 sn509 523. sn509 so510 524. so510 sp511 525. sp511 sq512 526. sq512 sr513 527. sr513 ss514 528. ss514 st515 529. st515 su516 530. su516 sv517 531. sv517 sw518 532. sw518 sx519 533. sx519 sy520 534. sy520 sz521 535. sz521 ta522 536. ta522 tb523 537. tb523 tc524 538. tc524 td525 539. td525 te526 540. te526 tf527 541. tf527 tg528 542. tg528 th529 543. th529 ti530 544. ti530 tj531 545. tj531 tk532 546. tk532 tl533 547. tl533 tm534 548. tm534 tn535 549. tn535 to536 550. to536 tp537 551. tp537 tq538 552. tq538 tr539 553. tr539 ts540 554. ts540 tt541 555. tt541 tu542 556. tu542 tv543 557. tv543 tw544 558. tw544 tx545 559. tx545 ty546 560. ty546 tz547 561. tz547 ua548 562. ua548 ub549 563. ub549 uc550 564. uc550 ud551 565. ud551 ue552 566. ue552 uf553 567. uf553 ug554 568. ug554 uh555 569. uh555 ui556 570. ui556 uj557 571. uj557 uk558 572. uk558 ul559 573. ul559 um560 574. um560 un561 575. un561 uo562 576. uo562 up563 577. up563 uq564 578. uq564 ur565 579. ur565 us566 580. us566 ut567 581. ut567 uu568 582. uu568 uv569 583. uv569 uw570 584. uw570 ux571 585. ux571 uy572 586. uy572 uz573 587. uz573 va574 588. va574 vb575 589. vb575 vc576 590. vc576 vd577 591. vd577 ve578 592. ve578 vf579 593. vf579 vg580 594. vg580 vh581 595. vh581 vi582 596. vi582 vj583 597. vj583 vk584 598. vk584 vl585 599. vl585 vm586 600. vm586 vn587 601. vn587 vo588 602. vo588 vp589 603. vp589 vq590 604. vq590 vr591 605. vr591 vs592 606. vs592 vt593 607. vt593 vu594 608. vu594 vv595 609. vv595 vw596 610. vw596 vx597 611. vx597 vy598 612. vy598 vz599 613. vz599 wa600 614. wa600 wb601 615. wb601 wc602 616. wc602 wd603 617. wd603 we604 618. we604 wf605 619. wf605 wg606 620. wg606 wh607 621. wh607 wi608 622. wi608 wj609 623. wj609 wk610 624. wk610 wl611 625. wl611 wm612 626. wm612 wn613 627. wn613 wo614 628. wo614 wp615 629. wp615 wq616 630. wq616 wr617 631. wr617 ws618 632. ws618 wt619 633. wt619 wu620 634. wu620 wv621 635. wv621 ww622 636. ww622 wx623 637. wx623 wy624 638. wy624 wz625 639. wz625 xa626 640. xa626 xb627 641. xb627 xc628 642. xc628 xd629 643. xd629 xe630 644. xe630 xf631 645. xf631 xg632 646. xg632 xh633 647. xh633 xi634 648. xi634 xj635 649. xj635 xk636 650. xk636 xl637 651. xl637 xm638 652. xm638 xn639 653. xn639 xo640 654. xo640 xp641 655. xp641 xq642 656. xq642 xr643 657. xr643 xs644 658. xs644 xt645 659. xt645 xu646 660. xu646 xv647 661. xv647 xw648 662. xw648 xx649 663. xx649 xy650 664. xy650 xz651 665. xz651 ya652 666. ya652 yb653 667. yb653 yc654 668. yc654 yd655 669. yd655 ye656 670. ye656 yf657 671. yf657 yg658 672. yg658 yh659 673. yh659 yi660 674. yi660 yj661 675. yj661 yk662 676. yk662 yl663 677. yl663 ym664 678. ym664 yn665 679. yn665 yo666 680. yo666 yp667 681. yp667 yq668 682. yq668 yr669 683. yr669 ys670 684. ys670 yt671 685. yt671 yu672 686. yu672 yv673 687. yv673 yw674 688. yw674 yx675 689. yx675 yy676 690. yy676 yz677 691. yz677 za678 692. za678 zb679 693. zb679 zc680 694. zc680 zd681 695. zd681 ze682 696. ze682 zf683 697. zf683 zg684 698. zg684 zh685 699. zh685 zi686 700. zi686 zj687 701. zj687 zk688 702. zk688 zl689 703. zl689 zm690 704. zm690 zn691 705. zn691 zo692 706. zo692 zp693 707. zp693 zq694 708. zq694 zr695 709. zr695 zs696 710. zs696 zt697 711. zt697 zu698 712. zu698 zv699 713. zv699 zw700 714. zw700 zx701 715. zx701 zy702 716. zy702 zz703 717. zz703

NOTES

a) La variante d'échange souvent jouée par Polugaevsky de préférence à la variante russe (4. Dd3).  
b) Parmi les nombreuses continuations dont disposent les Blancs dans la « défense Grünfeld », retenons cette idée qui évite la grande variante classique (8... cxd4; 9. exd4, Cc6; 10. Fc3, 0-0; 11. 0-0, Fg5) en retardant l'échange des pions centraux afin d'exercer une pression sensible sur la case d4.  
c) On poursuit le plus souvent par 9. 0-0.  
d) Une trouvaille de Polugaevsky. Les Blancs acceptent de se laisser déroger en espérant monter une offensive éclair sur l'aile-R. Une autre possibilité est aussi 10. Td1, comme dans la partie Kortchnoi-Kasparov (Reykjavik, 1988) : 10... Ca5; 11. Fd3, cxd4; 12. cxd4, b6; 13. 0-0. Le coup du texte ne permet pas aux Noirs de continuer comme dans la variante classique; par exemple, 10... Fg4; 11. Fd3, Ca5; 12. Fd3, cxd4; 13. exd4, Ff6; 14. d5! sans sacrifier la qualité en a1.  
e) Les Noirs acceptent le défi. Cependant, 10... Ca5 est à envisager : 11. Fd3, 65; 12. d5, b6; 13. 0-0, Cb7; 14. g4 (si 14. f4, Cd6); 15. Cg3, Fd7 (ou 15... h5; 16. h3, b4; 17. Ch1, f5; 18. f3, fxe4; 19. fxe4, Txf1+; 20. Dxf1, Rh7 suivi de Fh6); 16. Dd2 (si 16. f4, exf4; 17. Fxf4, Dd7); 17. h3, Dd7; 18. f3, Tg8; 19. Df2, Cf7 avec un léger avantage aux Noirs (Kajdanov-V. Zilberstein, 1988). Ou 12. d5, b6; 13. f4, Ff6 suivi de Dd7.  
f) La défense 12. Fd2 ne correspond pas à la conception de Polugaevsky. De même pour 12. Dd2.  
g) Meilleur que 12... Fg4; 13. f3, Fd7; 14. b4, Td8; 15. h5, Ff8; 16. hxe6, hxe6; 17. Rf2 menaçant Dg1-h2 (Polugaevsky-Sokolov, Sarajev, 1987). Ou 14... Ta-c8; 15. h5, f5; 16. hxe6, hxe6; 17. Fd2, Dd8; 18. d5, Cd4 et, ici, les Blancs devaient poursuivre par

19. Rf2! au lieu de 19. Cxd4 (Polugaevsky-Richard, Termes de Rio-Flonide, 1987).  
h) Si 13... h5; 14. Cf4, Rh7; 15. e5, Ta-c8; 16. Fd3, Rg8 (si 16... Cb4; 17. Cxg6, Cxd3; 18. Dh5, Rg8; 19. Cxg7 mat); 17. h6, fxe6 (ou 17... Fxe6); 18. Cxg6, fxe6; 19. Tg5!; 18. Tg5! Après 13... e5; 14. d5, Cd4; 15. Cxd4, exd4; 16. Fxd4, Fxd4; 17. Dxd4, Ta-c8; 18. Rf2 l'avantage des Blancs est décisif (Polugaevsky-Kortchnoi, Haninge, 1988).  
i) Ou 16. Fd2, Dd6; 17. Td1, Dd7; 18. d5, Ca5; 19. Fd3, Cc4 et les Noirs sont mieux (Guseinov-Huzman, Bakou, 1988).  
j) Un sacrifice de qualité fondé sur la position du Roi blanc et sur la faiblesse de la diagonale a6-f1 qui paraît démolir la construction des Blancs.  
k) Si 18... exd4; 19. Txd4!  
l) Les Blancs sont apparemment tombés dans le piège, en raison de la menace 20... Fb5.  
m) Quel sang-froid! Les Blancs abandonnent la Tour et menacent mat.  
n) Prenant la Tour avec échec.  
o) Le Roi blanc recule; les Noirs sont perdus!

p) Si 22... Td8; 23. Dh8+, Fxh8; 24. Txb8 mat.  
q) Menaçant de gagner la Dame par 24... Th8.  
r) En effet, si 24... Tg8; 25. Dxc6+, Rf8; 26. Fc5+. Il n'y a rien à faire contre la menace 25. Dxc6+, Rg8; 26. Dh7+, Rf7; 27. Txf6+; Dxf6; 28. Fxf6, Rxf6; 29. Df5+ etc. Il est clair qu'à partir du seizième coup les Noirs ont été pris dans un engrenage infernal, pris également à leur propre piège (17... Txc4). Cependant, tout n'est pas perdu, au contraire, pour les Noirs après 16. d5, Cd4; 17. Cxd4, Par exemple, 17... exd4; 18. Fxd4, Fb5; 19. Fxg7, Txc4; 20. Txc4, Fxc4+; 21. Rg1, Rxc7; 22. Dd4+, f6; 23. Dxc4, Dd1+; 24. Df1 (forcé puisque si 24. Rh2, Td8+), Dxc4 et les Noirs, malgré l'égalité matérielle, sont mieux.

**SOLUTION**  
**DEL'ÉTUDE N° 1346**  
**V. NEUSTADT.**  
(Blancs : Rf1, Fa3, Ch8, Pa6, c5, d7, f2, f7, h3. Noirs : Rf7, Df6, Ca4, Pb5, c7, b3.)  
1. c6+, b4! 2. Fxb4+, Cc5; 3. Fxc5+, Rd5; 4. f8=D+, Dxf8! Toute la défense des Noirs est dans le pat après 5. Fxf8. Mais...,

5. Ff7+, Dxc6 (si 5... Rxe7; 6. Cc6+); 6. a7, Dd4+; 7. Rg1, Dxc6; 8. Cf7+, Rxe7; 9. Cc5+ et les Blancs gagnent.  
SI 4. Ff7+, Rxe7; 5. Cc6+, Rxf7; 6. Cc5+, Rf7; 7. Cf3, Dxc6.  
**CLAUDE LEMOINE.**  
**ÉTUDE N° 1347**  
**E.M. PLATOV (1925)**  
  
a b c d e f g h  
BLANCS (5) : Rg3, Fb2, Cu2, Pa3, a5.  
NOIRS (3) : Rg4, Fb7, h3.  
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1345

L'ÉQUIPE AMÉRICAINE

Parmi les joueurs de l'équipe américaine pour le prochain championnat du monde, Hugh Ross est réputé pour sa technique parfaite. Voici un chelem qu'il a certainement joué très vite dans le Grand National d'Amérique.  
♦ A4  
♦ D76  
♦ D76  
♦ A8643  
♦ RD9853  
♦ R82  
♦ R1083  
♦ 7  
♦ A107  
♦ A107  
♦ A76  
♦ D5  
Ann. : N. don. Tous vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
- 1♣ 2♣ 3♣  
passo 3♣ passo 4♣  
passo 4♣ passo 6♣  
Ouest ayant entamé le 6 de Pique, comment Ross en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense (les atouts étant 3-2)?

**RÉPONSE**  
L'entame à Pique, en faisant sauter l'As, semblait rendre le chelem infaisable si les Trèfles étaient répartis 4-1. Il fallait donc prévoir cette distribution et envisager de gagner quand même. Or l'adversaire qui avait trois atouts avait quatre Trèfles, et les deux levées étaient réalisables.  
La clef du coup était alors de ne donner que deux coups d'atout : comble, Ross tira la Dame, puis le Roi de Trèfle. Si la couleur avait été répartie 3-2, tous les Trèfles auraient



## Sports

RUGBY : un entretien avec Pierre Villepreux

## « Allier spectacle et efficacité »

Le Stade toulousain est devenu champion de France de rugby pour la onzième fois en mai dernier, au terme de la saison 1988-1989. Le jeu de mouvement moderne que prône l'un des entraîneurs de l'équipe, Pierre Villepreux, s'oppose à celui, plus statique, qui est dévotement l'apanage de l'équipe de France. Un conflit technique qui en provoque beaucoup d'autres. A la veille de la nouvelle saison, Pierre Villepreux fait le point.

TOULOUSE  
de notre envoyé spécial

« A U cours de la saison écoulée, la Fédération de rugby française vous a proposé d'entraîner l'équipe nationale transalpine. Vous semblez intéressés. Or on vous retrouve à Toulouse, sur la pelouse des Sept-Daillères... »

« J'ai déjà entraîné les Italiens pendant trois ans, de 1978 à 1981. Ils en avaient été satisfaits et m'ont toujours demandé de revenir. A quarante-six ans, j'ai beaucoup voyagé. J'ai eu des expériences un peu partout. Aussi ai-je estimé préférable de rester. Sans me poser trop de questions. Il aurait fallu que je sois très motivé pour me lancer dans cette aventure. Je n'étais pas sûr de l'être. J'ai donc décliné cette proposition, qui était très intéressante. »

« Le centre Didier Codorion, en revanche, a décidé de prendre une retraite à Villeneuve-de-Lauragais. Par rapport à la formation championne la saison dernière, l'équipe est-elle amenée à subir de nombreux changements ? »

« Depuis huit ans, le Stade toulousain a mis en place une politique sportive pour obtenir les meilleurs résultats possibles, des minimes aux seniors. Il y a deux cents jeunes dans notre centre de formation, sur lesquels cinq cents licenciés. Les résultats que nous obtenons prouvent que nous avons un potentiel de joueurs très important. (1). Il y a donc des problèmes de concurrence. »

« Des garçons qui ont été deux fois champions juniors poussent pour devenir titulaires en équipe première. Trois juniors faisaient d'ailleurs déjà partie de l'équipe championne en mai dernier, le demi de mêlée Cazalot, le deuxième

ligne Miorin et l'ailier Berthier. Pendant la première phase du championnat qui débute le 27 août, avec Jean-Claude Skrela, on va pouvoir passer en revue beaucoup de monde. On arrivera ainsi en novembre, au début de la phase qualificative, avec le groupe le plus performant. »

« Cette formule de championnat à trois vitesses — éliminatoires à 32, et phase finale à 16 — vous donne donc satisfaction ? »

« Elle permet, en effet, une revue d'effectifs assez large. De ce point de vue, elle est positive. Mais je suis sûr qu'elle est globalement négative pour la production individuelle et collective. »

« Pendant les deux premiers mois, on ne va jouer que contre des équipes faibles. Les points des phases qualificatives sont aussi déséquilibrés, par la force des choses. Si l'on veut progresser, si l'on veut faire évoluer le jeu, il faut au contraire des rencontres de haut niveau. Or, pendant la moitié du championnat, ce n'est pas le cas. Au lieu de faire monter le niveau, cette formule le tire vers le bas. Et cela a des effets pervers : jusqu'à la phase finale, le championnat n'intéresse ni le public ni les médias. »

« On touche donc à un problème de fond : veut-on faire la promotion du rugby en rendant la compétition spectaculaire, ou bien veut-on continuer à faire jouer tout le monde ? Personnellement, je serais plutôt partisan d'une formule élitiste avec début du championnat mi-octobre ou début novembre. »

« Les joueurs seraient-ils alors en meilleure condition physique ? »

« Pour nous, ce n'est pas le problème. Nous arriverons toujours à nous qualifier. Non, la formule n'est pas satisfaisante parce que les joueurs ne parviennent pas à se motiver pour certaines rencontres qu'ils savent très déséquilibrées. Cela rajoutait à la qualité de l'entraînement. Pourquoi n'avez-vous entendu des hussards ce soir ? Ils manquent de concentration, ils ne font pas le petit effort qui ferait la différence. Et le match de dimanche s'en ressent inéluctablement. Si les matches étaient plus serrés, ils seraient concentrés et ils progresseraient plus vite. »

« Votre objectif sera, bien sûr, de conserver le titre en 1990. Quelle orientation avez-vous donnée à l'entraînement pour y parvenir ? »

« En fonction de ce que nous avons produit la saison dernière, nous avons décidé, avec Jean-Claude Skrela et Guy Novès, d'axer la préparation sur le dynamisme collectif, de lier encore plus le travail avant - trois-quarts et vice-versa. Il faut faire en sorte que les phases d'arrêt — les regroupements — soient productives et non stériles, qu'elles soient source de jeu. »

« Vous n'envisagez pas de renforcer le pack du Stade ? »

« Nous n'avons jamais eu de problèmes en mêlée arrêtée. Pour nous, ce n'est pas déterminant. Nous ne jouons pas la capacité d'une équipe à cela. Si nous ne sommes pas bons en mêlée, nous trouverons les ballons ailleurs. Si nous sommes bons, c'est toujours cela de pris. Donc, nous ne négligeons pas le jeu des avant, mais nous n'en faisons pas une obsession. »

« Commencez-vous à être suivi sur ce terrain par d'autres entraîneurs ? Le Stade toulousain fait-il fi de la Fédération ? »

« Quand une équipe gagne, son système de jeu influence toujours les autres. D'une manière générale, le jeu du Stade provoque une réflexion chez beaucoup d'entraîneurs. Nous allons le spectacle et l'efficacité : cela plaît. Nous sommes donc sollicités pour de très nombreuses conférences, par de petits clubs comme par les plus huppés. »

« Même les Anglais... »

« Oui, l'an dernier. Cela avait provoqué une énorme colère du président de la Fédération, Albert Ferrasse. Il n'avait accusé d'être allié leur donner la recette pour battre l'équipe de France. En fait, je leur ai seulement montré comment on joue au Stade toulousain. »

« On en est vos relations avec Albert Ferrasse ? »

« Moi, je n'ai pas de problèmes avec lui. C'est lui qui en a avec moi. Pennez, il voudrait m'empêcher de faire des chroniques dans *Libération*. Il n'est pas à une contradiction près : c'est Pierre Villepreux, professeur d'éducation physique, qui écrit à titre individuel. »

« Vous l'avez aussi suivi sur la position de la Fédération à propos de la tournée mondiale en Afrique du Sud ? »

« Il y a deux points. D'une part, je conçois que des joueurs aient envie d'aller rencontrer les Springboks. Il n'est pas question de les critiquer pour cela. Quand j'étais joueur, je suis allé en Afrique du Sud. C'est une expérience. Mais, d'autre part, je ne comprends pas bien la position de la Fédération qui laisse les joueurs aller après que le gouvernement s'est déclaré opposé à la participation. On n'a pas bien mesuré les conséquences. A moins qu'on ait voulu empêcher la naissance d'un rugby professionnel en Afrique du Sud. Il est certain que des Français s'y seraient précipités. »

« Vous craignez la professionnalisation du jeu ? »

« Dans le système actuel les joueurs devraient pouvoir s'entraîner mieux tout en continuant à travailler normalement. Je ne crois pas que le rugby soit prêt à devenir un sport professionnel. Trop de gens n'ont pas la tête sur les épaules. On tomberait dans les excès du football. Ce serait une catastrophe pour le rugby. »

« Cela ne veut pas dire que je sois hostile par principe au professionnalisme. S'il est engagé sur des bases sérieuses, je ne crois pas à une explosion de violence sur les stades ou à une dérive vers le football américain. Au contraire, je pense que le jeu progresserait. »

« Mais ce n'est pas à l'ordre du jour. Pour l'heure, le plus important, pour le Stade, est d'obtenir de la municipalité de Toulouse des aides plus substantielles, afin d'alléger par exemple la charge que représente la gestion de nos installations. Ne faisons-nous pas pour la ville au moins autant de publicité que le football, qui obtient beaucoup plus ? »

Propos recueillis par  
ALAIN GIRAUDET

(1) Sept joueurs ont néanmoins été recrutés par le Stade toulousain : Thierry et Didier Pélissier, Pierre Delle-Suva, Manchoy, Pons et Delcroix.

● Tournée en Afrique du Sud. Frank Fahney, a annoncé, jeudi 24 août, que le gouvernement de Dublin avait approuvé la subvention de 400 000 livres (environ 400 000 francs) versée chaque année à la Fédération de rugby. Cette décision a été prise pour sanctionner la participation de deux Irlandais, Willy John McBride et Steve Smith, à la tournée internationale en Afrique du Sud.

SKI NAUTIQUE : championnats du monde

## L'émancipation du « petit prince »

Dix ans après son premier titre mondial de ski nautique en figures, Patrice Martin tentera, à partir du 29 août, à West-Palm-Beach (Floride), d'enlever enfin le titre du combiné.

Il y a dix ans, comme Patrice et Joël Martin, s'étaient écartés de longues années à justifier leur mauvaise réputation. Ainsi, « le petit prince du ski nautique » ne fut longtemps qu'un adolescent malingre, planqué derrière un père envahissant, mi-entraîneur, mi-corbier, lequel, en ne cessant de se plaindre de tout et de rien, avait fini par exaspérer tout le monde : « Patrice est le champion du monde français le moins bien considéré. On ne parle de lui que lorsqu'il est battu ! » Et pourtant, ce n'était pas faute de décrocher son téléphone pour tenter de vendre aux médias un « produit » qui, il faut l'avouer, ne bouleversonait pas les foules. « Ah ! si on avait choisi le foot ou le tennis », soupire plus d'une fois Joël Martin.

Aujourd'hui, à vingt-cinq ans révolus, Patrice Martin semble avoir enfin compris qu'il était temps pour lui de s'émanciper et d'assurer seul ce rôle de champion, de vedette que son père revendiquait pour lui depuis son premier titre de champion d'Europe enlevé en 1977, à l'âge de treize ans. Tout au long de ces dernières années, et surtout depuis son premier succès en combiné du Masters français de Toulouse (25 juin 1989), Patrice a fait preuve d'une nouvelle assurance, égrenant d'une voix posée ses principaux objectifs. « Un premier titre mondial du combiné fin août à West-Palm-Beach, celui de l'édition 1991 et l'or du combiné à Barcelone si le ski nautique est aux JO ! »

Légalement en retrait, Joël Martin confirme et se défend aujourd'hui d'avoir causé du tort à son trible champion du monde

de fils : « Le père qui parle à la place du fils, c'est de la légende. Au début, il avait douze-treize ans, c'était normal mais je n'ai jamais eu l'impression de me mettre en avant. » Et Patrice confirme en parodiant le célèbre : « Lui, c'est lui, moi, c'est moi ! » Et en oubliant cette interview

accordée à l'Equipe-Magazine en septembre 1985 (Patrice avait alors vingt et un ans) ! L'un des laquelle il avait d'entrée déclaré : « On va attendre papa... De toute manière, ce qu'il dira, je le pense ! »

Si les rôles semblent désormais redistribués au sein du tandem Martin, le répertoire, lui, reste identique. Sur le thème : « Nous, les mal-aimés, seuls contre tous », Patrice et Joël sont intraitables. Même s'ils se défendent d'être des « pleurnichards » : « C'est injuste ! proteste Patrice. Pendant des années, nous n'avions aucun moyen et nous nous sommes battus pour tenir. Seuls contre tous, ce n'était pas un mode de fonctionnement mais une réalité. Aujourd'hui, grâce à l'aide de la ville de Royan, nous pouvons enfin travailler correctement. Mais cela, nous aurions dû l'obtenir de la fédération. »

Une fédération avec laquelle les Martin n'ont jamais su s'entendre. Le président Jean-Marie Muller, ancien champion du monde était, d'après eux, jaloux des titres de Patrice. Son successeur, Guy Leprince, aurait, lui, vite oublié qu'il s'était emparé de la fédération grâce au départ de Muller provoqué par Joël Martin : « Je l'ai tout de suite gâté, estime Joël Martin. Au sein des comités, il y a 40 % de pro-Martin mais Leprince les élimine un par un. »

Accusé d'intransigeance, Joël Martin avoue être « entier et peu conciliant ». Ses modèles ? Jean-Claude Perria, Guy Roux et Claude Bez : « Des gens qui disent ce qu'ils ont à dire et qui comme par hasard ont de sales réputations... Moi, pour mes destructeurs, je suis un persifflé. »

Puis il ajoute comme pour se rassurer : « Mais nous allons suffisamment dans les réceptions pour savoir qu'à l'extérieur nous sommes bien vus. D'ailleurs, Patrice est demandé partout. »

Patrice Martin est surtout très attendu à son prochain grand rendez-vous sportif car c'est à lui de prouver, en enlevant son premier titre mondial du combiné, qu'à défaut d'être le sportif français le plus populaire, il est le meilleur skieur nautique de la planète.

ERIC MAITROT.

FOOTBALL AMÉRICAIN : le premier professionnel français

## Un Biarrot en Arizona

Alors que la toute-puissante National Football League (NFL), qui régit le football américain professionnel, s'apprête, avec la création d'une ligue mondiale (WALF), à exporter le football américain en Europe, un jeune Biarrot est en passe de devenir le premier Français à jouer outre-Atlantique dans une équipe pro. Retenu par les dirigeants des Phoenix Cardinals, Richard Tardis prépare la saison à venir dans un camp d'entraînement pour être sélectionné dans le championnat qui débute le 4 septembre.

FLAGSTAFF (Arizona)  
correspondance

L'ESQUISSE permanente d'un sourire, un long nez fin, de petits yeux alertes, un corps en balancement perpétuel, Larry Wilson a tout d'un loup qui est prêt à dévorer sa proie. Depuis le 21 juillet, deux fois par jour, pendant deux heures, il observe attentivement l'entraînement de ses troupes en piquinant inlassablement quelques mètres carrés de la pelouse du stade de l'Université de l'Arizona du Nord. Jamais il n'intervient. Il note.

A quelques mètres, sous les bandes de protection qui les font ressembler à des bibendums, quatre-vingts athlètes casqués se heurtent dans de brèves et intenses mêlées. Violence des efforts, choc des casques, cris gutturaux : ces séances d'entraînement ont un caractère de combat tribal. Deux lignes de joueurs, les rouges et les blancs, la défense et l'attaque, ennemis pour les besoins de l'entraînement, ils sont tous de la même équipe, les Phoenix Cardinals. « Cards » pour les supporters.

Observé par une pléiade d'entraîneurs et deux caméras vidéo, chaque joueur s'applique à réaliser exactement l'action déterminée lors des courts et nombreux conciliabules. Les joueurs de football américains, comme les différents pièces du jeu d'échecs, ont des rôles et des places bien précis à tenir. Le gain de terrain et la victoire finale dépendent du respect scrupuleux de ceux-ci.

A la fin du « camp d'été », le 4 septembre, le directeur général de l'équipe, Larry Wilson, ne retiendra des quatre-vingts stagiaires que les quarante-cinq joueurs qui constitueront son équipe définitive : « Les meilleurs des meilleurs. »

Dix-sept heures : fin de la séance. Le n° 32 arrache son casque. Le visage ruisselant, la bouche grande ouverte, il aspire l'air comme, de retour à la surface, un plongeur proche de l'apnée. Flagstaff est à plus de 2 000 mètres d'altitude. En cette fin d'après-midi, la température approche 30 degrés. La combinaison altitude-chaaleur met à rude épreuve les organismes sollicités à outrance.

Le n° 32 a à peine le temps de reprendre son souffle. Il s'engouffre dans le bus qui conduit à la salle de musculation. Anonyme dans la masse rouge et blanche des joueurs. Pourtant, ce n'est pas un footballeur américain tout à fait comme les autres : c'est Richard Tardis, vingt-quatre ans, l'un des premiers Français engagés par une équipe professionnelle.

Pour financer  
ses études

En 1985, alors qu'il passe quelques mois à l'université d'Athènes (Grèce) pour perfectionner son anglais, il apprend que des bourses d'études sont offertes aux membres de l'équipe de football. Désirant poursuivre ses études aux États-Unis, mais incapable d'en assumer le financement, il décide de suivre le programme de sélection. Et termine premier d'une multitude d'examen physiques et techniques.

« Cette bourse, qui prenait en compte la totalité des frais de mes études, et la possibilité d'obtenir un diplôme commercial réputé sont les seules raisons qui m'ont motivé, au départ, à jouer au football américain, sport que je ne connaissais absolument pas avant de m'engager dans la sélection. Heureusement, beaucoup de tests étaient basés sur les qualités physiques. » Son appartenance à l'équipe de France juniors de rugby, sa pratique de plusieurs disciplines en athlétisme (10 sec 9 au 100 mètres), ne sont sûrement pas étrangères à cette sélection surprise qui fut, malgré tout, considérée comme une « blague » par certains joueurs et entraîneurs.

Des qualités physiques hors pair associées à une intelligence de jeu qualifiée d'exceptionnelle par son entraîneur, Vince Dooley, lui assurent une intégration rapide dans l'équipe des Bulldogs de l'Université d'Athènes.

En quatre ans, il devient l'un des meilleurs « outside linebackers » (arrière-défense) universitaires des États-Unis.

La saison dernière, avant d'être blessé, il se retrouve même en tête du championnat en nombre de sacks réussis (piquage du quarterback avant qu'il ait lancé le ballon) et détient le record de l'université. Surnommé « The Sack », Richard Tardis suscite dès lors les convoitises des sélectionneurs des équipes professionnelles. Le 23 avril dernier, classé 123<sup>e</sup> sur deux mille joueurs, il est sollicité par les dirigeants des Phoenix Cardinals lors de la sélection annuelle.

Deux mois plus tard, il obtient un MBA en affaires internationales et décide — fait unique — de ne pas faire appel à un agent pour négocier son contrat. « Après quatre ans d'études théoriques, explique Richard Tardis, j'avais envie de faire un peu de pratique. Je crois que je ne m'en suis pas mal tiré. » Pour sa première saison professionnelle, il touchera, s'il est retenu, 119 000 dollars, plus les primes.

Régime  
de forat

« Si l'on a engagé Richard Tardis, affirme Gene Stalling, entraîneur en chef des Cardinals, c'est parce que nous le considérons comme le meilleur linebacker disponible sur le marché, et non pas parce qu'il est français et la coqueluche des supporters de l'équipe des Bulldogs. Il a fait ses preuves. Il n'a qu'un point faible : son inexpérience du football professionnel, qui comporte des différences notables avec le football universitaire. Mais il apprend vite, travaille dur et développe un jeu instinctivement très performant et agressif. Il n'a pas la tâche facile, car sur les dix linebackers présents à Flagstaff, il est le seul en première année de professionnel. Les places seront chères. »

Le 4 septembre, pour transformer définitivement l'essai de son passage chez les professionnels, il lui faudra être parmi les quarante-cinq joueurs que Larry Wilson lancera à l'assaut du Super Bowl ou être racheté par une autre équipe en manque de linebackers performants.

En attendant l'heure du verdict, Richard Tardis est serein. Il accepte sans sourcilier le « régime de forat » imposé aux joueurs pendant les six semaines du camp d'été et essaie d'apprendre vite et bien toutes les finesses du football professionnel. Avec peu de cartes en main, il a réussi à gagner la partie universitaire. Pourquoi ne remporterait-il pas celle des professionnels ? Gil Brandt, vice-président des Dallas Cowboys, n'a-t-il pas affirmé que son aventure était « l'histoire la plus surprenante » qu'il ait vue en football ?

PIERRE-YVES GRAVIER.

● ATHLÉTISME : championnats d'Europe juniors. — La Française Odiah Sibié a gagné, jeudi 24 août, en 11 sec. 41 la finale du 100 mètres des championnats d'Europe juniors disputés à Veszprém (Hongrie). C'est la première fois depuis 1970 qu'une Française remporte un titre juniors européen en sprint.

● BASE-BALL : Pete Rose exclu à vie. — Figure de légende du baseball nord-américain avec dix-neuf records dont quatre mille deux cent cinquante six « coups sûrs », Pete Rose, qui dirigeait depuis 1986 les Cincinnati Reds, a été suspendu à vie le 24 août par le président de la ligue professionnelle, Bartlett Giamatti. Agé de quarante-six ans, Pete Rose, qui était accusé d'avoir engagé des pairs sur son équipe en violation des règlements, a renoncé à se défendre. Il pourra présenter une nouvelle demande de licence dans un an.



# Bicentenaire

L'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

## La France entre le discours et l'action

Le président Mitterrand inaugurerait samedi 26 août, date anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la Fondation Arche de la fraternité au sommet de l'Arche de la Défense. Avec les festivités qui l'accompagneront, cette cérémonie doit marquer le point culminant de la célébration de cet anniversaire.

« La division du travail existe aussi en matière de droits de l'homme. A la France les déclarations messianiques et les célébrations spectaculaires, à d'autres les moyens matériels, plus discrets, de traduire les paroles en actions... » Cette appréciation d'un diplomate hollandais sur un travers bien français paraît relever, au « pays des droits de l'homme », de la caricature grossière.

Pourtant, la saturation des discours et des déclarations ne doit pas faire oublier l'essentiel. Et d'abord, que le verbe a ses vertus.

« C'est vrai, la France a sur les droits de l'homme une pratique essentiellement déclamatoire et juridique, reconnaît un diplomate français. Mais, même quand nos dirigeants s'en tiennent prudemment aux généralités, le discours français reste important. A l'ONU, où il est très attendu par les pays du tiers-monde, il contribue au rayonnement de ces droits. La magie du verbe et le capital hérité de la Révolution, qui persiste malgré certaines contradictions, exercent une véritable fascination. Bien des pays d'inspiration toujours de nos discours. » Réputé pour son franc-parler, M. Claudio Cheysson, député européen, ancien ministre des relations extérieures, insiste sur cette « force du verbe qui compense la faiblesse relative de la France » et s'indigne contre « les gouvernements qui font preuve d'une prudence et d'un silence intolérable ».

Discourir, célébrer : toucher le cœur et la raison ; frapper les imaginations : c'est évidemment mieux que ne rien faire. Mais, lorsqu'il s'agit de traduire cela en politique, de passer du discours au secours, enfin, d'agir concrètement en faveur des victimes, comment la « parole des droits de l'homme » tient-elle son rang ? Dans ce cadre de réflexion qu'est l'Europe, celle-ci vient primus inter pares ?

Persuadée, malgré les dérapages historiques, de son exemplarité en matière de droits de l'homme, et par

ailleurs peu soucieuse de permettre à des tiers d'enquêter, par exemple, sur la torture en Algérie ou les tribunaux d'exception, la République française s'est drapée, des années durant, dans un « superbe isolement ».

« Pendant longtemps, la France a été relativement peu intégrée dans le mouvement de garanties internationales des droits de l'homme, indique M. Peter Leuprecht, directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe. Imaginer qu'elle « a été vingt-quatre ans à traîner [en 1974] la Convention européenne sur cette question, alors qu'il s'agissait pour elle d'une création française ! Et qu'elle n'a pas mis moins de trente et un ans à accepter ce texte essentiel qu'est le droit de recours individuel à la Convention. Pour un pays qui se dit la patrie des droits de l'homme c'est tout de même étonnant... »

### Le tournant de 1981

Cela dit, « il faut bien constater que les choses ont changé depuis 1981 », poursuit notre interlocuteur, soulignant le rôle capital joué dans cette évolution par MM. Robert Badinter et Claude Cheysson, alors respectivement ministre de la justice et chef de la diplomatie.

Succesivement, la France a adhéré au texte sur le recours individuel, ouvrant ainsi l'accès de la Cour européenne des droits de l'homme aux justiciables français ; ratifié la convention pour la prévention de la torture et, en 1986, bonne dernière dans la région, le texte sur l'abolition de la peine de mort. Même déboîlage du côté Nations unies, où Paris a pleinement soutenu ces dernières années à toute une série de pactes et de conventions restés longtemps en souffrance.

Les socialistes français sont loin d'être les seuls à s'être préoccupés des droits de l'homme. C'est au temps de M. Giscard d'Estaing que fut ratifiée la Convention européenne et c'est à M. Chirac que l'on doit, entre autres progrès dans ce domaine, le secrétariat d'Etat aux droits de l'homme et le rapport sur la bio-éthique. Cependant, par tradition et par conviction, plus encore que par calcul politique, les socialistes, dès leur accession au pouvoir, ont placé les droits de l'homme au centre de leurs préoccupations (1).

Au point de donner parfois l'impression de vouloir les accaparer.

Il est vrai qu'il restait, en 1981, de sérieux progrès à faire pour ramener la France réputée paradis des libertés, au niveau de ses partenaires. A tel point que la Ligue des droits de l'homme pouvait présenter à l'époque une longue liste de « mesures d'urgence », et M. Pierre Mauroy s'engager à restituer à la France son titre de « championne des libertés ». Et puis, d'entrée de jeu, M. Mitterrand élu président, a donné le ton, marquant sa volonté de voir ces droits-là garantis et renforcés au sein de l'Etat d'Etat.

Depuis les premières mesures — suppression de la Cour de sûreté de l'Etat — jusqu'à l'inauguration, samedi 26 août, de la Fondation Arche de la fraternité, le président de la République n'a jamais relâché, sous des formes variées, son effort de vigilance, de pédagogie et de promotion des droits de l'homme. Tout en mettant l'accent, depuis le discours de Canouan (20 octobre 1981), sur la relation étroite entre droits politiques et droits économiques, notamment le droit au développement. A ses côtés, on le sait, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand anime sa fondation France-Liberté, elle aussi consacrée aux droits de l'homme.

Création d'un secrétariat d'Etat à l'action humanitaire pour renforcer celui des droits de l'homme (et, selon l'expression de M. Bernard Kouchner « chargé, au-delà des mots et du consensus mou, de traduire la politique des droits de l'homme en action vraiment concrète sur l'homme ») ; rôle actif dans la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ; conférence sur l'interdiction des armes chimiques, soumise à l'ONU de résolutions sur le droit à l'assistance humanitaire et sur le droit au développement ; le gouvernement et sa diplomatie se sont à des degrés divers, mis au diapason. Signes du temps, et provocation inhabituelle, on a même vu, en février dernier, devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, le premier ministre français mettre nommément le régime roumain au ban des accusés.

### Raison d'Etat

Reste que, malgré la pression d'associations militantes, bien des retards, injustes et abus de pouvoir subsistent. Et, socialisme ou pas, la raison d'Etat continue à peser.

Le dilemme s'est posé souvent. Il s'est dans une formule connue, d'un cas concret : « Une nouvelle

condamnation de Pinochet ou le contrat du métro de Santiago. » On a pris le métro... On pourrait dire aujourd'hui la même chose pour l'Iran, la Turquie, l'Algérie, ainsi que pour nombre de pays d'Afrique, et du Proche-Orient où les situations sont jugées graves — à des degrés divers — en matière de violation des droits de l'homme, mais qui sont de bons clients, notamment de nos usines d'armement. Deux millions et demi de chômeurs, les intérêts commerciaux, la géopolitique et les « cas particuliers » conduisent alors la France, « puissance moyenne », à mettre une sourdine à ses principes et à ses obligations au regard du droit international.

« Les droits de l'homme sont un élément important de la diplomatie française, mais il ne peuvent pas être le critère exclusif. C'est peut-être insuffisant. Mais prenez des cas comme l'Afrique du Sud, la Roumanie ou encore la Chine : il y a un coût économique et même culturel réel de notre politique des droits de l'homme. C'est peut-être même le plus élevé parmi les démocraties », explique un diplomate français. Mais, compte tenu de l'image de marque et des ambitions affichées par la France, c'est bien le moins. Et l'on doit se féliciter de la décision de doter progressivement les ambassades françaises d'un « attaché humanitaire ».

Côté parlementaire, côté organisations non gouvernementales (type Amnesty) ou encore en matière de mobilisation de l'opinion, d'engagement scolaire et universitaire, de fondations, de financement d'opérations et de fiscalité (tous ces éléments qui doivent compléter le rôle de l'Etat pour aboutir à une véritable politique des droits de l'homme) la France, en dépit du travail exceptionnel des spécialistes de l'assistance médicale d'urgence (Médecins sans frontières, Médecins du monde), accuse un retard certain. Et les Français ont tout tendance à s'en remettre, pour toutes ces questions, au gouvernement.

Enfin, on déplore, dans les milieux spécialisés, l'intérêt comparativement faible porté aux droits économiques et sociaux, pourtant indissociables des droits civils et politiques. Et cela alors que le nombre de chômeurs reste élevé et que le « fossé de l'injustice » se creuse. D'autres phénomènes ayant trait à l'immigration, au droit d'asile, à l'exclusion, à l'insécurité et au racisme, sont aussi mentionnés. Le tout tendant à montrer que, si la France reste une terre d'asile et de libertés privilégiées, elle ne doit pas en plus se bercer d'illusions : elle est « dans la norme européenne, ni plus ni moins ».

La patrie des droits de l'homme « peut mieux faire. A l'heure du Bicentenaire, il ne faudrait pas qu'un supplément de bonne conscience vienne masquer cette évidence ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Nombre de ceux qui arrivaient aux affaires étaient membres de la Ligue des droits de l'homme.

### L'opération « Paris 89 »

#### Babel de la fraternité et flambeaux de la liberté

Une centaine de jeunes ont participé, jeudi 24 août, dans le cadre de l'opération « Paris 89 » (une semaine pour les droits de l'homme et la démocratie), à l'inauguration de la Babel de la fraternité, une sculpture conçue et réalisée sur l'hippodrome d'Auteuil, par Vincent Rouquier. Elle est composée de cubes empilés les uns sur les autres, et esquisse le début d'une spirale : « J'ai voulu représenter la continuité cyclique du temps », explique le sculpteur.

L'une des faces de chaque cube est en résine transparente, et laisse voir un objet usuel ou artisanal symbolique : un agenda anglais, un réveil suisse, une statuette indienne en bois, un drapeau palestinien, des cigarettes bulgares... Sur les côtés en plâtre des cubes, chacun a pu signer : « Amis du Québec », « Liberté chérie », « Vive Paris 89 ».

« Mon souhait le plus intime est d'avoir réalisé un lieu de confluence, mais c'était un pari fou », dit Vincent Rouquier, qui a travaillé dans son atelier d'Ivry avec un maître stoffeur (spécialiste du travail du plâtre) et un jeune étudiant des Beaux-Arts pendant trois jours et trois nuits.

Dernière manifestation de « Paris 89 », une retraite aux flambeaux, vendredi 25 août : sortant les flambeaux de la liberté, des groupes de jeunes devaient partir du Palais-Royal à 21 h pour se rendre aux Tuileries.

# Communication

## Hollywood en mutation

Brandon Stoddard ou le stress du programmeur

Après Mel Harris, le président de Paramount TV, Stephen Cannell, le producteur indépendant, et Peter Rawley, l'agent artistique (le Monde des 23, 24 et 25 août), voici les directeurs des programmes des grands réseaux américains.

LOS ANGELES de notre envoyée spéciale

C'est la fonction la plus exposée de l'univers audiovisuel américain. Un métier de pouvoir mais un poste à haut risque. Il réclame de l'intuition, du sang-froid, de la rapidité, des qualités de stratégie et de bon tacticien, des réflexes de sprinter, l'endurance d'un marathonien. Et la passion de la télé. Car on ne s'improvise pas directeur des programmes d'un grand réseau de télévision.

Il y a trois, aux Etats-Unis, à régner en maîtres absolus sur les grilles des chaînes nationales. Trois à pouvoir, d'un coup de baguette magique — la commande d'une série ou sa déprogrammation, — faire et défaire des carrières, avoir droit de vie ou de mort sur des maisons de production et des centaines d'emplois. Trois à former un drôle de club fermé dont les membres s'espionnent, se livrent chaque soir bataille, guettent chaque matin les sondages, et en tirent les leçons, raffinent leurs armes et repartent au combat vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours par an.

Exaltant ? « Au début, certainement ! », confie un printemps dernier Brandon Stoddard, en expliquant sa décision de démissionner de ses fonctions à la tête d'ABC. « Mais le pouvoir entraîne trop de tensions et de frustrations. La compétition est toujours si dure, violente même. Mais elle s'est singulièrement compliquée depuis l'essor du câble et de la vidéo. Je suis vidé. Ça ne m'amuse plus. » Rideau.

La tâche est « harassante » en effet, approuvait le patron de CBS. « Il y a même des jours où tout paraît si sombre qu'on hésite à se lever ! » Et le bouillant directeur de NBC, Brandon Tartikoff, d'avouer que « sous la perspective de travailler avec une poignée d'amis », il poussait certains jours à se rendre aux studios.

Le métier, c'est vrai, a changé. Pas tant la fonction elle-même — il s'agit toujours de composer les grilles les plus habiles et les plus attractives pour séduire et fidéliser un maximum de téléspectateurs — que les conditions de son exercice. Une date ? 1975, affirment d'emblée plusieurs professionnels en évoquant la couverture de Time Magazine consacrée à Fred Silverman, qui, cette année-là, avait quitté CBS pour prendre en main la programmation d'ABC. De tacticiens de l'ombre, les directeurs de programmes devinrent soudain des personnages publics, des vedettes des médias, dont on a voulu connaître les politiques, comment les astucieux... avant de les juger à l'aune des sondages.

La presse et le public se saisissent aussitôt de ce qui n'était alors qu'un instrument de travail réservé aux annonceurs et aux publicitaires pour en faire l'indice des performances des stars et le critère d'évaluation du programmeur.

« Peu importe désormais le fonds, l'essentiel reste la note, observe le responsable d'un show. Elle s'affiche chaque matin dans tous les journaux. Et elle est sans appel car la comparaison des chiffres d'écoute est devenue un vrai sport national. »

Mais le stress du sondage n'est pas le seul dont souffre le patron d'un réseau. La sonnerie incessante du téléphone, l'agenda surchargé de réunions avec les responsables d'unités de programme, de rendez-vous avec des producteurs et scénaristes, de discussions avec l'état-major de la chaîne, de rencontres avec les annonceurs, d'analyse comparative des différentes grilles du marché, d'enregistrements et de projections diverses n'en font guère quelque chose d'accessible facilement. Pour le moindre arbitrage, le choix de la case horaire d'un feuilleton ou l'abandon d'un autre, les pressions sont multiples, les intérêts contradictoires.

### Tests auprès du public

Il y a les stations affiliées qui, selon leur implantation géographique — en Floride, au Nebraska, en Alaska — n'affichent pas les mêmes goûts et réagissent diversement aux choix d'antenne faits par le réseau. Encore leurs préoccupations se portent-elles prioritairement sur les émissions précédant le journal d'informations locales (où ils réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires publicitaire), alors que les études nationales tendent à prouver que c'est le programme ultérieur qui dope toute la soirée. Il y a les publicitaires qui souhaitent un type précis de programme quand certains tests sophistiqués réalisés auprès du public semblent en désigner un autre. Il y a les services marketing de la chaîne qui demandent un équilibre entre les shows destinés à un public de jeunes adultes généralement recherché par les annonceurs et des programmes plus traditionnels, mais nettement plus populaires, et susceptibles de casser le score des concurrents.

Il y a la presse, dont il faut se méfier, et les critiques, qu'il importe de séduire. Et, bien sûr, les deux autres réseaux dont on étudie chaque score et sur les projets desquels on essaie de s'instruire. Cela n'exclut pas bien sûr — faut-il le préciser ? — l'exigence de conserver avec les studios et certains producteurs les meilleures relations. Difficile par exemple de refuser à Bill Cosby, vedette toutes catégories, de placer à la suite de son émission l'autre show qu'il parait. Même si d'autres émissions méritent davantage l'attention de la chaîne.

Rien à ABC, NBC, CBS ne se fait au hasard. Et chaque décision concernant le sort d'une case de la grille est soumise, discutée, préparée par des dizaines de réunions, des centaines de tests, voire des milliers d'interviews. Irresistiblement pourtant la part d'audience des trois, sous la pression des chaînes par câble, ne cesse de diminuer (60 % de part de marché en 1988 contre 75 % en 1980). Et certains patrons craquent. « C'est comme devoir nager de plus en plus vite dans une mare de plus en plus étroite », dit Brandon Stoddard, le jour de sa démission.

ANNICK COJEAN, FIN

### Quelques chiffres sur la télévision américaine

La diversité des supports	
	Équipement ou abonnement (%)
TV hertzienne	98
Magnétoscope	60
Deux récepteurs ou +	60
Câble (basique)	52
Chaînes câblées payantes	32
Réception directe par satellite	7

La fragmentation de l'audience	
Audience des 3 réseaux (800 affiliés)	% sur l'ensemble des foyers
	1984 1988 1984 1988
Stations indépendantes (300)	19 20 17 17
Stations publiques (300)	3 3 3 3
Chaînes du câble	10 15 18 25
Chaînes payantes	5 7 11 11

(La total peut excéder 100 en raison de l'usage simultané de plusieurs téléviseurs dans un foyer.)

La croissance du temps d'écoute quotidien	
	1986-88 1970-71 1975-76 1981-82 1983-84 1985-86 1986-87
5 h 30	8 h 01 8 h 11 8 h 48 7 h 08 7 h 10 7 h 05

Source : A.C. Nielsen.



en détention  
ique et médi

rien des con

## Le texte adopté par l'Assemblée constituante du 20 au 26 août 1789 et accepté par le roi le 5 octobre 1789

Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des maux publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette Déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs ; afin que les actes du pouvoir législatif, et ceux du pouvoir exécutif, puissent être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés ; afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous.

En conséquence, l'Assemblée nationale reconnaît et déclare, en l'Être suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen :

Article premier. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article II. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.

Article III. — Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Article IV. — La liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme

n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

Article V. — La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. Tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Article VI. — La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle prodigue, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens, étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

Article VII. — Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la loi doit obéir à l'instant ; il se rend coupable par la résistance.

Article VIII. — La loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée.

Article IX. — Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi.

Article X. — Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que son manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Article XI. — La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieusement de l'homme ; tout citoyen peut donc librement écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté, dans les cas déterminés par la loi.

Article XII. — La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée.

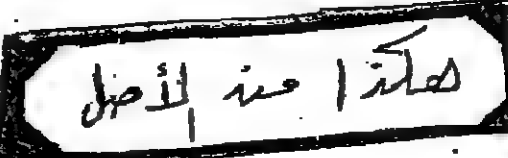
Article XIII. — Pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable. Elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés.

Article XIV. — Chaque citoyen a le droit, par lui-même ou par ses représentants, de constater la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Article XV. — La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Article XVI. — Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a pas de Constitution.

Article XVII. — La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.









# Spectacles

## cinéma

### LES FILMS NOUVEAUX

**BAPTÊME.** Film français de René Féret. Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-57-37); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Pathé Marignan, 3<sup>e</sup> (46-33-79-33); La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (45-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-80-81); Les Nations, 12<sup>e</sup> (43-43-04-07); Faubourg St. 13<sup>e</sup> (43-31-60-74); Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 15<sup>e</sup> (43-27-84-50); Gaumont Convention, 16<sup>e</sup> (45-25-46-01); La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-90).

**L'INVITE SURPRISE.** Film français de Georges Lautner. Forum Horizon, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Rex, 3<sup>e</sup> (43-36-83-83); 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-85); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-33-10-08); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); Saint-Lazare-Paquet, 10<sup>e</sup> (43-81-35-43); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Faubourg St. 13<sup>e</sup> (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 15<sup>e</sup> (43-27-84-50); Gaumont Convention, 16<sup>e</sup> (45-25-46-01); La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-90).

**LES BOIS NOIRS.** Film français de Jacques Derray. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Rex, 3<sup>e</sup> (43-36-83-83); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Gaumont Convention, 16<sup>e</sup> (45-25-46-01); La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-90).

**LES BOIS NOIRS.** Film français de Jacques Derray. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Rex, 3<sup>e</sup> (43-36-83-83); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Gaumont Convention, 16<sup>e</sup> (45-25-46-01); La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-90).

**CALME BLANC.** Film américain de Philip Noyce. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Rex, 3<sup>e</sup> (43-36-83-83); UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59); Gaumont Convention, 16<sup>e</sup> (45-25-46-01); La Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-90).

**COMMENT FAIRE L'AMOUR AVEC UN NÈGRE.** Film franco-canadien de Jacques W. Bonaldi. Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (45-59-19-08).

### La Cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT** (47-44-24-24)  
Soyez les bienvenue (1940), de Jacques de Baroncelli, 16 h; le Dimanche de la vie (1965), de Jean Héraud, 19 h; les Chaises de Comte Zerk (1972, v.o. a.l.), de Ernest B. Schoedak, 21 h.

**Vidéothèque de Paris** (40-26-34-30)  
Si vous avez manqué le début: 45<sup>e</sup> Anniversaire de la Libération de Paris: Paris Libérée (1944) d'un anonyme, Paris libéré, début (1974) de Claude Robert et Jean-Jacques Bloch, 14 h 30; la Longue nuit (1965) de Paul Seban; la Libération de Paris (1944) d'un collectif, 16 h 30; Actualités Gaumont, 1944-1945 (1945), 18 h 30; Paris Libérée (1944) d'un anonyme, Paris libéré, début (1974) de Claude Robert et Jean-Jacques Bloch, 20 h 30.

**Les exclusivités**  
**L'AMI RETROUVÉ** (A. v.o.), Elvira Lino, 8<sup>e</sup> (45-59-36-14); Bienville Montparnasse, 15<sup>e</sup> (45-44-25-02).  
**L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE** (A. v.o.), UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-62-40-34); La Nouvelle Marville, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).

## Vendredi 25 août

**CHAMBER AVEC VUE.** (Br. v.o.), Cinéma, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).  
**CHEN DE VIC** (A. v.o.), Pathé Marignan-Concorde, 9<sup>e</sup> (43-59-92-82); v.f. La Nouvelle Marville, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86); Pathé Marignan, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06); Pathé Champs, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).  
**CHINE, MA DOULEUR** (Fr. v.o.), Utopia Champollion, 5<sup>e</sup> (43-26-84-45); Studio 43, 9<sup>e</sup> (47-70-43-40).  
**LE CIEL S'EST TROMPÉ** (A. v.o.), Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-43-25); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20); v.f. Pathé Marignan, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
**CONFESSION** (A. v.o.), Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-43-25); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).  
**COCHON** (A. v.o.), Cité Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-35); UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-10-30); UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-43-94-94); 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-80-81); Miroir, 14<sup>e</sup> (43-36-32-43); v.f. UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-32-43).  
**LE CRIME D'ANTOINETTE** (Fr.), Épée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-57-57-47).  
**DÉSIR MEURTRE** (A. v.o.), Chap. Falco, 5<sup>e</sup> (43-54-07-76).  
**LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE** (A. v.o.), UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-43-94-94); UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-32-43).  
**MORT D'UN COMME VOYAGEUR** (A. v.o.), Cinéma, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).  
**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A. v.o.), La Triomphe, 8<sup>e</sup> (45-62-45-76).  
**NEW YORK STORIES** (A. v.o.), Cinéma, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82); UGC Émirat, 8<sup>e</sup> (45-62-45-76).  
**NO TIME FOR LOVE** (A. v.o.), Action Cinema, 6<sup>e</sup> (43-23-11-30).  
**NOCTURNE INDIEN** (Fr. v.o.), Cité Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-35); UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-10-30); UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-43-94-94); 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-80-81); Miroir, 14<sup>e</sup> (43-36-32-43); v.f. UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-32-43).  
**LA NUIT DU SÉRIAL** (A. v.o.), Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46); v.f. Gaumont Alésia, 15<sup>e</sup> (43-27-84-50); Miroir, 14<sup>e</sup> (43-36-32-43); Gaumont Convention, 16<sup>e</sup> (45-25-46-01); Pathé Champs, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).  
**LES FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS** (Br. v.o.), Les Trois Luxembourgs, 6<sup>e</sup> (46-33-79-33).  
**LE PISTON DE BARBETTE** (Daa. v.o.), Utopia Champollion, 5<sup>e</sup> (43-26-84-45).  
**FRANCE** (Fr.), UGC Émirat, 8<sup>e</sup> (45-62-45-76).  
**GANASATHRU** (Ind. v.o.), 14 Juillet Parnasse, 6<sup>e</sup> (43-26-50-00).  
**LE GRAND BLEU** (Fr.), La Triomphe, 8<sup>e</sup> (45-62-45-76); Pathé Marignan, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20); Miroir, 14<sup>e</sup> (43-36-32-43).  
**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ** (A. v.o.), Cinéma, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).  
**INDÉFAIABLE D'UN ENFANT GÂTÉ** (Fr.), George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).  
**JACKIE DANS L'ESPÈCE** (Fr.), La Cécile, 19<sup>e</sup> (46-42-12-13).  
**JESUS DE MONTREAL** (Can.), Cité Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-35); UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-43-94-94).  
**KARATÉ KID III** (A. v.o.), Pathé Marignan-Concorde, 9<sup>e</sup> (43-59-92-82); v.f. UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-95-40); Pathé Français, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86).  
**KICKBOXER** (Hong Kong v.o.), UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-43-94-94); v.f. Rex, 3<sup>e</sup> (43-36-83-83); UGC Montparnasse, 8<sup>e</sup> (45-74-95-40); UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (43-36-32-43); UGC Convention, 16<sup>e</sup> (45-25-46-01); Image, 15<sup>e</sup> (45-22-47-94).

**LE PETIT DIABLE** (It. v.o.), Forum Arc-en-Ciel, 1<sup>er</sup> (40-39-93-74); 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 9<sup>e</sup> (43-59-92-82); La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-54-07-76).  
**LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLEE DES MERVEILLES** (A. v.o.), La Nouvelle Marville, 9<sup>e</sup> (47-70-72-86); Grand Pavée, 15<sup>e</sup> (45-54-46-85).  
**LA PETITE VERA** (Sov. v.o.), Forum Arc-en-Ciel, 1<sup>er</sup> (40-39-93-74); La Triomphe, 8<sup>e</sup> (45-62-45-76); Sept Parnassiens, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).  
**LE PLUS ESCROC DES DEUX** (A. v.o.), George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46).  
**RAIN MAN** (A. v.o.), Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (45-59-19-08); v.f. Paramount Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33); Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-27-52-37).  
**ROSALIE FAIT SES COURSES** (AIL. v.o.), Cinéma, 6<sup>e</sup> (46-33-10-82).  
**SCANDAL** (A. v.o.), UGC Normandie, 8<sup>e</sup> (45-43-94-94).  
**SEINFELDS** (A. v.o.), Paramount Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-50-33).  
**SPLENDOR** (It. v.o.), Lucernaire, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).

## théâtre

**Les autres salles**  
**CITÉ INTERNATIONALE DES ARTS** (48-87-33-82). Théâtre (à repasser) : 20 h 15. C'est dit : 21 h 30.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30.  
**Les cafés-théâtres**  
**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-84). Salle 1 : 0 h 30. Salle 2 : 20 h 15. Les Épis noirs : 21 h 30. 100% Polyvalente : 22 h 30. Salle 2 : 0 h 30. Les Sacrés Montparnasse : 20 h 15. 0 h 30. J'ai pas d'amis : 21 h 30.  
**CITÉ D'EDGAR** (43-20-45-11). Tiens, voilà deux bouffins : 20 h 15. Manguettes d'homme : 21 h 30. Jeanne Trechot : 22 h 30.  
**LE DOUBLE-FOND** (42-71-40-20). C'est magique et ça tache. Spectacle renouvelé toutes les semaines : 20 h 30 et 22 h.  
**PETIT CASINO** (43-78-36-50). Je n'ai de Polyvalente : 20 h 30. Je n'ai de Polyvalente : 21 h 30. Je n'ai de Polyvalente : 22 h 30.  
**POINT-VIRGULE** (42-78-67-03). Éric Thoma : 20 h. Nos amis font des erreurs : 21 h 30. Ma mère s'en va : 22 h 30. Je fais : 22 h 45 et 24 h.  
**Danse**  
**CITÉ INTERNATIONALE DES ARTS** (48-87-33-82). Le Bal paré : 21 h 30. Chorégraphie de Marote Pichon, Maître Colombeau à la cour du roi René. Dans le cadre du Festival annuel de Paris. Téléphone location : 48-04-96-01.  
**CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE** (19<sup>e</sup>). Compagnie Alain Germain. 13 h et 15 h 30. Les Savants et la Révolution. Mise en scène et chorégraphie : Yvon Lelann. Musique : Isabelle Aboulker. Avec Nathalie Barbey, Philippe Bissat, Patrice Boret, Patrick Florentin, Florence Guignolet, Éric Diderot.  
**Music Hall**  
**CAVEAU DES OUBLIETTES** (9<sup>e</sup>). (43-54-94-97). Chœurs de la chanson française. 21 h. Chansons à la carte tous les soirs.  
**THÉÂTRE GRÉVIN** (9<sup>e</sup>). Vivez la Révolution. 20 h et 22 h. Revue de chansons, chansons, magie, sur la petite histoire du quartier de la Bastille. Téléphone location : 42-46-84-47.  
**TROTTIERS DE BUENOS-AIRES** (1<sup>er</sup>). (42-33-48-77). Elles en étaient, 20 h 30. Chanson-cabaret sur la Révolution française.

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 3 BALZAC - LA BASTILLE - GAUMONT PARNASSE - GAUMONT LES HALLES - L'ESCURIAL

PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE CANNES 1989

# Y A A B A

PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE CANNES 1989

# Y A A B A

UN FILM DE IDRISSA OUEDRAOGO

DISTRIBUTION PARI FILMS

سكوت من الحزن





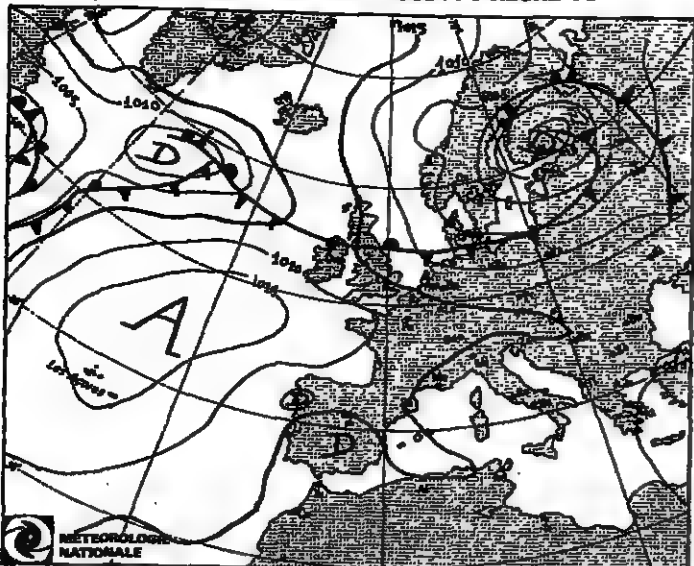


# Informations « services »

## Le Carnet du Monde

### MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 AOÛT 1989 À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 25 août à 0 heure et le dimanche 27 août à 24 heures.

An cours des jours à venir, les perturbations vont s'enfoncer d'abord sur la moitié nord, samedi, puis sur tout le pays, dimanche.

Samedi : nuageux et pluvieux au nord. Soleil au sud.

Les nuages seront présents sur la moitié nord dès le matin. Des pluies se produiront de la Normandie à la Champagne-Ardenne. Sur la moitié sud, le temps sera ensoleillé après la dissipation des brumes matinales.

En cours de journée, les pluies prendront un caractère d'averses sur le grand quart nord-est du pays. Les nuages descendront vers le sud jusqu'à

une ligne Bordeaux-Lyon. Au sud de cette ligne, le soleil continuera de briller. Sur la Bretagne des éclaircies apparaîtront avec un peu de soleil et quelques averses.

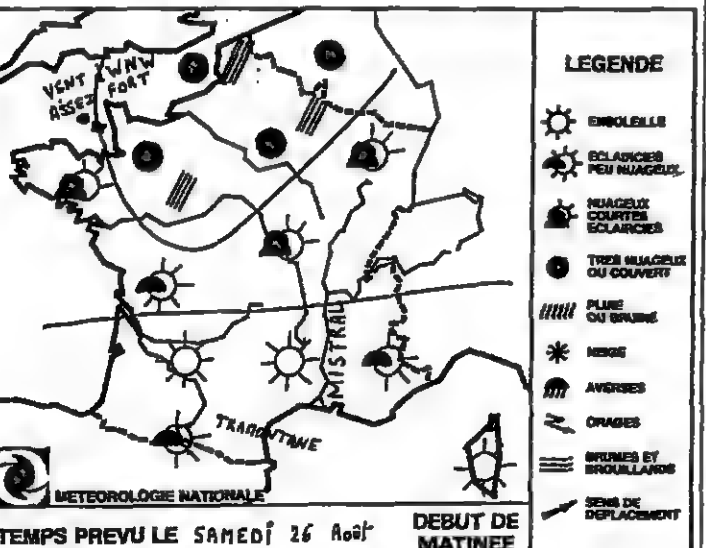
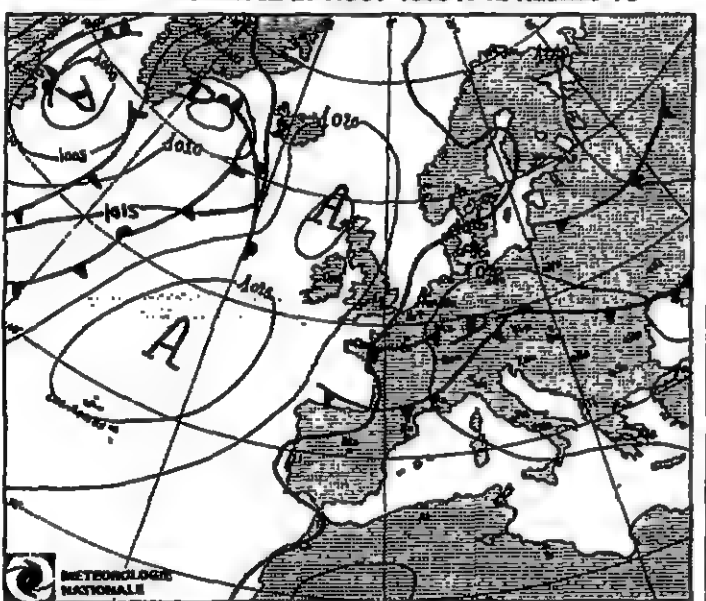
L'après-midi, le thermomètre montera jusqu'à 18 à 23 degrés sur la moitié nord, 25 à 28 degrés sur la moitié sud, 28 à 30 degrés près de la Méditerranée.

Dimanche : averse et rafraîchissement sur tout le pays.

Les pluies affectant le quart nord-est du pays se décaleront vers l'est et l'ouest, en soirée, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Lyonnais et nord des Alpes.

Sur tout le reste du pays, les averses se généraliseront. Elles pourront prendre un caractère orageux.

PRÉVISIONS POUR LE 27 AOÛT 1989 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 25-8-1989 à 6 heures TU et le 26-8-1989 à 6 heures TU

FRANCE				TOUS				LOS ANGELES			
JACQUET	30	19	D	TOULON	25	8	D	LYON	23	17	C
MARCEL	24	18	D	FOURMONTAIGNE	29	17	D	LIMOGES	24	17	D
BARCELONE	23	13	D	TOURNAI-ATHL.	31	23	D	MARSEILLE	26	21	N
ÉTRANGER								PARIS			
ALGER	33	21	P	ALGER	33	21	P	MILAN	22	13	N
AMSTERDAM	21	16	P	AMSTERDAM	21	16	P	MONTREAL	23	8	D
BARCELONE	23	13	D	BANAL	23	13	D	MONTPELLIER	19	12	C
BANAL	23	13	D	BANGKOK	32	26	N	MURCIA	19	12	C
BANGKOK	32	26	N	BELGRADE	28	17	D	NAPLES	19	9	C
BELGRADE	28	17	D	BELM	24	16	P	PARIS	22	13	N
BELM	24	16	P	BOMBAY	24	16	P	PERDUE	22	13	N
BOMBAY	24	16	P	LE CAIRE	35	23	P	PRAGUE	22	13	N
LE CAIRE	35	23	P	CHATELAIN	19	11	P	REIMS	22	13	N
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P	ROUEN	22	13	N
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P	SEVILLA	22	13	N
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P	STANBUL	31	17	D
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P	TORONTO	31	18	D
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P	VIENNE	26	16	P
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P	VIRGIN	—	—	—
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P	CHATELAIN	19	11	P				
CHATELAIN	19	11	P								

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

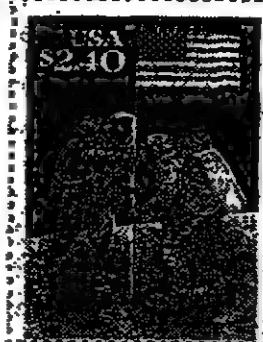
### PHILATÉLIE

#### On a marché sur la Lune !

Il y a vingt ans, le 21 juillet 1969 à 3 h 56 du matin (heure française) ou le 20 juillet 1969 à 10 h 56 (heure américaine), Neil Armstrong devint le premier homme à marcher sur la Lune, rejoint peu après par Edwin Aldrin.

Les États-Unis n'ont pas laissé passer cette occasion en émettant un

plus un bloc-feuillet se rapportant, quant à lui, uniquement à la mission d'Apollo XI. Toutes les grandes phases, préparation, trajet, décollage, photo du premier pas, atterrissage... sont ainsi reproduites. L'ensemble se présente donc comme un véritable album-photo souvenir philatélique.



★ Un négociant : A. Charrol, 162 Casan, 93200 L'Isle-Adam.

★ Souvenir philatélique : à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du premier pas sur la Lune et du 40<sup>e</sup> anniversaire du livre *On a marché sur la Lune*, d'Hergé, le Club philatélique de Kourou (Guyane) propose une enveloppe illustrée avec cachet commémoratif. S'adresser à M. Vase, Club philatélique de Kourou, BP 306, 97384 Kourou Cedex.

Rubrique réalisée par la rédaction de *Le Monde des Philatélistes*, 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

### En filigrane

● Littérature philatélique. — Un ouvrage essentiel vient de paraître qui s'intitule *Les Timbres postaux français de 1869 à 1988*. Il fait suite au premier volume, paru il y a quelques années, réédité à cause de son succès, qui s'intitule *Les Timbres postaux français de 1869 à 1988*.

Comme l'indique Jean-François Brun, qui édite et préface le livre signé Gérard Desmard, depuis 1989, de très nombreux timbres ont été modifiés. Collectionner les affranchissements modernes, rechercher les diverses utilisations des timbres d'usage courant n'est possible que si l'on dispose des éléments indispensables. C'est chose faite avec ce guide qui permet à son utilisateur de ne plus manquer les affranchissements rares des vingt dernières années qu'il pourra chercher dans des vrac de marchands. Les *Timbres postaux français 1869-1988*, 288 pages, 500 F plus port auprès de J.-F. Brun, 85, galerie Beaujolais, Palais-Royal, 75001 Paris.

● Entier postal Philéfrance. — L'Alliance de l'Est a émis, le 4 juillet, un entier postal sur carte postale à 25 pf., tiré à 215 000 exemplaires, à l'occasion de Philéfrance 89. Le motif de la carte : une tour Eiffel tricolore.

● Concours de flammes. — Le Cercle philatélique clémontois organise un concours pour le renouvellement de la flamme postale de Clemenceville-Oise (Renouveau de la Flamme). Les renseignements : J. Gaudet, 1, rue de Warty, 60600 Fitz-James.

● Philatélie à la télévision. — L'émission de télévision de Jean Orléans sur TF 1 « Bonjour la France - Bonjour l'Europe » accueille une rubrique philatélique, le dimanche, vers 7 h 20. Au programme du dimanche 27 août : les surcharges.

### PARIS EN VISITES

SAMEDI 26 AOÛT

- Femmes célèbres du Père-Lachaise, 14 h 45, boulevard de Ménilmontant.
- Opéra, 11 h et 14 h 30, dans l'entree.
- Le Musée Picasso, 14 h, 5, rue de Thorigny.
- Les grandes heures de la rue Saint-Antoine, 14 h 30, métro Bastille.
- De la Cité : le cloître Notre-Dame, 14 h 30, portail de Notre-Dame.
- L'étrange quartier Saint-Sulpice, 15 h, métro Saint-Sulpice.
- Hôpital de la Marine ouest, 15 h, métro Saint-Paul.
- L'hôtel Le Pelletier de Saint-Fargeau, 15 h 23, rue de Sévigné.
- Le Panthéon, 15 h, rue Cloûte.
- L'Odéon, quartier des grands tribuns révolutionnaires, 15 h, métro Odéon, station de Danton.

DIMANCHE 27 AOÛT

- Les salons du ministère de la marine et l'exposition « Marine 1789-1989 », 11 h, 2, place de la Concorde.
- Une heure au Père-Lachaise, 11 h et 15 h, boulevard Ménilmontant.
- L'hôpital Saint-Louis et le canal Saint-Martin, 11 h, métro Jacques-Bouvier.
- Circuit insolite dans le Marais, 14 h 30, 44, rue François-Miron.
- La peinture italienne, de Léonard de Vinci au Caravage, 10 h 30, Musée du Louvre, porte Janvier.
- Du cloître Notre-Dame à l'ancien Hôtel-Dieu, 14 h 30 et 17 h, Notre-Dame, portail central.
- L'ancienne cour des miracles et la rue Montorgueil, 15 h, métro Sentral.
- Montmartre : cité d'artistes, ruelles et jardins, 15 h, métro Abbesses.
- Le cimetière de Picpus, 15 h 30, 35, rue de Picpus.
- Basilique de Saint-Denis : architecture et tombeaux royaux, 16 h, à l'entree.
- L'histoire de la Cité à la crypte archéologique du parvis de Notre-Dame, 11 h 30, entrée de la crypte, parvis, côté préfecture de police.
- Le village de Montmartre : moulins, Sacré-Cœur, 15 h, sortie métro Abbesses.
- Du château-fort au château classique : Vincennes, 15 h, entrée du château, avenue de Paris.
- L'architecture sacrée, ses principes de construction et ses symboles : « La magie des gestes » (avec démonstration), 1, rue des Provaires, 15 h.

### Naissances

— Adama BOULANGER-DUFOUR et Jean-François HUBERT lui ont fait leur fille Louise la joie d'annoncer la naissance de

Juliette

le 7 août 1989.

53, rue Boulard, 75014 Paris.

— M. Noureddine ANACLETO et M<sup>me</sup> née Véronique Poudou, ont la joie d'annoncer la naissance de

Laura,

le 25 juillet 1989.

Casablanca, 15, rue Abbas-Idbou Faras (Ousta).

### Décès

— M<sup>me</sup> Rémi Cahen, M. et M<sup>me</sup> Bernard Cahen, Sophie et Benjamin, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Rémi CAHEN,

à l'âge de ses quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 29 août 1989.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>, à 15 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

5, rue Nicolas-Chauquet, 75017 Paris.

— Anna Lascar, son épouse, Et Kate Lauren, sa fille, M<sup>me</sup> Mireille Tronquoy, sa grand-mère, M. et M<sup>me</sup> Paul Lascar, ses parents, M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Lascar, son frère et sa belle-sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques LASCAR,

avocat au barreau de Paris, survenu le 22 août, à l'âge de trente-sept ans, dans l'Etat de New-York (Etat-Uni d'Amérique).

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le vendredi 25 août, à 16 heures, au cimetière des Gonards, porte de Buc, à Versailles.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements : 42-47-98-03  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F  
Abonnés et actionnaires ..... 73 F  
Communications diverses ..... 86 F

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Duplan, dans l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie qu'elle a reçus à l'occasion du décès de son mari, le

docteur Marcel DUPLAN, chevalier de l'Ordre national du Mérite, ancien médecin directeur de la MGEN, prie toutes les personnes qui se sont associées à son deuil de trouver ici l'expression de ses remerciements émus.

8, avenue Ivan-Tourgueniev, 78380 Bougival.

### Anniversaires

— Il y a quatre ans que

Jean LEVI, enseignant, initiateur du lycée autogéré de Paris, nous a quittés.

Sa famille, Ses amis, ont une pensée pour lui.

### Mort

#### de l'aviateur Alexandre Yakovlev

Alexandre Yakovlev, l'un des pionniers de l'aviation à réaction en Union soviétique, est décédé, le mardi 22 août, à l'âge de quatre-vingt-trois ans des suites d'une longue maladie.

En 1906, Alexandre Sergueïevitch Yakovlev travailla de 1924 à 1928 dans les ateliers de l'Académie du génie militaire de l'air. En 1931, il devient ingénieur dans une usine d'aéronautique pour devenir quatre ans plus tard le principal constructeur du ministère aéronautique de l'URSS. Sa réputation dans la mise au point des Yak-1, 7 et 3 ainsi que des bombardiers BB-22, des avions civils Yak-40 et 42 et du premier avion soviétique à décollage et atterrissage vertical, lui valut une maison de héros du travail socialiste, général-colonel, prix Lénine, membre de l'Académie des sciences de l'URSS, il a occupé le poste de député du soviet des nationalités du Soviet suprême de l'URSS jusqu'en mars 1989.

### (Publicité)

#### Convocation des héritiers inconnus

Constant BEAUME, né le 5-9-1898 en France, de nationalité française, dernier domicile à A-1120 Vienne, Belgique, 46/5, est décédé le 19-8-1988 sans laisser de disposition de dernière volonté. On ne sait pas s'il existe des héritiers. Le curateur de la succession est le Dr Michael UMFAHRER, A-1120 Vienne, Tirolgasse 34. Qui veut réclamer la succession doit en informer aussitôt que possible le curateur, Dr Michael UMFAHRER en donnant preuve de son droit de succéder.

REPRODUCTION INTERDITE



## AFS VIVRE SANS FRONTIERE

### ENEZ MANAGER NOTRE EQUIPE

Nous sommes une association spécialisée dans les échanges internationaux de jeunes (anciennement Comité Français de l'American Field Service), et numéro un dans ce domaine avec le plus grand réseau mondial de pays (au nombre de 60) et de participants (10 000 par an), reconnue d'utilité publique et agréée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, nos partenaires sont prestigieux : AFS International Programs, EFLI (European Federation for Intercultural Learning) et le Ministère de l'Éducation de l'Ontario. Nous fonctionnons grâce à une équipe de salariés et un réseau important de bénévoles.

AFS VSF permet à des jeunes de vivre dans un autre pays, d'y apprendre la langue et d'en découvrir la culture. Grâce à cette expérience unique, nous leur offrons la chance de s'ouvrir au monde et des atouts pour réussir leur vie tant sur le plan professionnel qu'humain.

Si vous partagez nos objectifs et si vous avez vécu une expérience semblable à l'étranger, devenez notre DIRECTEUR NATIONAL. Venez vous joindre à nous, à Fontenay-sous-Bois (94).

A 28 ans au moins, vos 4 à 5 années d'expérience ont renforcé vos qualités de gestionnaire. Vous aurez à prendre en charge notre budget (8 millions de F.), à superviser l'ensemble de nos activités et à animer une équipe d'une dizaine de personnes. Vous serez amené à vous déplacer en France et à l'étranger. Vous maîtriserez parfaitement l'anglais. Vous aurez une expérience de la vie associative et la sens de l'humour. Adressez votre candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo) à : Claude Egnell (AFS 49) - CLEAS - 6, place de la République Dominicaine 75017 Paris

**ENTREPRISE DE PRESSE**

**JOURNALISTE**

Bonne formation universitaire, intéressé par les problèmes de communication, bonne écriture, audiovisuelle, techniques nouvelles de communication, publications, relations publiques.

Adresser CV + photo au :

N° 2464 Le Monde Publicité  
1, rue de Montmartre  
75007 PARIS

Recrute adjoint directeur MJC de Paris (11)  
DEPA ou ITS DUT commerce.  
Exp. mod. Exp. C.V. à un MJC.  
11, av. A.-Sartre, 14000 Caen.

Ville 250 000 habitants recherche un directeur ou directeur adjoint de la communication. Expérience presse exigée.

Envoyer C.V. et lettre motivation à :

D.R.S. Influence, 39, rue de la République, 75011 Paris.

**DEMANDES D'EMPLOIS**

PSY-CLIN  
posséd. 450 h supérie des Séd. et Tudeo. Exp. Touré 181, rue de l'Université 75007 PARIS

J. P. Gervais, 22 ans, bilingue, français, anglais, allemand et espagnol, cherche emploi par ex. : serveur, au pair, aide dans un centre équestre, Michael, Michel, Japon 89 V52, DK-6000 Odense C.

**Le Monde**

## L'IMMOBILIER

**locations non meublées**

**Région parisienne**

Neuilly St-James  
A louer 4 pièces, cuis. a.d.d. très bon état  
9 500 CC  
Tél. 47-66-50-56.

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SIEGE SOCIAL DOMICILIATIONS**

Consultation de sociétés et tous services 43-55-17-00.

سكنا في الجزائر



# Economie

L'OPA de Suez sur la Compagnie industrielle

## Le marché en position d'arbitre dans la bataille pour le contrôle de Victoire

### SOMMAIRE

■ Presque deux ans jour pour jour après son précédent record, la Bourse de New-York a atteint jeudi 24 août son plus haut niveau historique (lire p. 21).

■ Volvo négocie activement avec différents constructeurs européens, dont Renault, pour renforcer son activité dans le secteur des poids lourds (lire ci-dessous).

■ Au-delà des nombreuses ressemblances, la bataille autour du groupe d'assurances Victoire se distingue de celle qui avait eu lieu en 1982. Aujourd'hui, un acteur nouveau devra arbitrer : le marché (lire ci-dessous).

■ Rapprochement entre Paris et Bonn sur la fiscalité européenne lors du conseil économique et financier franco-allemand (lire p. 21).

### INSOLITE

#### Le renard en berne

L'effondrement des cours du renard aux dernières ventes aux enchères de fourrures désempare les éleveurs finlandais. En mai, lors des enchères de printemps, les cours du renard, dont la Finlande est le premier producteur avec 70 % des ventes mondiales, ont chuté à 32 dollars la peau. Selon le bulletin d'information Finfacts, l'effondrement du prix des peaux a déjà entraîné la suppression de 5 000 emplois dans la principale région d'élevage du pays et pourrait, si elle se poursuit, mettre en péril 10 000 emplois supplémentaires.

À son troisième jour de l'OPA de Suez sur la Compagnie industrielle, les titres n'ont pu être cotés jeudi 24 août par la Société des Bourses de France (SBF). La disproportion entre la demande (plus de 490 000 actions recherchées) et l'offre (1 209 titres offerts) a largement excédé le ratio de 1 à 4 qui permet à la SBF de servir. La méthode de cotation « par boîtes » (la SBF rassemble tous les ordres à un moment précis pour en déduire la valeur du titre) destinée à décourager la spéculation n'a donc pu jouer son rôle. Une nouvelle tentative de cotation devrait avoir lieu vendredi 25 août. Par ailleurs, la Bourse a enregistré jeudi

des mouvements importants (233 000 titres changés) sur Navigation mixte, la holding dirigée par M. Marc Fournier, qui détient environ 5 % des titres Compagnie industrielle.

Ce même jour, la bataille s'est déplacée vers le tribunal de commerce de Paris, qui devait se prononcer sur une mise sous séquestre des 14,9 % d'autocotisation de la Compagnie industrielle. Si le gel des titres était décidé, M. Jean-Marc Vernes, président de la Compagnie industrielle, ne pourrait utiliser cet avantage déci-

de à Suez s'établir. Il sera définitivement entravé par le successeur de M. Georges Plescoff atteint par la limite d'âge, à savoir M. Jean Peyrelevalde, aujourd'hui président de l'Union des assurances de Paris (UAP).

Quel accord M. Peyrelevalde a-t-il conclu avec MM. Francis et Vernes ? Il semble qu'il ait formellement reconnu les faits : à savoir l'indépendance de la Compagnie industrielle et donc du groupe Victoire. Néanmoins les fortes participations minoritaires acquises dans

Victoire à la fois directement (33 %) et indirectement (18 % de la Compagnie industrielle) sont restées acquises à Suez.

Parallèlement, des participations croisées ont été prises entre diverses banques et filiales des deux sociétés dans le but de maintenir un flux d'affaires. Les stratégies des deux entités (Suez et la Compagnie industrielle) ont donc été séparées, mais rien ne leur interdisait de gagner de l'argent ensemble. Au-delà, des promesses verbales ont, semble-t-il, été échangées. « Un jour, peut-être, Suez et Victoire seraient à nouveau très proches ».

La mantique de ce flow a duré sept ans, de 1982 à 1989. Il a vu en 1982 la présidence de Vernes à la présidence du groupe Victoire et sa prise en main de bloc d'autocotisation détenue auparavant par M. Jack Francis. En août 1989, la guerre va donc recommencer comme elle a eu lieu en 1982, pratiquement avec les mêmes acteurs qu'il y a sept ans. Cependant, le contexte a changé. Entre 1982 et 1989, un nouvel

acteur est apparu : le marché. C'est lui qui transfigure aujourd'hui cette bataille et en fait un peu plus qu'une simple répétition. En sept ans, en effet, les marchés des capitaux ont pris consistance. La Bourse a conquis droit de cité et les mouvements de fonds bousculent les alliances les mieux établies.

A cause du marché, la parole donnée n'a plus la même valeur qu'autrefois. Pour être prise au sérieux, elle doit être garantie par de solides relations en capital. Un actionnaire minoritaire ne peut plus être un ami, c'est un bête. Les actionnaires majoritaires sont eux les vrais patrons. L'irruption du marché a fait voler en éclats une amitié vieille de quarante ans entre MM. Vernes et de La Genière. Ces deux hommes, qui se sont connus sur les champs de bataille de la seconde guerre mondiale et qui ont gravité ensemble dans les mêmes sphères relationnelles, s'opposent aujourd'hui dans une lutte sans merci.

Au nom du marché. C'est au nom du marché aussi que M. Frédéric Oubak, président de Centenaire Blancy, annonce qu'il cédera ses actions au plus offrant et non pas à celui de ses amis qu'il chérit le plus. Même si on lui sait peu de sympathie pour Suez, il semble tenu d'observer les règles.

La bataille autour du groupe Victoire marque un tournant : le mur de l'argent qui craignait les socialistes en 1982 n'est plus cette abaisse d'amitiés entre hommes d'argent du même bord politique. Le mur de l'argent existe, mais il a pour cohérence et pour seule politique, le marché, c'est-à-dire l'intérêt. Ou plutôt les intérêts contradictoires des individus et des entreprises.

YVES MAMOU.

La bataille pour le contrôle du deuxième groupe d'assurances français, Victoire, est-elle la simple répétition d'une guerre de frontière qui eut lieu en 1982 entre Suez et le couple Jack Francis-Jean-Marc Vernes ? Ou la poursuite d'un processus plus global de transformation du monde des affaires en France ? Les deux à la fois, sans doute. À sept ans de distance, la similitude des deux batailles est en tout cas frappante. Le conflit entre Suez et la Compagnie industrielle de Jean-Marc Vernes semble reproduire, au détail près, la guerre de 1982-1983 entre Suez nationalisé et Victoire. Avec dans les deux cas, un même arbitre, le holding Centenaire Blancy, qui détient une part de capital de Victoire (16 %). Qu'en est-il ?

En 1982, la Compagnie financière de Suez est nationalisée. Son nouveau président, M. Georges Plescoff, tente d'asseoir son contrôle sur la nébuleuse de filiales qui composent alors Suez. Et notamment sur Victoire. Cette compagnie d'assurances, dirigée à l'époque par M. Jack Francis, est à la fois une filiale de Suez et un groupe indépendant. Une filiale parce que Suez y a une participation et que M. Francis, patron du groupe Victoire, fut longtemps en position de numéro deux à Suez. Mais Victoire demeurait un groupe indépendant dans la mesure où les liens en capital étaient suffisamment distendus pour que la question de son appartenance formelle au groupe de la rue d'Antony puisse être remise en cause un jour. En cas de nationalisation de Suez par exemple, éventuellement que M. Francis redoutait, il fallait maintenir en pointillé l'autonomie.

Jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir, le groupe Victoire s'inscrivait donc aisément dans le cogito-

ment Suez, y apportant des affaires et en recevant d'autres. À cette époque, les liens d'actionnaires étaient même considérés comme secondaires par rapport aux relations personnelles que les dirigeants des différentes sociétés du groupe tissaient entre eux. Mais, à partir de 1982, ce sont ces pointillés que MM. Vernes et Francis ont entrepris de faire disparaître. L'État n'envoyant plus de nationaliser les compagnies d'assurances, les deux hommes ont voulu rendre disponibles pour des usages privés ces formidables réservoirs financiers.

Opération en deux temps

Le détachement eut lieu en deux temps. La première holding à sortir du groupe Suez fut Centenaire Blancy. Celle-ci même qui joue aujourd'hui un rôle-clé dans le conflit entre Suez et la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

La bataille pour le contrôle du deuxième groupe d'assurances français, Victoire, est-elle la simple répétition d'une guerre de frontière qui eut lieu en 1982 entre Suez et le couple Jack Francis-Jean-Marc Vernes ? Ou la poursuite d'un processus plus global de transformation du monde des affaires en France ? Les deux à la fois, sans doute. À sept ans de distance, la similitude des deux batailles est en tout cas frappante. Le conflit entre Suez et la Compagnie industrielle de Jean-Marc Vernes semble reproduire, au détail près, la guerre de 1982-1983 entre Suez nationalisé et Victoire. Avec dans les deux cas, un même arbitre, le holding Centenaire Blancy, qui détient une part de capital de Victoire (16 %). Qu'en est-il ?

En 1982, la Compagnie financière de Suez est nationalisée. Son nouveau président, M. Georges Plescoff, tente d'asseoir son contrôle sur la nébuleuse de filiales qui composent alors Suez. Et notamment sur Victoire. Cette compagnie d'assurances, dirigée à l'époque par M. Jack Francis, est à la fois une filiale de Suez et un groupe indépendant. Une filiale parce que Suez y a une participation et que M. Francis, patron du groupe Victoire, fut longtemps en position de numéro deux à Suez. Mais Victoire demeurait un groupe indépendant dans la mesure où les liens en capital étaient suffisamment distendus pour que la question de son appartenance formelle au groupe de la rue d'Antony puisse être remise en cause un jour. En cas de nationalisation de Suez par exemple, éventuellement que M. Francis redoutait, il fallait maintenir en pointillé l'autonomie.

Jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir, le groupe Victoire s'inscrivait donc aisément dans le cogito-

ment Suez, y apportant des affaires et en recevant d'autres. À cette époque, les liens d'actionnaires étaient même considérés comme secondaires par rapport aux relations personnelles que les dirigeants des différentes sociétés du groupe tissaient entre eux. Mais, à partir de 1982, ce sont ces pointillés que MM. Vernes et Francis ont entrepris de faire disparaître. L'État n'envoyant plus de nationaliser les compagnies d'assurances, les deux hommes ont voulu rendre disponibles pour des usages privés ces formidables réservoirs financiers.

Opération en deux temps

Le détachement eut lieu en deux temps. La première holding à sortir du groupe Suez fut Centenaire Blancy. Celle-ci même qui joue aujourd'hui un rôle-clé dans le conflit entre Suez et la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.

Par cette opération, Suez cesse d'être le premier actionnaire de Centenaire Blancy, qui détient une participation-clé (14 % à l'époque, 16 % aujourd'hui) dans le capital de la Compagnie industrielle. Dès avril 1981, alors que l'élection de François Mitterrand apparaît sûre, M. Francis rachète 3 % du capital de Centenaire Blancy, ce qui fait tomber la part directe et indirecte de Suez dans cette holding à 21,5 %.



# Économie

## ÉTRANGER

Le conseil économique et financier franco-allemand

### Rapprochement entre Paris et Bonn sur la fiscalité européenne

A quelques jours de la réunion informelle des ministres des finances de la CEE à Antibes les 8 et 9 septembre, le conseil économique et financier franco-allemand réuni jeudi 24 et vendredi 25 août sur les bords du lac de Tegernsee, en Bavière, a permis un rapprochement entre Paris et Bonn sur l'harmonisation de la taxe à la valeur ajoutée (TVA).

A cette fin, deux directives de la CEE, en date du 8 mai 1964, sur le rôle et la mission du comité des gouverneurs des banques centrales, et du 18 février 1974, sur la convergence économique et la surveillance multilatérale, devaient être modifiées conformément au plan Delors et approuvées lors de la prochaine réunion des ministres des finances des Douze à Antibes.

#### La levée du secret bancaire

Mais c'est sur le chapitre de la fiscalité européenne que les progrès ont été les plus sensibles. Refusant de relancer la polémique sur la retenue à la source, à laquelle M. Waigel est catégoriquement opposé, M. Bérégovoy a souligné le lien qui existait entre l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne et la libéralisation des mouvements de capitaux prévue pour juillet 1990. Le ministre a indiqué à ce sujet qu'un accord était intervenu entre les deux pays afin de mettre en place tous les instruments de contrôle nécessaires pour lutter contre la fraude fiscale, notamment en ce qui concerne la levée du secret bancaire. Cette levée restera ponctuelle et limitée à la demande expresse d'un gouvernement qui aurait des doutes sur l'un de ses ressortissants. Pour l'Allemagne, traditionnellement chahoutieuse sur la question du secret bancaire, il s'agit d'un réel progrès. M. Waigel a bien montré sa détermination en précisant que l'Europe de la libéralisation des capitaux ne serait pas l'Europe de la fraude.

Enfin, sur le dossier de la fiscalité indirecte, la France a réussi à rallier l'Allemagne en ses positions en ce qui concerne l'harmonisation de la taxe à la valeur ajoutée (TVA). La France, suivie en cela par la Danemark, la Belgique et, à un moindre degré, l'Italie, s'oppose en effet au système de compensation à l'export.

ROTTACH-EGERN de notre envoyée spéciale

L'atmosphère était au beau fixe à Rottach-Egern à l'issue des travaux du conseil. M. Pierre Bérégovoy et son collègue ouest-allemand, M. Theo Waigel, n'ont pas caché leur satisfaction devant la bonne conjonction économique : des taux de croissance bien supérieurs aux prévisions initiales de chaque côté du Rhin, une inflation contenue et des investissements en progression constante.

Après les réticences enregistrées lors de la précédente réunion à Paris, en février, M. Bérégovoy a été catégorique : le conseil économique et financier de Tegernsee a permis d'aplanir les divergences. Il a précisé lors d'une conférence de presse à l'issue des travaux qu'il se sont tenus à huis clos : « Il n'y a aucun désaccord entre les deux délégations en ce qui concerne la mise en place de la première phase du rapport Delors ». Celle-ci prévoit une plus grande convergence des politiques économiques au sein de la CEE et, par là même, un système de surveillance proche de celui mis en place par le groupe des sept principaux pays industrialisés (G7). Qui plus est, la France et la RFA sont tombées d'accord pour faire pression sur la Commission de Bruxelles afin d'accélérer ses travaux.

### S'étant vu refuser une hausse de salaire de 29,5 %

#### 1 645 pilotes de ligne australiens ont démissionné

La fédération australienne des pilotes de ligne a remis, le 24 août, la démission collective de 1 645 pilotes des compagnies Australian Airlines, Ansett et East West Airlines. Cette riposte a été décidée après que ces trois transporteurs eurent porté plainte et engagé des procédures de licenciement contre les personnels navigants cessant le travail tous les matins jusqu'à 9 heures et tous les soirs à partir de 17 heures pour obtenir une augmentation salariale de 29,5 %.

Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, refuse de discuter leur revendication, qu'il juge déraisonnable.

Ce conflit, qui dure depuis deux semaines, paralyse les lignes intérieures de l'Australie. Pour transporter les 45 000 passagers qui empruntent l'avion chaque jour, le gouvernement a fait appel aux compagnies étrangères Thai, British Airways, Continental, Lufthansa, Cathay Pacific, Malaysian Airlines System et Singapore Airlines.

### Wall Street au plus haut

(Suite de la première page.) Ainsi, Wall Street n'a pas beaucoup changé. Malgré le krach, dont elle était à l'origine, et qui s'était répercuté sur l'ensemble des places financières, elle n'a pas perdu son rôle de guide des Bourses mondiales. Indépendamment, le record atteint à New-York le 24 août a été salué sur les autres places, qui, pour la plupart (à l'exception notable de Francfort), ont récemment retrouvé leur plus haut niveau d'avant le krach. Jeudi, Paris atteignait aussi un niveau record. Seul Tokyo se démarque : ayant mis à peine six mois à effacer entièrement le krach, la place nipponne a plus réagi au cours des dernières semaines aux affaires de meurtres des hommes politiques locaux qu'à l'euphorie des autres Bourses.

Une euphorie qui s'explique principalement par la poursuite d'une bonne conjonction économique, et par la conviction de la plupart des opérateurs que, contrairement à 1987, la situation est, cette fois, « sous contrôle ». Ceux qui avaient vilipendé le président de la FED, M. Alan Greenspan, pour avoir trop fermement tenu le crédit à l'été 1987, lui accordent désormais toute leur confiance. N'avaient-ils pas raconté méchamment, au lendemain du krach, que M. Greenspan, informé d'une baisse de 508 points

de l'indice, avait cru qu'il s'agissait de 5,08 ? Cette confiance est primordiale au moment où les responsables américains tentent de rétablir « l'aterrissage en douceur » (ralentissement de la croissance sans poussée de l'inflation) de l'économie. Et de cette réussite dépendra la poursuite de la croissance — encore vive — des économies européennes. Grâce au sentiment que l'atterrissage en douceur se passe bien pour l'instant, la baisse des taux d'intérêt constatée depuis plusieurs mois aux États-Unis, à l'appuiement des tensions sur les taux de change, Wall Street et la plupart des Bourses dans son sillage ont connu un été brillant.

S'il fallait trouver une preuve que le krach a bel et bien existé, elle résiderait avant tout dans la prudence à laquelle les analystes sont désormais attachés. Si quelques-uns, surtout aux États-Unis, tentent de se faire remarquer par leurs prévisions très optimistes ou au contraire catastrophiques, peu prédisent un nouveau krach ou une envolée des indices. La plupart se bornent à une simple constatation : l'économie américaine est encore en bonne santé, les entreprises continuent d'enregistrer des bénéfices et de se racheter entre elles. Les Bourses se peuvent pour l'instant qu'en profiter.

FRANÇOISE LAZARE.

## EN BREF

• Appel à la grève dans les établissements de santé. — Le comité de liaison des différentes coordinations de personnels de santé organisera une journée nationale de grève le 21 octobre. Le comité estime que l'accord qui mettrait fin au conflit de l'automne dernier signé par les syndicats (CFDT, CFTC et FO) a été un « marché de dupes ».

• Fin de la grève des chemins de fer suédois. — Les conducteurs de train suédois ont mis fin, le 23 août, à la grève sauvage qu'ils avaient commencée, le 21 août, sans obtenir, ainsi qu'ils le revendiquaient, que leur salaire de base de fin de carrière passe de 11 200 F à 13 000 F et que l'âge de la retraite ne soit pas repoussé de soixante à soixante-cinq ans. — (AFP.)

## CONJONCTURE

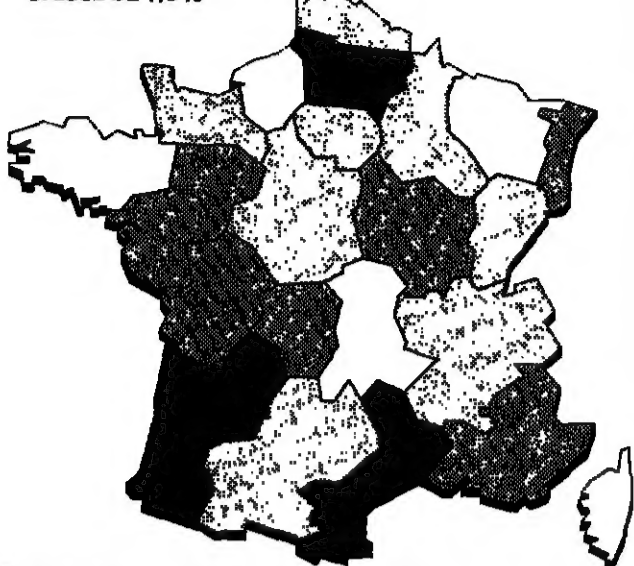
### Le nombre des logements neufs mis en chantier a baissé de 1,5 % au premier semestre

Au cours des six premiers mois de 1989, le nombre total des logements mis en chantier a atteint 165 400, pour 168 600 au premier semestre de 1988, soit une baisse de 1,9 % de l'activité. Dans ce total sont compris 2 100 « équivalents-logements » (foyers, maisons de retraite, hébergements divers), pour 2 800 en 1988, ce qui ramène à 163 300 le nombre des logements proprement dits mis en chantier au premier semestre de cette année, en baisse de 1,5 % par rapport aux 165 800 « logements ordinaires » mis en chantier au premier semestre de 1988.

La baisse est entièrement due à celle des maisons individuelles, qui atteignent 4,7 %, avec 87 200 logements commencés pour 91 500 en 1988. Le nombre des logements commencés en immeubles collectifs progresse de 2,4 %, passant de 74 300 à 76 100.

Géographiquement, cette baisse globale de 1,5 % dissimule de profondes disparités régionales, ainsi que le montre la carte ci-contre, établie par la Direction des affaires économiques et internationales (DAEI) du ministère de l'équipement. La Bretagne, l'Auvergne, la Lorraine, la Haute-Normandie et la Corse connaissent les plus fortes baisses des mises en chantier, tandis que l'Aquitaine, le Languedoc-Roussillon et la Picardie enregistrent une progression des mises en chantier comprise entre 15 % et 30 %.

MOYENNE NATIONALE : BAISSÉ DE 1,5 %



Augmentation de 15 % à 30 %  
Augmentation de 0 % à 15 %  
Baisse de 0 % à 15 %  
Baisse supérieure à 15 %

Source : ministère de l'équipement.  
Evolution des mises en chantier entre le premier semestre 1988 et le premier semestre 1989.

## ÉNERGIE

Selon des chercheurs norvégiens

### L'URSS aurait découvert un gisement de gaz géant en mer de Barents

L'Union soviétique aurait découvert en mer de Barents un gisement de gaz naturel géant, dont les réserves équivalraient à la totalité de celles de la mer du Nord (Grande-Bretagne et Norvège réunies). Cette découverte a été annoncée par des chercheurs norvégiens appartenant à l'Institut Fridtjof Nansen d'Ole, en contact permanent avec les Soviétiques. Elle a été partiellement confirmée jeudi 24 août au cours d'un colloque organisé en Norvège par M. Osmar Sheremeta, responsable de l'exploration offshore au ministère soviétique du pétrole et du gaz.

Selon M. Harald Moe, responsable du programme d'études soviétiques à l'Institut d'Ole, le champ se situerait à 300 ou 400 kilomètres des côtes, au nord-est du port de Moermsk, à une profondeur d'eau de 200 mètres environ. Ses réserves seraient dépassées par 3 000 milliards de mètres cubes, soit environ deux fois le champ norvégien de Troll, considéré comme le second champ gazier offshore du

monde après celui de North-Dome, au Qatar (4 250 milliards de mètres cubes). Ces estimations restent cependant encore préliminaires. Les Soviétiques n'ayant jusqu'ici foré que trois puits d'exploration.

Pour l'Union soviétique, qui détient déjà 36 % des réserves mondiales de gaz grâce à ses gigantesques champs sibériens, cette découverte ne constitue pas un bouleversement. Elle devrait en revanche faire grand bruit sur le marché mondial du gaz, où les capacités dépassent déjà largement la demande. Pour les Norvégiens, c'est une très mauvaise nouvelle. La nouvelle province gazière soviétique, et ses informations sont confirmées, est en effet beaucoup plus proche des marchés que la Sibérie et, de surcroît, située à une profondeur raisonnable, dans des eaux pratiquement jamais prises par les glaces. Elle pourrait donc à terme constituer une concurrence redoutable.

V. M.

## AGRICULTURE

### Des tomates pour M. Nallet

En tournée dans une des régions les plus touchées par la sécheresse, M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a annoncé, jeudi 24 août à Villafraña-de-Lauragais (Haute-Garonne), la tenue « avant la fin de l'année d'une grande conférence interministérielle sur l'eau », ainsi que la constitution d'un groupe d'experts chargés d'examiner les conséquences de la sécheresse.

Reçu par un « comité d'accueil » d'environ trois cents agriculteurs, appartenant essentiellement au CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs), qui scandaient « Nallet, du concret ! », en lançant tomates et courges, le ministre a longuement expliqué les mesures adoptées (la Loi du 24 août), en martelant : « C'est une première étape, c'est clair. » M. Nallet a précisé que des aides seraient débouclées au fur et à mesure pour couvrir les besoins, affirmant que le dispositif est « suffisant pour faire face, dans l'immédiat, aux situations les plus dramatiques ».

• L'Espagne durement touchée par la sécheresse. — L'Espagne connaît cette année une des plus importantes sécheresses depuis 1945 : les experts estiment les pertes du secteur agricole à environ 100 milliards de pesetas (5,4 milliards de francs).

Les régions de Castille (centrale) et d'Andalousie (sud) sont les plus touchées. Depuis le 23 août, l'irrigation agricole est interdite, en Andalousie, dans les régions de Jaén, Cordoue, Séville et Cadix. Cette mesure pourrait causer aux agriculteurs andalous les pertes d'environ 30 milliards de pesetas (1,62 milliard de francs). — (AFP.)

## Offre Publique d'Achat des actions de la Compagnie Industrielle par la Compagnie Financière de Suez

Avis important sur la forme des actions de la Compagnie Industrielle.

Il est précisé que les propriétaires d'actions Compagnie Industrielle inscrites en compte nominatif pur à la Société et souhaitant répondre à cette offre doivent dans les plus brefs délais demander à la Compagnie Industrielle l'inscription de leurs actions en compte nominatif administré chez l'intermédiaire financier de leur choix (banque, société de bourse, établissement financier...).

Pour toute information :  
Direction de la Communication de Suez,  
tél. : (1) 40 06 64 00 et Minitel 36.15 SUEZ.

L'opération est présentée par la Banque Indosuez. Avis de la Société des Bourses Françaises n° 89-2367 du 18 août 1989. Une note d'information qui a obtenu le visa COB n° 89-363 en date du 21 août 1989 est tenue à la disposition du public chez les intermédiaires financiers. Le document de référence sur la Compagnie Financière de Suez ainsi que la note d'information peuvent être obtenus à son siège social 1, rue d'Assolvi, 75008 PARIS.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Handwritten note: "L'offre est en cours"







## BOURSE DU 25 AOUT

[illegible]

Comptant

(selection)

VALEURS

% du mont.

% du coupon

VALEURS

Cours prix.

Dernier cours

VALEURS

Cours prix.

Dernier cours

VALEURS

Cours prix.

Dernier cours

VALEURS

Cours prix.

Dernier cours

Obligations

Ban. Ind. 6 7/8

8 3/8 20/25

10 20 70/94

12 25 80/90

16 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18 20 82/90

18

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
47.52.01.00 - 1000

c : coupon détaché — o : offert — \* : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu



سبت 26 اوت 1989

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Liban : l'URSS accroît ses efforts diplomatiques. 4 Pologne : M. Mazowiecki déclare que le succès de son gouvernement dépend de son acceptation par la société. 6 Colombie : la lutte contre le trafic de drogue.	7 M. Michel Rocard en Polynésie française. — La préparation du congrès du PS. — Point de vue : « Pour un statut de l'opposition municipale », par François-Henri de Virieu. 15 Bientôt.	8 Gros plan sur Neptune. — La mort du psychiatre Ronald Laing. 10 La dualité entre police et gendarmerie. — La maintien de Paul Touvier en détention. 14 Sports : un entretien avec l'entraîneur de rugby Pierre Villepreux.	16 Arts : la fermeture du Musée d'Art Moderne de Bayonne. — Cinéma : Calme blanc, de Philip Noyce. — Expositions : Descolleaux au Musée de Trouville. 15 Communication.	20 Le marché en position d'attente dans la bataille pour le contrôle de Viçosa. — Renault et Volvo, les états financiers. 21 Le Conseil économique et financier franco-allemand. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements ..... 22 Annonces classées ..... 19 Carnet ..... 19 Jeu ..... 13 Loto ..... 18 Météorologie ..... 19 Philatélie ..... 19 Radio-Télévision ..... 18 Spectacles ..... 17	Les événements du Liban heure par heure 3615 tapes LEMONDE Les offres d'emplois du monde 3615 tapes LM

Augmentation de 0,8 % des demandes d'emploi

## Légère reprise du chômage en juillet

Alors que des tensions se manifestent sur le marché de l'emploi, le chômage régresse et même s'accroît en France : il est passé en juillet de 9,5 % à 9,6 % de la population active (1). Selon les chiffres publiés vendredi 25 août par le ministère du travail et de l'emploi, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé en juillet de 20 800, soit 0,8 % en données corrigées des variations saisonnières (62 700, soit 2,6 % en données brutes), deux fois plus vite qu'en juin.

Contraste : l'été 1988. Le gouvernement annonçait une remontée du chômage, et enregistrait une baisse à l'automne. Cette année, malgré le maintien d'une bonne activité économique au premier semestre, on assiste à une certaine remontée du chômage, avec des fluctuations sur sept mois, on en a connu quatre de hausse (janvier, avril, juin et juillet), et trois de baisse (février, mars et mai). Au total, comme le souligne le ministre du travail, l'effectif reste inférieur de 40 600 (hors variations saisonnières) à celui de juillet et août 1988, mais l'on retrouve le niveau de janvier 1989.

Pour M. Sisson, ces chiffres ne doivent donc pas provoquer d'inquiétude excessive. Cependant les données sont contradictoires et traduisent la complexité du marché du travail. Du côté positif, on constate toujours une progression des offres d'emploi : 7 % en un an. Mieux, l'augmentation est particulièrement forte pour les emplois à durée indéterminée et à temps complet : 1,4 % (en données corrigées).

par rapport au mois précédent et 23,3 % en un an. De même, par rapport à l'été 1988, les chiffres de reprises d'emploi et les placements restent positifs, mais ils ont baissé par rapport à juin dernier.

Côté négatif, la baisse des reprises d'emploi s'accroît par rapport à juin (-9,6 %), comme celle des placements par l'ANPE (-15,6 %). De même, la retombée du « traitement social » du chômage continue à se manifester : les entrées en stage ont diminué de 39,6 % par rapport au mois précédent, mais surtout de 5,7 % par rapport à juillet 1988. Or, parallèlement, les demandes d'emploi, comme le constate le ministre du travail, augmentent plus vite. Si celles consécutives à des licenciements pour cause économique ont baissé par rapport à l'an passé, les autres licenciements et les démissions ont augmenté (de 5,6 % et 6,5 % respectivement), et surtout les fins de mission d'intérim (32,2 %).

### Contradictions

Au total, depuis un an, le nombre de demandeurs d'emploi ne diminue que pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans (de 11,3 % pour les hommes, de 10,1 % pour les femmes), mais une légère remontée en juillet, et plus faiblement pour les hommes de cinquante ans et plus (-5,6 %, effet des mesures prises). Mais il s'accroît toujours pour les adultes, de vingt-cinq ans à quarante-cinq ans, en particulier pour les femmes (5,7 % en un an).

Tout se passe comme si la reprise économique se faisait de côté, la grande partie des chômeurs : le mar-

ché du travail donnant la préférence aux nouveaux entrants, et incitant au contraire de nouvelles catégories, naguère découragées, à rechercher un emploi.

A la sélectivité du marché de l'emploi à l'égard des chômeurs en général, s'ajoutent des difficultés spécifiques pour certaines catégories, notamment pour les jeunes adultes qui n'ont pas réussi à acquérir une qualification ou ont manqué leur entrée sur le marché du travail. Le nombre des chômeurs de plus d'un an s'accroît aussi : de 1,2 % en un mois, de 1,9 % en un an, la situation étant particulièrement difficile pour les plus anciens (plus de trois ans de chômage). Seul signe d'espoir : l'ancienneté moyenne des chômeurs « recasés » augmente.

La situation pourrait s'aggraver en cas de tassement de la croissance. Or les résultats provisoires de la dernière enquête trimestrielle sur l'activité de l'emploi sont un peu inquiétants : les effectifs salariés n'auraient progressé que de 0,1 % sur le deuxième trimestre 1989. Ce chiffre, cependant, suscite quelques doutes : les premières estimations de l'INSEE, qui avait déjà constaté la création de 130 000 emplois au premier trimestre, ne vont pas en ce sens. Aussi le ministère, fort des résultats de 1989 (300 000 emplois nouveaux) table-t-il toujours sur un minimum de 100 000 créations d'emploi pour le premier semestre, et 250 000 au moins pour l'année.

GUY HERZLICH.

(1) Et de 10,1 % en juillet 1988, à la suite des modifications consécutives à la dernière enquête emploi de l'INSEE.

NATIONS UNIES : les difficultés financières du HCR

## « Toute nouvelle mesure d'austérité serait inhumaine » nous déclare le haut-commissaire pour les réfugiés

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké, qui doit participer samedi 26 août à Paris aux cérémonies annuelles de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, fait état pour la première fois de la grave crise financière que connaît le HCR.

GENÈVE de notre correspondant

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés, chargé par la communauté des nations d'assurer la protection et la subsistance de quelque treize millions de personnes à travers le monde, traverse actuellement une crise financière dont la gravité pourrait conduire, s'il n'était pas rapidement remédiée, à l'arrêt de certaines activités. Le déficit, dû au retard mis par certains pays donateurs (notamment occidentaux) à régler leurs contributions, est, en effet, estimé à 85 millions de dollars sur un budget total de 420 millions pour l'exercice annuel en cours. Il a déjà conduit l'organisation humanitaire à prendre diverses mesures d'austérité.

« Au point où nous en sommes, toute nouvelle mesure d'austérité serait inhumaine », déclare le haut-commissaire, M. Hocké. « D'accord pour économiser au mieux ; mais, pour moi, je refuse de me lancer dans un programme de disette dont les réfugiés seraient les victimes. Je suis contre toute solution de désespoir, contre les mesures chirurgicales et même contre tout ce qui

peut entamer le moral — déjà assez bas — des réfugiés. Aux gouvernements qui disent : le HCR n'a qu'à se débrouiller avec les sommes qu'on lui donne, je réponds : dans ce cas, le HCR est obligé de suspendre ses activités. Il y a treize millions de réfugiés dans le monde, dont la moitié sont des enfants. Certes, il existe des gouvernements et des organisations caritatives généreux, mais un grand nombre de réfugiés dépendent entièrement du HCR pour leur survie. »

« Dans la situation actuelle, ajoute par ailleurs le haut-commissaire, parquer les réfugiés dans des camps indéfiniment, au risque de les voir devenir des assistés professionnels, n'est évidemment pas la meilleure solution. Il faut, au contraire, tout mettre en œuvre pour organiser, de manière acceptable, soit leur rapatriement volontaire, soit une intégration dans les pays de la région où ils sont exilés. Il faut aider le fardeau. Mais il ne faut pas oublier qu'en 1989 environ sept cent mille nouveaux réfugiés sont venus s'ajouter aux millions d'autres. Ils ont besoin, pour survivre, d'être nourris, soignés, protégés. »

Sur d'autres questions, à commencer par celle de la crispation de l'Europe face aux demandeurs d'asile et des moyens qu'elle envisage pour mieux se « protéger », M. Hocké a déclaré : « L'attitude de rejet, les mesures administratives, n'ont jamais apporté la solution, car elles ne couvrent pas les migrations. Au lieu de rejeter, nous sommes envahis, nous sommes submergés. »

Les Européens, s'ils veulent respecter les principes qui sont les leurs, doivent appréhender sérieusement le problème et, en particulier, le prix. Il faut s'efforcer de gérer les mouvements migratoires, notamment en donnant aux gens les moyens de vivre dans leur région.

« La crispation ne peut que mener au chaos. L'Europe a créé le HCR sur la base de principes. Si elle bafoue ces principes, si elle y renonce, le reste du monde risque de suivre ce mauvais exemple. »

Que faire, par ailleurs, face à un problème aussi gigantesque que celui des réfugiés afghans ?

« Préparer leur rapatriement pour ne pas se trouver au dépourvu le jour où la situation permettra des retours massifs. Les assister quand ils seront de nouveau chez eux. Pour cela, pour préparer la reconstruction, il faut avoir les moyens financiers voulus. Sinon, on va vers de nouvelles tragédies. »

A propos de Hongkong, qui n'accepte plus les réfugiés de la mer, M. Hocké souligne : « Hongkong pratique la sélection entre « vrais » et « faux » réfugiés. On cric au sociale. Or, dans nos pays, il y a toujours appartenu aux autorités nationales complètes de décider qui pouvait ou non bénéficier du droit d'asile. Hongkong a beau appliquer les mêmes critères, ceux qui sont considérés comme des « faux » réfugiés bénéficient tout de même de l'assistance du HCR. Cela veut dire que la situation des réfugiés s'améliorera sans doute grâce aux efforts des puissances vers la paix. »

ISABELLE VICHNIAC.

### M. Le Pen dénonce « le terrorisme intellectuel »

M. Jean-Marie Le Pen dénonce, dans un entretien publié jeudi 24 août, par l'hebdomadaire d'extrême droite National-Hebdo, « le terrorisme intellectuel qui règne et l'ignorance de ceux qui manipulent l'information ». Revendiquant sur les propos qu'il avait tenus, le 11 août, dans le quotidien Présent — où il évoquait le rôle de « l'Internationale juive » dans « la création de l'esprit antinationnel » (le Monde du 12 août), — le président du Front national regrette que « la pratique du mot « juif » lui-même soit, selon lui, réservé à un certain nombre et que ce soit, plus qu'un délit, une espèce de péché que d'user de ce mot ». « Tout cela est dérisoire, ajoute-t-il, en se demandant « où sont les droits de l'homme, la liberté de conscience, la liberté d'expression ».

Interrogé sur les poursuites judiciaires engagées à son encontre par le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, M. Le Pen estime que « l'homme et le gouvernement dont il est le ministre sont disqualifiés » par ces poursuites, dans la mesure où « le ministre de la justice a, selon lui, emboîché les trompettes de la proscription (...) sans même avoir lu le texte sur lequel il prétend appuyer ses imputations ».

L'hebdomadaire d'extrême droite enfonce le clou cette semaine en s'appuyant sur une interview de Nahum Goldman, ancien président du Congrès juif mondial, aujourd'hui décédé, pour titrer à la « une » : « L'Internationale existe bien. »

Le numéro du « Monde » daté 25 août 1989 a été tiré à 527 983 exemplaires

**LUNDI 28 AOÛT**  
réouverture  
**CAPELOU**  
LITERIES  
CONVERTIBLES  
ÉLÉMENTS-BOIS  
37 Av. de la République • 11 •

### En Saône-et-Loire Le PDG d'un internat inculpé d'attentats à la pudeur sur plusieurs élèves

LYON de notre bureau régional

M. Louis Gallet, juge d'instruction à Chalon-sur-Saône, a inculpé, jeudi 24 août, M. Daniel Penet, d'attentats à la pudeur sans violence et contrainte sur mineurs de moins de quinze ans, en particulier pour les faits relatés dans son dossier. M. Penet a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Son inculpation fait suite à une plainte déposée à la mi-août par le père d'une adolescente qui suivait un stage scolaire à l'école privée des Esarts, dont M. Penet est le PDG. Celle-ci, comme une demi-douzaine d'autres élèves, aurait été attaquée, la nuit, dans son bureau, par le PDG.

Installée dans le château de la Rochette, sur la commune de Saint-Gengoux-le-National (Saône-et-Loire), l'école des Esarts accueille, l'été, près de cent élèves, filles et garçons, de la cinquième à la terminale, appartenant à des milieux variés (une année de scolarité coûte 48 000 F, un stage d'été, 5 000 F).

M. Penet, qui est, d'autre part, gérant de l'entreprise PIA, spécialisée dans l'étude des appareils de pesage à Villeurbanne (Rhône), est aussi propriétaire d'un établissement de formation à Lyon et a été réélu, en novembre 1988, délégué consulaire à la chambre de commerce de Lyon.

R. B.

**Le Monde**  
**DOSSIERS & DOCUMENTS**  
JUILLET-AOÛT 1989

**LE DROIT DES ENFANTS**

A quelques mois du vote par l'ONU d'une convention sur les droits des enfants, *Le Monde Dossiers et documents* fait le point sur ce problème de société.

- Le projet de convention : 50 articles pour défendre les droits essentiels des enfants.
- Le sort des enfants dans un monde de conflits : enfants soldats, enfants victimes, enfants emprisonnés, torturés.
- Les effets de la surpopulation et de la misère : l'absence de soins et d'hygiène. La prostitution, le commerce des enfants.
- Des droits bafoués dans les pays développés : les mauvais traitements. Les accidents domestiques. L'intolérance.

Avec des adresses, des orientations bibliographiques et le panorama des droits de l'enfant en Europe.

**CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

### Décès de Jean Reyre ancien président de la Banque de Paris et des Pays-Bas

Jean Reyre, ancien président de la Banque de Paris et des Pays-Bas, est décédé dans la nuit du 24 au 25 août, à Paris.

Il était né le 9 décembre 1899 à Saintines (Oise) et fit le meilleur de sa carrière à la Banque de Paris et des Pays-Bas où il entra en 1924, muni d'une simple licence en droit et d'un diplôme de l'École libre des sciences politiques. Cela ne l'empêcha pas de gravir les échelons et de parvenir au poste de président, auquel il accéda généralement que d'anciens inspecteurs des finances. Il fut l'homme de « coups », pratique peu habituelle à l'époque, achetant et revendant pour réaliser des plus-values, comme il le fit, par exemple, avec Columbia Pictures. En 1969, la bataille qu'il mena avec fougue contre Suez pour le contrôle du Crédit industriel et commercial acheva de le consacrer. Il fut nommé à la tête de la banque de la finance. Ayant enfreint les règles de consultation de son conseil d'administration, il sera accusé à la démission et devra céder sa place à un inspecteur des finances, M. Jacques de Fouchier. Directeur général de la banque dès 1948, avant d'en devenir le président, en 1967, Jean Reyre aura marqué de son empreinte le développement de Paribas.

### EN BREF

Les électroniciens de la navigation aérienne lancent un nouveau préavis de grève. Les syndicats USAC-CST et SAPAC (autonome) des électroniciens de la navigation aérienne ont déposé un

**LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION**  
**CHEZ RODIN**  
**LES PRIX**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

### Pour protester contre une décision de justice

#### Quarante agriculteurs font le siège d'une résidence secondaire dans l'Isère

M. Julien Charrier, propriétaire d'une résidence secondaire à Choleon (Isère), a été bloqué chez lui jeudi, de 10 h à 19 h 30, par une quarantaine d'agriculteurs en colère menés par le maire de cette commune de deux cent quarante habitants, M. Georges Ruelle.

Les agriculteurs protestaient contre une décision de la cour d'appel de Grenoble rendue le 30 novembre 1988 condamnant M. Pierre Ruelle, frère du maire, à payer 40 000 francs d'amende et ordonnant de réduire la hauteur d'un hangar qui masquait la vue de la maison de M. Julien Charrier.

Au cours de la manifestation, le maire de la commune a réclamé l'annulation du jugement. Il a ordonné, à 19 h 30, la levée du « blocus » après avoir obtenu la promesse d'être reçu à la préfecture. « Si la hauteur du hangar est baissée, ce bâtiment deviendra inutilisable sur le plan professionnel, et avec les difficultés que rencontrent les agriculteurs, nous n'admettons pas qu'ils soient sanctionnés à la demande de gens qui habitent la commune un mois par an », a déclaré le maire.

### M. Guy Deluz, directeur du Comité international de la Croix-Rouge

Genève. — M. Guy Deluz, président-directeur général de Pathé Marconi EMI France, a été nommé, jeudi 24 août, directeur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Cette nomination, qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, est destinée « à renforcer » les structures administratives mises en place l'an dernier, précise le CICR. Elle intervient alors qu'une certaine grogne existe actuellement dans les rangs du CICR avec la publication cette semaine d'une lettre de deux cents collaborateurs, adressée en mars dernier à la direction. Dans leur missive au président Cornelio Sommaruga, qui dirige le CICR depuis mai 1987, les signataires déclarent, en substance, la perte d'identité qui affecterait le CICR et font part de leur désarroi devant les difficultés de mener leur mission sur le terrain tout en s'inquiétant du grand nombre de départ de l'institution humanitaire.

[Agé de cinquante-deux ans et originaire de Neuchâtel, M. Deluz a été, dans les années 70, délégué et chef de mission du CICR dans divers pays, dont le Liban et Israël. Il a également dirigé la division logistique de l'organisation humanitaire helvétique.]

### Moquett., sols plastiques & Tissus Artirec OUV' AOÛT

TOUT pour habiller en beauté la maison en Août et à bon compte est chez Artirec (Agréé FNAC).

4 exemples : « Velours laine grillé Woolmark, véritable « vis » de la moquette, 129,50F le m<sup>2</sup> » ; « Moquette haute mèche moirée 69,50F le m<sup>2</sup> et non 139,50 » ; « Tissus gile large (270 cm) anti-poisson, anti-fou, à coller ou à tendre sans joint 29,50F le m<sup>2</sup> linéaire » ; « Salfia imprimée qualité siège, anti-salissure, 39,50F le m<sup>2</sup> en 140. Méritait 150F » etc. etc.

Artirec : 4, Bd de la Bastille, 12<sup>e</sup> (Sole) (43.40.72.72) ; 8, Imp. St Sébastien, 11<sup>e</sup> (Mme) (43.55.66.55) ; 8, r. Roger Salengro, Kremlin-Bicêtre (Sole) (46.58.11.12) ; Plessis, RN 12 (Sole et Mme) (30.55.55.15).